



Études économiques de l'OCDE SUÈDE

JUILLET 2019 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Suède 2019 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Suède 2019 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/dc7ecbd6-fr>.

ISBN 978-92-64-83352-4 (pdf)

Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Suède
ISSN 1995-3399 (imprimé)
ISSN 1999-0456 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © iStockphoto.com/Michael Cavén.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2019

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@efcopies.com.

Table des matières

Résumé	5
Principaux éclairages sur l'action publique	11
La croissance de l'économie est régulière	12
La croissance économique a atteint un point haut.....	16
La pauvreté recule mais les revenus du capital augmentent plus vite que les salaires, accentuant les inégalités de revenu	20
Les investissements technologiques de la Suède renforcent sa productivité et sa compétitivité ...	22
La vigueur de la croissance de la production et de l'emploi constitue le fondement du bien-être de la population	24
La corruption est limitée mais des progrès supplémentaires s'imposent en matière de lutte contre la corruption transnationale	24
L'innovation et les dispositifs d'incitation favorisent la croissance verte.....	26
L'orientation expansionniste des politiques macroéconomiques devrait être réduite	29
Un resserrement progressif de la politique monétaire s'impose	29
Un accroissement de l'offre et des mesures macroprudentielles ont permis une détente du marché du logement	32
Promouvoir davantage la finance verte contribuerait à renforcer la stabilité financière.....	34
La politique budgétaire a soutenu la reprise mais prend à juste titre une orientation moins expansionniste	37
Des réformes structurelles permettraient d'accroître la productivité et le bien-être.....	42
Des déséquilibres subsistent sur le marché du logement.....	42
La productivité pourrait être améliorée dans certains secteurs	44
Le taux d'emploi est élevé, mais certains éprouvent encore de grandes difficultés à trouver du travail	47
La main-d'œuvre est très qualifiée mais les pouvoirs publics devraient anticiper	49
Il faut renforcer les résultats scolaires et l'équité du système éducatif.....	51
L'investissement dans la formation tout au long de la vie peut être un vecteur de croissance inclusive	57
Références.....	59
Annex A. Progrès accomplis en matière de réformes structurelles	65

Tableaux

Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques	18
Tableau 2. Chocs que pourrait subir l'économie suédoise.....	19
Tableau 3. Recommandations antérieures concernant les inégalités de revenu et mesures prises.....	21
Tableau 4. Recommandations antérieures concernant la politique environnementale et mesures prises.....	29
Tableau 5. Recommandations antérieures concernant la politique monétaire et mesures prises	31

Tableau 6. Recommandations antérieures concernant la politique macroprudentielle et mesures prises.....	37
Tableau 7. Recommandations antérieures concernant la politique budgétaire et mesures prises	42
Tableau 8. Recommandations antérieures concernant la politique du logement et mesures prises	42
Tableau 9. Recommandations antérieures concernant la réglementation des entreprises et mesures prises.....	46
Tableau 10. Recommandations antérieures concernant la politique de l'emploi et mesures prises.....	49
Tableau 11. Recommandations antérieures concernant l'éducation et mesures prises.....	58

Graphiques

Graphique 1. La croissance de la production est vigoureuse et repose sur une large assise	12
Graphique 2. L'économie fonctionne presque à plein régime	13
Graphique 3. Le taux d'emploi est un des plus élevés de la zone OCDE	14
Graphique 4. Le chômage a reculé.....	17
Graphique 5. Exportations de biens par produit et par marché	19
Graphique 6. La pauvreté est extrêmement faible.....	20
Graphique 7. Les inégalités de revenu s'accroissent, mais la pauvreté relative reste limitée.....	21
Graphique 8. La Suède investit fortement dans la recherche-développement (R-D)	22
Graphique 9. Le niveau de productivité est proche de la moyenne des pays de l'OCDE les plus productifs.....	23
Graphique 10. La productivité du travail a augmenté plus vite que dans la plupart des autres pays	23
Graphique 11. Les résultats à l'exportation restent bons, mais l'excédent des paiements courants diminue régulièrement.....	24
Graphique 12. Comment va la vie en Suède ?.....	25
Graphique 13. Le niveau de corruption perçue est faible.....	26
Graphique 14. La Suède obtient de bons résultats au regard des indicateurs environnementaux	28
Graphique 15. La politique monétaire reste très expansionniste.....	30
Graphique 16. Le marché du logement s'est détendu, mais les prix restent élevés	34
Graphique 17. Le système bancaire est solide, mais présente quelques faiblesses	35
Graphique 18. La dette publique est peu élevée.....	37
Graphique 19. Les excédents budgétaires tiennent dans une large mesure à la vigueur de l'économie	38
Graphique 20. Le ratio de dépendance augmente fortement	41
Graphique 21. Les tensions à long terme sur les coûts liés au vieillissement sont modérées	41
Graphique 22. La réglementation des marchés de produits est légère	45
Graphique 23. Les coûts de construction sont élevés.....	46
Graphique 24. Le décalage entre offres et demandes d'emploi va croissant	48
Graphique 25. Le nombre de chômeurs déclarés demeure élevé parmi les catégories vulnérables	48
Graphique 26. Une forte proportion de la population adulte possède de solides compétences en résolution de problèmes.....	50
Graphique 27. De nombreux emplois sont exposés au moins partiellement au risque d'automatisation.....	50
Graphique 28. Près d'une personne sur cinq manque de certaines compétences de base.....	51
Graphique 29. La ségrégation scolaire aboutit à des résultats scolaires divergents	52
Graphique 30. Les écoles situées dans des environnements socioéconomiques défavorisés ont des difficultés à attirer des enseignants.....	54
Graphique 31. Les meilleurs résultats obtenus par les établissements privés d'enseignement s'expliquent par la sélection des élèves	56
Graphique 32. La profession d'enseignant attire peu de candidats.....	57
Graphique 33. Les adultes peu qualifiés bénéficient moins de la formation que les autres adultes.....	58

Encadrés

Encadré 1. Le programme du nouveau gouvernement	14
Encadré 2. Vers une société sans espèces : implications potentielles en termes d'action publique.....	31
Encadré 3. Promouvoir la finance verte	35
Encadré 4. Le nouveau cadre de la politique budgétaire	38
Encadré 5. Réformer la politique du logement.....	43

Statistiques de base de la Suède, 2017

(Les nombres entre parenthèses correspondent à la moyenne de l'OCDE)*

LE PAYS, LA POPULATION ET LE CYCLE ÉLECTORAL				
Population (millions)	10.1		Densité de la population par km ²	24.5 (37.2)
Moins de 15 ans (%)	17.7	(17.8)	Espérance de vie (années, 2015)	82.4 (80.7)
Plus de 65 ans (%)	20.1	(17.3)	Hommes	80.4 (77.9)
Née à l'étranger (% , 2015)	17.8	(15.0)	Femmes	84.1 (83.2)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	1.0	(0.5)	Dernière élection générale	Sep. 2018
L'ÉCONOMIE				
Produit intérieur brut (PIB)			Part dans la valeur ajoutée (%)	
En prix courants (milliards USD)	551.1		Secteur primaire	1.2 (2.5)
En prix courants (milliards SEK)	4 794.3		Industrie y compris construction	25.1 (26.9)
Croissance réelle moyenne des 5 dernières années (%)	2.8	(2.3)	Services	73.7 (70.6)
Par habitant (milliers USD PPA)	51.4	(42.5)		
LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES				
En pourcentage du PIB				
Dépenses	49.3	(40.7)	Dette financière brute	50.4 (109.5)
Recettes	50.8	(38.8)	Dette financière nette	-34.7 (70.8)
LE COMPTE DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES				
Taux de change (SEK par USD)	8.675		Principales exportations (% du total des exportations de marchandises, 2016)	
Taux de change PPA (USA = 1)	8.856		Machines et matériel de transport	38.7
En pourcentage du PIB			Articles manufacturés	17.4
Exportations de biens et services	49.2	(45.1)	Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	11.6
Importations de biens et services	45.6	(42.6)	Principales importations (% du total des importations de marchandises, 2016)	
Solde de la balance courante	3.2	(0.4)	Machines et matériel de transport	37.2
Position d'investissements internationaux nette	4.6		Articles manufacturés	12.7
LE MARCHÉ DU TRAVAIL, LES QUALIFICATIONS ET L'INNOVATION				
Taux d'emploi des 15-64 ans (%)	77.5	(67.7)	Taux de chômage, Enquête sur la population active (15 ans et plus, %)	6.3 (5.8)
Hommes	79.0	(75.4)	Chômage des jeunes (15 à 24 ans, %)	16.7 (11.9)
Femmes	76.0	(60.1)	Chômage de longue durée (1 an et plus, %)	1.0 (1.7)
Taux d'activité des 15-64 ans (%)	82.5	(72.1)	Niveau d'instruction supérieure des 25-64 ans (% , 2016)	41.1 (35.7)
Nombre moyen d'heures travaillées par an (2016)	1 453	(1 744)	Dépenses intérieures brutes en R-D (% du PIB, 2016)	3.3 (2.3)
L'ENVIRONNEMENT				
Offre d'énergie primaire par habitant (tep, 2015)	0.1	(0.11)	Émissions de CO ₂ par habitant dues à la combustion d'énergie (tonnes, 2015)	3.8 (9.2)
Énergies renouvelables (% , 2015)	39.0	(10.2)	Déchets municipaux par habitant (tonnes, 2016)	0.4 (0.5)
Exposition à la pollution de l'air (plus de 10 µg/m ³ de PM _{2.5} , % de la pop., 2015)	10.4	(75.2)		
LA SOCIÉTÉ				
Inégalité de revenus (coefficient de Gini, 2015)	0.278	(0.311)	Résultats de l'éducation (score PISA, 2015)	
Taux de pauvreté relative (% , 2015)	9.2	(11.3)	Compréhension de l'écrit	500 (493)
Revenu médian disponible des ménages (milliers USD PPA, 2015)	29.3	(22.5)	Mathématiques	494 (490)
Dépenses publiques et privées (% du PIB)			Sciences	493 (493)
Soins de santé (2016)	10.9	(8.9)	Part des femmes au parlement (% , 2016)	43.6 (28.7)
Retraites (2013)	10.0	(9.1)	Aide officielle nette au développement (% du RNN)	1.02 (0.39)
Éducation (primaire, secondaire, post sec. non tertiaire, 2014)	3.7	(3.7)		

* Lorsque l'agrégat OCDE n'est pas disponible dans la base de données utilisée comme source, une moyenne simple des dernières données disponibles sur les pays de l'OCDE est calculée, sous réserve qu'il existe des données pour au moins 29 pays membres de l'Organisation.

Sources : Calculs fondés sur des informations tirées des bases de données des organisations suivantes : OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI) et Union interparlementaire

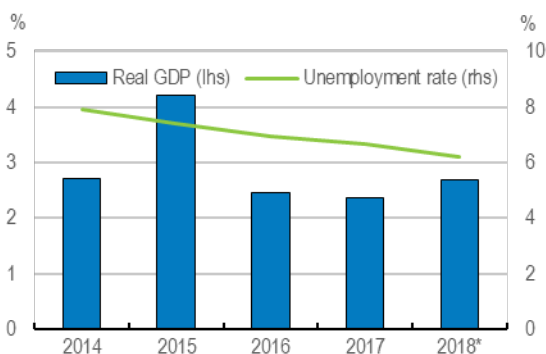
Résumé

La croissance économique repose sur une large assise

L'expansion de l'économie est forte. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté à un rythme proche de 3 % en moyenne au cours des cinq dernières années (Graphique A). La reprise est généralisée et caractérisée par le dynamisme de la consommation, de l'investissement et des exportations.

Le chômage a reculé. L'emploi a augmenté régulièrement et le taux de chômage a diminué (Graphique A). Les demandeurs d'emploi sont néanmoins de plus en plus des personnes peu qualifiées et des immigrés, qui ont du mal à trouver du travail.

Graphique A. La vigueur de la croissance réduit le chômage



Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

La croissance économique va se modérer parallèlement à l'accroissement des contraintes de capacités. La croissance va ralentir, étant donné que l'économie fonctionne aujourd'hui quasiment à plein régime et que des pénuries de main-d'œuvre apparaissent dans de nombreux secteurs (Tableau A). La contraction de l'investissement résidentiel consécutive aux baisses de prix des logements freine également

l'activité économique. Les exportations devraient rester vigoureuses, tant que l'économie mondiale continuera de croître.

Les incertitudes mondiales pèsent sur les perspectives de l'économie suédoise. L'environnement économique mondial est lourd d'incertitudes. En tant que petite économie ouverte très tributaire de ses exportations, la Suède est vulnérable aux chocs qui pourraient survenir à l'échelle mondiale, tels qu'une poursuite de l'aggravation des tensions commerciales internationales, une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») désordonnée, des tensions sur les marchés européens d'obligations souveraines, ou des événements nationaux tels qu'un plongeon du marché du logement.

Tableau A. La croissance économique devrait rester vigoureuse

Variation en pourcentage, sauf indication contraire

	2018	2019	2020
Produit intérieur brut (PIB)	2.5	1.9	1.9
Consommation privée	2.5	2.8	2.6
Formation brute de capital fixe	3.2	0.2	1.6
Exportations	3.3	3.5	3.3
Importations	3.8	3.1	3.5
Taux de chômage	6.3	6.1	6.1
Indice des prix à la consommation (IPC)	2.0	2.4	2.3
IPC à taux d'intérêt hypothécaire constant (IPCC)	2.2	2.3	2.0
Solde des paiements courants (% du PIB)	2.6	3.5	3.4
Solde budgétaire des administrations publiques (% du PIB)	1.2	1.0	1.0

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 104, chiffres actualisés (28-02-2019).

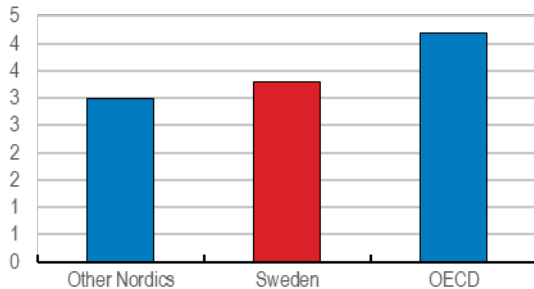
Les inégalités sont faibles et le niveau de bien-être est élevé

La progression de l'emploi a contribué à améliorer le bien-être et à faire reculer la pauvreté. La croissance vigoureuse des revenus du capital a cependant accentué les inégalités au cours des dernières années. Elles demeurent néanmoins modestes, même si elles sont plus

marquées que dans les autres pays nordiques (Graphique B). Modifier les dispositions fiscales relatives aux sociétés non cotées et à la propriété immobilière, sans accroître la pression fiscale globale, pourrait contribuer à limiter les inégalités.

Graphique B. Les inégalités de revenu restent faibles

Ratio entre le neuvième et le premier déciles de revenu disponible, 2016 ou dernière période connue



Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

Les politiques environnementales sont ambitieuses

La Suède est à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique et du verdissement de l'économie. Les émissions de CO₂ par unité de PIB sont nettement inférieures à la moyenne de l'OCDE et diminuent. La qualité de l'air est bonne et les dépôts de brevets liés à l'environnement sont importants. Le gouvernement a redoublé d'efforts, renforçant les investissements dans la protection de l'environnement et la conservation de la nature. Il a défini des politiques et des objectifs clairs en vue de réduire les émissions de carbone et mis en place un Conseil de politique climatique indépendant, chargé de suivre les progrès réalisés. Outre la taxe carbone et les obligations d'incorporation de biocarburants dans les carburants fossiles, les mesures adoptées ont notamment consisté à subventionner les cellules photovoltaïques, les véhicules électriques et les bornes de recharge, ainsi qu'à soutenir les investissements réalisés par les entreprises et les communes afin de réduire l'impact de leurs activités sur le climat.

La politique macroéconomique prend de manière opportune une orientation légèrement anticyclique

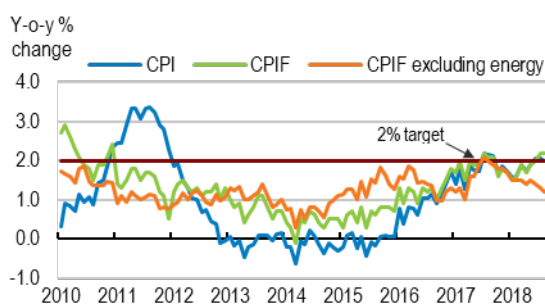
La politique budgétaire a soutenu la reprise.

Deux décennies de politique budgétaire prudente ont donné à la Suède les marges de manœuvre nécessaires pour atténuer les effets de la récession en menant une politique budgétaire expansionniste. Ces dernières années, des ressources supplémentaires ont été consacrées à des domaines clés tels que l'éducation, l'intégration des immigrés, la santé, la défense et la protection de l'environnement, stimulant dans une certaine mesure l'activité malgré un niveau élevé d'utilisation des capacités. Le budget 2019 est légèrement expansionniste, ce qui est adéquat, notamment dans la mesure où les marges de manœuvre réduites des autorités monétaires exigeront que la politique budgétaire joue un rôle de stabilisation plus important lors de la prochaine phase descendante du cycle économique.

La politique monétaire a commencé à se durcir, mais elle conserve une orientation accommodante.

Dans la mesure où l'inflation est proche de l'objectif de 2 %, même si cela tient en partie à la hausse des prix de l'énergie, il est temps de commencer à réduire l'orientation expansionniste de la politique monétaire (Graphique C). Les anticipations d'inflation sont proches de l'objectif. La Banque de Suède (Sveriges Riksbank) a entamé un resserrement monétaire, en relevant de 25 points de base son taux des prises en pension pour le porter à -0.25 % en décembre 2018. La banque centrale devrait poursuivre la normalisation progressive de ses taux directeurs, afin de trouver un juste équilibre entre le risque que l'inflation soit inférieure à l'objectif visé et celui que l'inflation et la dette atteignent des niveaux excessifs.

Graphique C. L'inflation est proche de l'objectif visé



Note : L'IPCC désigne l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé à taux d'intérêt hypothécaire constant.

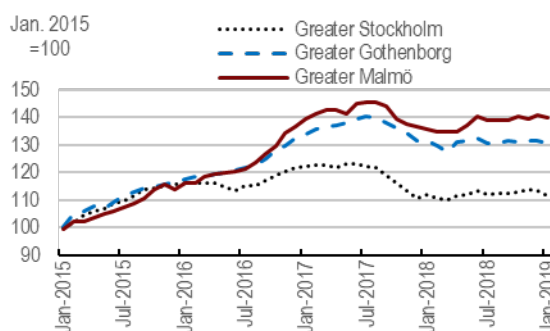
Sources : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* et Banque de Suède (*Sveriges Riksbank*).

Le marché du logement s'est détendu

Les prix des logements ont légèrement baissé.

Les prix de l'immobilier d'habitation ont diminué depuis la mi-2017, dans une large mesure en raison d'une augmentation de l'offre d'appartements en coopérative d'habitation dans les grandes villes (Graphique D), mais ils semblent se stabiliser. Des mesures macroprudentielles, notamment l'instauration d'une obligation d'amortissement des emprunts hypothécaires, ont aussi contribué à limiter la hausse de l'endettement des ménages et des prix des logements. Néanmoins, le ratio prix des logements/revenus demeure supérieur de 40 % à son niveau moyen sur longue période, et la dette des ménages continue de croître. Des réformes structurelles sont nécessaires pour que le marché de l'immobilier d'habitation devienne plus réactif aux besoins de la population.

Graphique D. Les prix des logements ont baissé dans les grandes villes



Source: Valueguard.

Alléger la réglementation pourrait améliorer la productivité et le bien-être

Le marché de l'immobilier d'habitation pâtit d'une réglementation excessive qui limite l'offre de logements neufs.

Le gouvernement est en train de mettre en œuvre un plan en 22 points qui prévoit notamment des mesures destinées à accroître l'offre de terrains constructibles, accélérer les procédures d'urbanisme et subventionner la construction de logements abordables. Ces initiatives vont dans la bonne direction, mais les autorités devront engager des réformes de plus grande envergure pour que le marché de l'immobilier d'habitation fonctionne correctement, notamment en rendant la fiscalité des logements plus neutre au regard de leur mode d'occupation, en simplifiant encore les procédures d'urbanisme et en assouplissant la réglementation des loyers. Un renforcement de la concurrence pourrait également contribuer à alléger les coûts de construction.

Il est possible de réaliser de nouveaux progrès en matière de réglementation et de procédures administratives.

La Suède fait partie des pays de l'OCDE offrant les conditions les plus propices à l'activité des entreprises. Néanmoins, les pouvoirs publics pourraient simplifier certaines règles et procédures administratives, en tirant parti des nouvelles possibilités offertes par la transformation numérique.

L'évolution des formes de travail soulève des difficultés

L'automatisation accroît les besoins de recyclage de la main-d'œuvre.

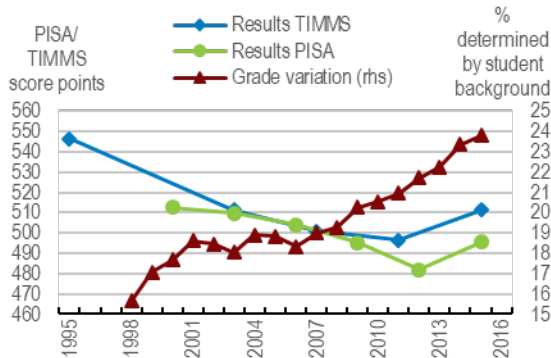
La transformation numérique ouvre des perspectives notables d'amélioration de la productivité, mais elle se traduit aussi par le fait que plus d'un tiers des emplois sont fortement exposés au risque d'automatisation ou susceptibles d'être profondément modifiés. Il sera donc crucial d'investir dans le recyclage et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre pour que la croissance soit inclusive. Cela nécessite de renforcer les compétences de base de la population active et d'étoffer la formation des adultes, en coopération avec les partenaires sociaux.

Le droit du travail devrait s'adapter à l'évolution des formes d'emploi. Dans la mesure où les formes atypiques d'emploi gagnent du terrain, le droit du travail devra évoluer afin de garantir un juste équilibre entre flexibilité et protection pour tous les travailleurs. De nouvelles règles devraient être élaborées en coopération étroite avec les partenaires sociaux.

Il est crucial d'améliorer les résultats de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire

Les résultats de l'enseignement suédois se sont dégradés au cours des deux dernières décennies. Des problèmes liés à la conception et à la mise en œuvre d'une série de réformes au début des années 90, ayant coïncidé avec une grave crise économique, ont probablement contribué à cette dégradation (Graphique E). Les inégalités scolaires, dues à la ségrégation résidentielle et à la liberté de choix de l'établissement, réduisent probablement l'égalité des chances. Un programme de réformes de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire devrait recentraliser en partie la gouvernance et le financement des établissements, encadrer la liberté de choix de l'établissement et le jeu de la concurrence, et rendre plus attrayant le métier d'enseignant.

Graphique E. Les résultats scolaires et l'équité du système d'enseignement se sont dégradés



Sources : OCDE (2016), Mullis *et al.* (2016), Martin *et al.* (2016), et Agence nationale de l'éducation (*Skolverket*) (2018).

Le cadre institutionnel du système scolaire doit être renforcé. Le financement de

l'enseignement doit être davantage axé sur les besoins liés aux différences de milieu socioéconomique des élèves. La mise en place d'une antenne régionale de la structure de gouvernance de l'État renforcerait la coopération locale, améliorerait le développement des compétences, favoriserait une amélioration continue de la qualité, et responsabiliserait les acteurs à tous les niveaux du système d'enseignement.

Il faut encadrer le jeu de la concurrence et la liberté de choix de l'établissement afin qu'ils soient conformes à l'intérêt général. Les communes doivent tenir compte des caractéristiques socioéconomiques des élèves pour l'attribution des places dans les établissements d'enseignement communaux et lorsqu'elles investissent dans de nouveaux établissements. Il faut concilier la liberté de création et de développement des établissements privés avec un plus large éventail de considérations, notamment dans le but de lutter contre la ségrégation. Les communes devraient avoir davantage voix au chapitre à cet égard. Dans le cas des établissements privés d'enseignement obligatoire recevant des demandes d'inscription surnuméraires, l'affectation des élèves devrait reposer sur un système de tirage au sort, éventuellement assorti de quotas de places réservées aux élèves issus de milieux socioéconomiques défavorisés.

Il faut faire en sorte que l'enseignement devienne un métier plus attrayant pour remédier aux pénuries actuelles d'enseignants, qui sont particulièrement aiguës dans les zones éloignées et devraient s'aggraver à mesure que le nombre d'enfants d'âge scolaire augmente. Il serait bon à cet égard d'améliorer la formation des enseignants en renforçant leurs activités de recherche, en augmentant leur nombre d'heures de cours et de pratique pédagogique, en améliorant la formation continue et le développement des compétences, et en renforçant les mécanismes de retour d'information et de soutien pour favoriser une plus grande coopération entre collègues. En outre, les chefs d'établissement et le personnel enseignant devraient se voir épargner les procédures administratives superflues.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Politiques macroéconomiques	
L'inflation est proche de l'objectif de 2 % et le taux d'utilisation des capacités est élevé, après plusieurs années de forte croissance.	Continuer de relever progressivement les taux d'intérêt, en tenant compte de l'inflation et de l'évolution de la production.
Les finances publiques sont saines, grâce à un cadre budgétaire solide. La politique budgétaire a étayé la reprise, mais son orientation expansionniste s'atténue.	Conservier un solde budgétaire excédentaire tant que l'activité économique reste vigoureuse. En cas de fléchissement de l'activité, utiliser les marges de manœuvre offertes par le cadre budgétaire.
Politiques environnementales et liées aux financements verts	
Les taux d'imposition implicites du carbone correspondant aux combustibles fossiles sont nettement plus élevés pour les usages domestiques que pour les usages industriels.	Augmenter les taxes sur la consommation industrielle d'énergie.
Le changement climatique et les politiques de lutte contre ce phénomène représentent pour les investisseurs une source de nouveaux risques et de nouvelles possibilités sur le plan financier.	Renforcer et harmoniser davantage les obligations de communication d'informations relatives au climat, en particulier pour les intermédiaires financiers, à l'inclusion des banques.
Politique du logement	
Les prix des logements se sont stabilisés, mais des faiblesses structurelles subsistent, et pourraient avoir des effets négatifs sur la stabilité économique et financière, ainsi que sur la mobilité et le bien-être de la population. Le plan en 22 points du gouvernement pour le logement de 2015 constitue une avancée dans la bonne direction, mais des réformes de plus grande envergure sont nécessaires.	Réformer l'impôt périodique sur la propriété immobilière afin que le prélèvement réalisé corresponde mieux à la valeur des biens. Supprimer progressivement la déductibilité des intérêts d'emprunts hypothécaires.
L'inefficience du système d'urbanisme et le fait que les communes ne soient guère incitées à encourager les constructions contribuent aux pénuries de logements, ce qui réduit l'accessibilité financière de l'immobilier d'habitation et la mobilité de la main-d'œuvre, malgré les récentes mesures bienvenues destinées à accroître l'offre de terrains constructibles et à accélérer les procédures d'urbanisme.	Renforcer la coopération entre l'État et les collectivités locales sur les questions d'urbanisme et inciter davantage les communes à faire en sorte que les zones à aménager soient libérées en temps utile. Simplifier les procédures d'urbanisme en trouvant un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales.
La réglementation stricte des loyers tend à faire obstacle à la mobilité de la population, notamment pour les ménages modestes, et pourrait être un facteur de ségrégation spatiale.	Assouplir la réglementation des loyers de façon à favoriser un accroissement de l'offre d'immobilier locatif, la mobilité de la population et une meilleure utilisation du parc de logements, tout en continuant de protéger les locataires contre les abus.
Réglementation des entreprises et politique de la concurrence	
La réglementation des entreprises et les procédures administratives représentent globalement une charge légère, mais les simplifier davantage pourrait permettre des gains de productivité.	Continuer d'utiliser les outils numériques pour améliorer les prestations de services, simplifier les procédures et raccourcir les délais de délivrance des autorisations et permis.
Politiques relatives au marché du travail et aux compétences des adultes	
L'intégration des immigrants s'est améliorée, grâce au renforcement des politiques d'intégration et au dynamisme de la demande de main-d'œuvre. Les évolutions technologiques renforcent les besoins de recyclage pour une forte proportion de la main-d'œuvre.	Étoffer la formation des adultes, en coopération avec les partenaires sociaux, y compris pour les personnes occupant des emplois atypiques.
Politique de l'éducation	
La ségrégation scolaire s'est accentuée, tandis que les financements compensatoires sont restés relativement constants. Les établissements dont les élèves sont issus de milieux défavorisés manquent d'enseignants qualifiés et expérimentés ainsi que de ressources matérielles. Il manque à l'État une structure régionale pour encadrer et développer les établissements d'enseignement, sachant que de nombreuses communes n'ont pas une taille suffisante à cet égard.	Instaurer une norme minimale non contraignante de financement des établissements, intégrée au système national de péréquation des recettes fiscales des communes, afin de mieux cibler les financements sur les groupes défavorisés, dont les immigrants. Mettre en place une antenne régionale de la structure de gouvernance de l'État, chargée de veiller à l'amélioration systématique de la qualité de l'enseignement, en s'appuyant sur la coopération locale, la formation continue des enseignants et les inspections.

Il n'existe aucune norme objective d'évaluation des résultats des établissements d'enseignement. L'entrée dans le deuxième cycle du secondaire et l'accès à l'enseignement supérieur dépendent des notes obtenues, or les pratiques de notation diffèrent d'un établissement à l'autre. Les notes les plus basses ont un poids considérable dans les systèmes de notation et d'accès au deuxième cycle du secondaire, notamment dans les matières fondamentales que constituent le suédois, les mathématiques et l'anglais.

La ségrégation scolaire s'est aggravée et les communes attribuent les places dans les établissements suivant un principe de proximité interprété de manière stricte, tandis que les établissements d'enseignement privés attribuent essentiellement leurs places selon un système de liste d'attente.

La qualité des enseignants influe sur les résultats des élèves, mais le système de formation des enseignants est fragmenté et leur profession est relativement peu valorisée en Suède.

Le tutorat et l'apprentissage entre pairs améliorent la qualité des enseignants et leur satisfaction professionnelle, mais ces pratiques sont utilisées de manière disparate sur le territoire suédois.

Supprimer les sources de biais dans le système de notation aux tests nationaux pour créer une norme objective d'évaluation des résultats des établissements d'enseignement, et l'utiliser pour supprimer les différences de notation liées à une indulgence variable.

Pondérer de manière symétrique les notes hautes et basses et supprimer l'obligation de réussir dans certaines matières pour pouvoir entrer dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Tenir compte des caractéristiques socioéconomiques des élèves pour l'attribution des places dans les établissements d'enseignement et lorsque des investissements sont réalisés dans de nouveaux établissements.

Améliorer la formation des enseignants en augmentant leur nombre d'heures de cours et de pratique pédagogique, et en renforçant leurs activités de recherche.

Améliorer la formation continue et le développement des compétences *via* la mise en place d'une structure de gouvernance régionale du système scolaire, un recours systématique à l'apprentissage entre pairs et une coopération suivie mutuellement bénéfique avec les universités.

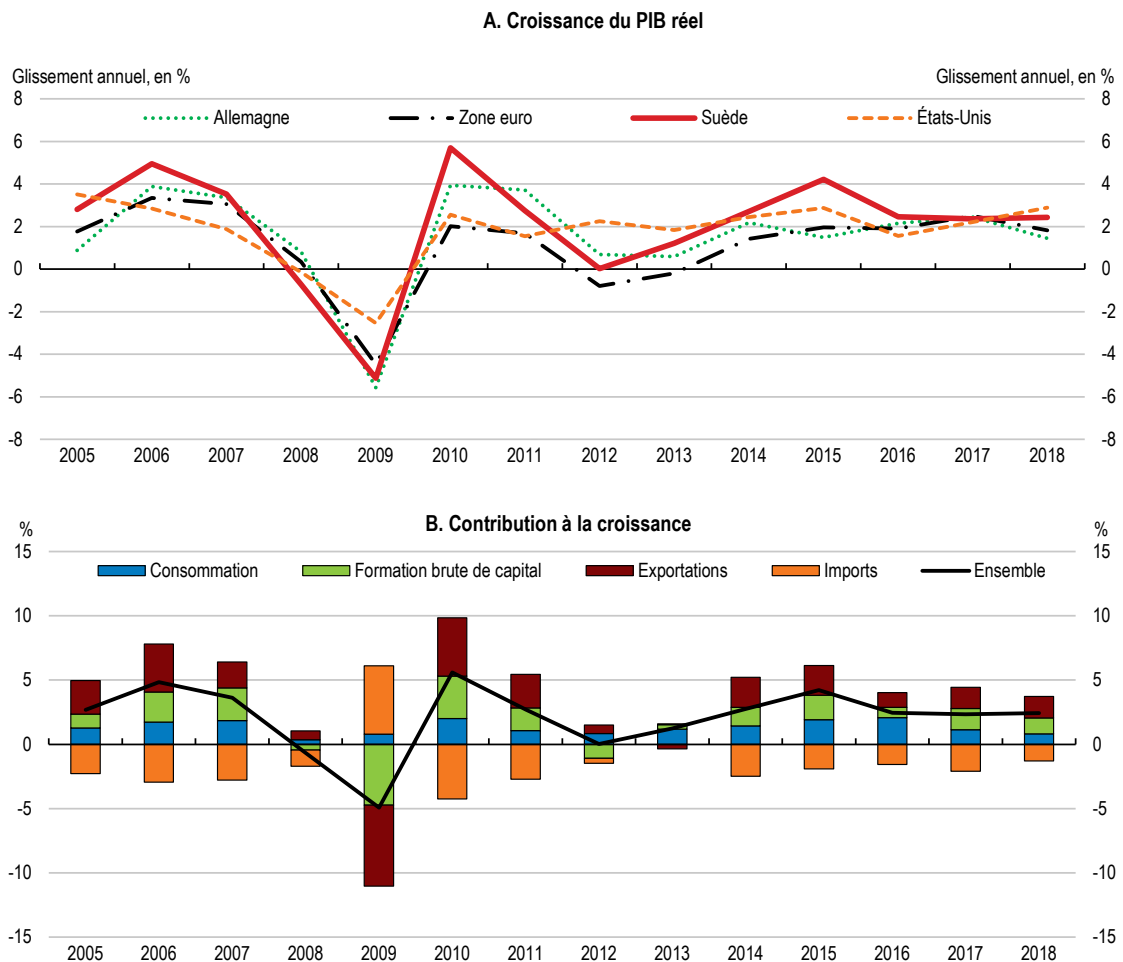
Principaux éclairages sur l'action publique

- *La croissance de l'économie est régulière*
- *L'orientation expansionniste des politiques macroéconomiques devrait être réduite*
- *Des réformes structurelles permettraient d'accroître la productivité et le bien-être*
- *Le taux d'emploi est élevé, mais certains éprouvent encore de grandes difficultés à trouver du travail*

La croissance de l'économie est régulière

La Suède est une économie solide fondée sur la connaissance, bien intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, qui garantit à ses habitants des niveaux de vie, de bien-être, de revenu et d'égalité entre hommes et femmes élevés, ainsi qu'une haute qualité de l'environnement. La croissance repose sur une large assise depuis cinq ans, et la consommation, l'investissement et les exportations y ont tous contribué de manière importante. Parallèlement, la vigueur de la demande intérieure a tiré les importations vers le haut (Graphique 1).

Graphique 1. La croissance de la production est vigoureuse et repose sur une large assise

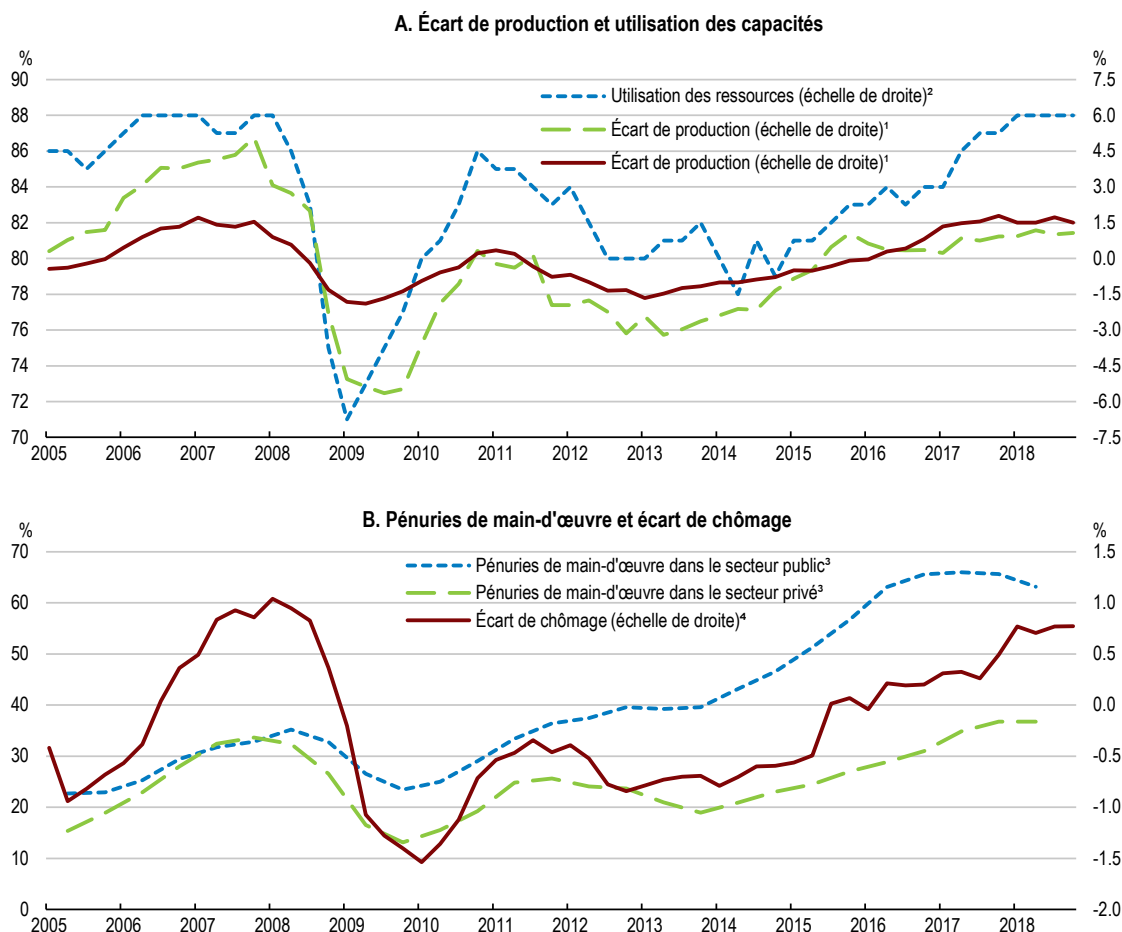


Note : prévisions de l'OCDE pour 2018

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Les mesures de l'écart de production et les indicateurs d'utilisation des capacités laissent à penser que l'économie fonctionne presque à plein régime (Graphique 2). Malgré tout, la politique monétaire conserve une orientation accommodante, tandis que celle de la politique budgétaire est légèrement expansionniste.

Graphique 2. L'économie fonctionne presque à plein régime



1. En pourcentage de la production potentielle.

2. Écart par rapport à la moyenne de la période 2005-18 en points d'écart-type.

3. Pourcentage d'employeurs faisant état de difficultés de recrutement.

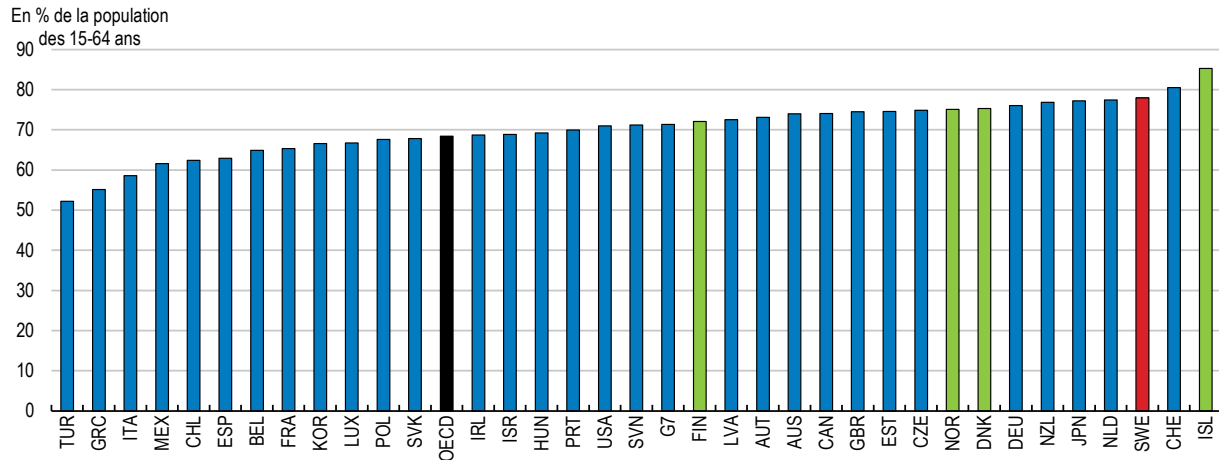
4. En pourcentage de la population active.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* pour l'écart de production et l'écart de chômage ; Institut national de recherche économique (Konjunkturinstitutet) pour le taux d'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier ; Agence pour l'emploi (Arbetsförmedlingen) pour les pénuries de main-d'œuvre ; et Banque de Suède (Sveriges Riksbank) pour l'utilisation des ressources.

Le taux d'emploi de la Suède est le plus élevé de l'Union européenne (UE), ce qui tient au dynamisme de l'économie, au taux élevé d'activité féminine et au fait que les institutions du marché de l'emploi créent de fortes incitations au travail (Graphique 3). Des pénuries de main-d'œuvre se font jour dans divers secteurs économiques, bien que le taux de chômage demeure supérieur à la moyenne de l'OCDE (Graphique 4). Le chômage touche maintenant essentiellement les catégories de population les plus vulnérables, notamment les personnes peu qualifiées et les immigrés, ce qui rend encore plus difficile la poursuite de sa réduction, malgré les récents progrès accomplis à cet égard.

Graphique 3. Le taux d'emploi est un des plus élevés de la zone OCDE

T4 2018 ou dernière période connue



Source : Base de données de l'OCDE sur les Statistiques de la population active.

La croissance de la productivité est une des plus fortes de la zone OCDE, même si elle a ralenti cours des dix dernières années, suivant la tendance observée à l'échelle mondiale. Néanmoins, elle est inégale d'un secteur à l'autre, et il existe des marges de progression, en particulier dans les branches d'activité qui sont relativement peu exposées à la concurrence étrangère. Une adoption et une diffusion précoces des technologies peuvent favoriser les gains de productivité, renforcer la compétitivité et offrir la possibilité de concevoir de nouveaux processus économiques, qui pourraient améliorer le bien-être, tout en contribuant à remédier à des problèmes essentiels tels que le changement climatique et les conséquences du vieillissement démographique. Néanmoins, cela laisse également à craindre que de nombreux emplois ne soient exposés au risque d'automatisation, ce qui a des conséquences pour l'emploi, les compétences exigées sur le marché du travail, la protection sociale et les inégalités de revenu.

Le nouveau gouvernement, formé le 21 janvier 2019, prévoit de réformer les réglementations du marché du travail et des loyers, et de renforcer les investissements réalisés en faveur de l'éducation, de l'inclusivité et de l'environnement (Encadré 1).

Encadré 1. Le programme du nouveau gouvernement

Un nouveau gouvernement, réunissant les Sociaux-démocrates et les Verts, est entré en fonctions le 21 janvier 2019. Les principaux axes économiques de son programme, qui découle d'un accord conclu avec le Parti du centre et le Parti libéral, sont les suivants :

Marché du travail

- Le droit du travail sera modifié de manière à permettre davantage de dérogations aux règles concernant l'ordre dans lequel doivent être effectués les licenciements.
- L'accès à la formation des adultes et le développement des compétences seront améliorés.

- Le service public de l'emploi sera réformé. Un nouveau système faisant appel à des prestataires privés sera élaboré.
- Les mesures destinées à faciliter l'intégration des immigrants seront renforcées, notamment par le biais de l'« accord d'entrée » négocié par les partenaires sociaux (voir le corps du texte) et un dispositif d'« année d'intégration », conjuguant programmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP) et cours d'apprentissage du suédois. Une attention toute particulière sera accordée à l'intégration des femmes sur le marché du travail.

Éducation

- Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la Commission scolaire visant à renforcer l'égalité dans l'enseignement (voir l'encadré 1.3 du chapitre thématique).
- La formation des enseignants sera réformée, les niveaux d'exigences et les critères d'admission étant revus à la hausse.
- Les élèves en difficulté recevront un soutien renforcé, notamment sous la forme de cours supplémentaires et d'une aide aux devoirs.
- L'environnement scolaire sera amélioré, la sécurité étant renforcée et les téléphones portables interdits.

Logement

- La fixation des loyers sera libéralisée pour les logements neufs.
- Les aides à l'investissement dans la construction de logements locatifs seront concentrées, simplifiées et ciblées sur le logement locatif dans l'ensemble du pays.
- Une vaste réforme fiscale sera engagée dans le but, entre autres, de réduire l'endettement des ménages et d'améliorer le fonctionnement du marché de l'immobilier d'habitation.
- Il est maintenant possible de différer le paiement des impôts sur les plus-values de cession de résidence principale sans devoir payer des intérêts, alors que la législation imposait précédemment aux contribuables reportant le règlement de ces impôts de verser des intérêts moratoires.

Protection sociale

- Les retraites seront revalorisées pour les ménages à faibles revenus.
- Une semaine supplémentaire de congé parental rémunéré sera instaurée.

Santé

- Un plan d'ensemble sera élaboré en vue de raccourcir les délais d'attente dans le secteur des soins de santé.
- Une grande réforme des soins primaires sera mise en œuvre, notamment pour faciliter le recrutement des médecins et améliorer l'accès aux soins en zone rurale.

Impôts et cotisations sociales

- Les prélèvements sur les pensions seront réduits, et le régime d'imposition des retraités sera totalement aligné sur celui des salariés.

- Les déductions fiscales au titre du travail domestique seront augmentées.
- Les cotisations sociales patronales seront réduites pour les entreprises qui embauchent leur premier salarié, des jeunes peu qualifiés ou des immigrants récents.
- La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales sera intensifiée.
- Les impôts prélevés sur les activités préjudiciables à l'environnement seront alourdis, tandis que la fiscalité du travail et de l'entrepreneuriat sera allégée.

Environnement

- Les exigences liées au climat imposées au secteur de l'aviation seront durcies.
- Les capacités de recharge et de ravitaillement des véhicules ne faisant pas appel aux combustibles fossiles seront étoffées sur l'ensemble du territoire suédois.
- Le recyclage sera davantage encouragé.
- La protection de la biodiversité sera renforcée.
- La possibilité d'émettre des obligations d'État vertes sera étudiée.

Autres questions

- Les ressources affectées à la police et à la défense seront accrues.
- La Suède continuera de soutenir l'initiative « Global Deal », dont l'OCDE est maintenant l'organisme hôte.

Source : Gouvernement suédois, Déclaration de politique générale, 21 janvier 2019.

Dans ce contexte de vigueur de l'activité économique, et d'évolution rapide de l'environnement mondial, les principaux messages de la présente *Étude économique* sont les suivants :

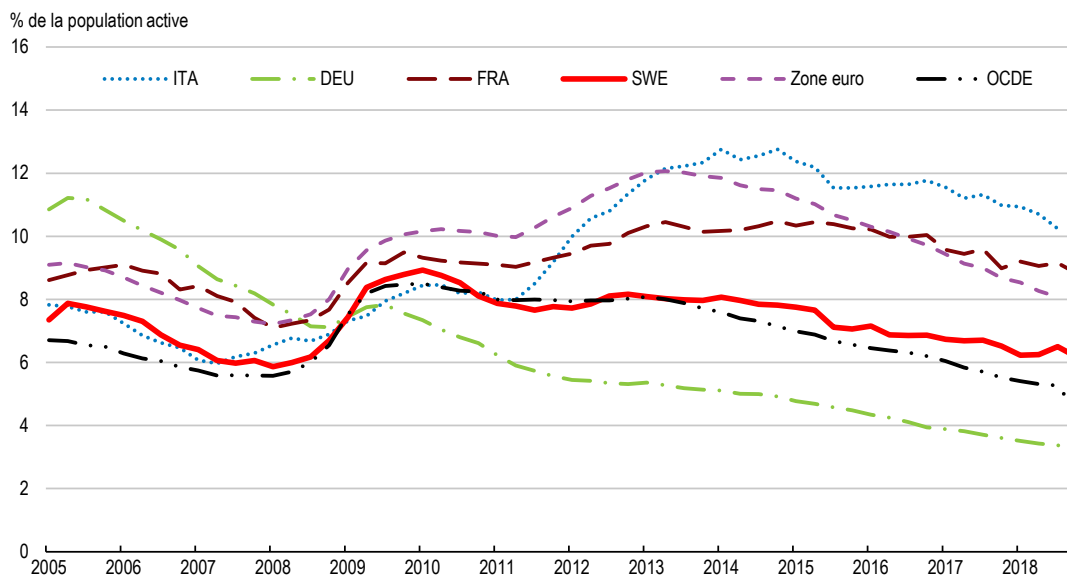
- L'orientation expansionniste de la politique monétaire devrait être progressivement réduite et la politique monétaire devrait rester globalement neutre tant que l'économie demeure solide.
- Il faudrait remédier aux faiblesses structurelles pour renforcer la productivité et le bien-être, notamment en améliorant l'accessibilité financière du logement ainsi que l'efficacité des services publics grâce aux possibilités offertes par la transformation numérique.
- Il est essentiel de maintenir à un niveau élevé les compétences de la main-d'œuvre pour préserver la croissance, la compétitivité et la cohésion sociale, ce qui exige l'adoption de mesures destinées à améliorer les résultats du système d'enseignement et à favoriser la formation tout au long de la vie.

La croissance économique a atteint un point haut

La croissance de la production devrait nettement ralentir tandis que les contraintes de capacités brident de plus en plus l'activité dans de nombreux secteurs, et que l'investissement résidentiel se contracte dans le sillage des baisses des prix des logements observées dans les plus grandes villes. La consommation des ménages devrait continuer d'augmenter à un rythme mesuré, étant donné que la situation tendue du marché du travail ne se répercute que progressivement sur les salaires, et que le marché du logement et les

incertitudes mondiales incitent les ménages à épargner. La demande émanant des principaux partenaires commerciaux de la Suède devrait continuer de soutenir les exportations et l'investissement des entreprises, quoique moins vigoureusement, compte tenu de la dégradation des perspectives de croissance au niveau mondial (Tableau 1).

Graphique 4. Le chômage a reculé



Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Le marché du logement demeure vulnérable, et de nouvelles baisses des prix de l'immobilier d'habitation pourraient peser sur la consommation, notamment dans la mesure où de nombreux ménages sont lourdement endettés. L'environnement économique mondial actuel se caractérise par un risque grandissant de ralentissement brutal de la croissance et une incertitude exceptionnellement forte. Plusieurs chocs pourraient avoir un impact considérable sur l'économie suédoise. Une exacerbation des tensions commerciales mondiales dégraderait les perspectives d'exportation et représenterait un risque majeur pour la Suède, qui est profondément intégrée dans les chaînes de valeur mondiales. Les facteurs de vulnérabilité sont atténués dans une certaine mesure par la diversification des produits exportés (Graphique 5, partie A). Plus de 40 % des exportations suédoises sont destinées aux économies d'Europe du Nord, qui sont solides mais vulnérables aux chocs commerciaux (Graphique 5, partie B).

Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiquesPourcentage de variation annuelle, en volume, sauf indication contraire¹

	2016	2017	2018	2019	2020
Produit intérieur brut (PIB)	2.5	2.4	2.5	1.9	1.9
Consommation privée	2.8	2.3	2.5	2.8	2.6
Consommation publique	3.2	0.4	1.1	1.2	1.2
Formation brute de capital fixe	3.9	6.5	3.2	0.2	1.6
Secteur du logement	11.2	11.4	1.7	-9.6	-3.6
Secteur des entreprises	0.6	5.0	3.9	3.1	2.8
Secteur des administrations publiques	8.1	5.2	2.5	2.8	3.3
Demande intérieure finale	3.2	2.8	2.3	1.7	2.0
Variation des stocks ²	-0.1	0.1	0.4	0.1	0.0
Demande intérieure totale	3.0	2.9	2.7	1.7	1.9
Exportations de biens et services	2.6	3.7	3.3	3.5	3.3
Importations de biens et services	4.0	5.1	3.8	3.1	3.5
Solde extérieur ²	-0.4	-0.4	-0.1	0.3	0.0
Autres indicateurs					
PIB potentiel	2.1	2.1	2.1	2.1	2.0
Écart de production ³	0.4	0.7	1.1	0.9	0.8
Emploi	1.5	2.3	1.8	0.7	0.6
Taux de chômage ⁴	6.9	6.7	6.3	6.1	6.1
Déflateur du PIB	1.7	2.2	2.2	2.1	2.2
Indice des prix à la consommation (IPC)	1.0	1.8	2.0	2.4	2.3
IPCC ⁵	1.4	2.0	2.2	2.3	2.0
Taux d'épargne net des ménages ⁶	16.0	15.1	16.7	16.4	16.3
Solde commercial ⁷	4.4	3.7	3.1	3.2	3.2
Solde des paiements courants ⁷	4.3	3.3	2.6	3.5	3.4
Solde budgétaire des administrations publiques ⁷	1.1	1.6	1.2	1.0	1.0
Solde budgétaire sous-jacent des administrations publiques ³	0.8	1.1	0.6	0.5	0.5
Solde budgétaire primaire sous-jacent des administrations publiques ³	0.7	0.9	0.4	0.3	0.3
Dette brute des administrations publiques (au sens de Maastricht) ⁷	42.4	40.8	37.2	35.7	32.8
Dette nette des administrations publiques ⁷	-30.7	-34.4	-34.1	-33.8	-33.6
Taux du marché monétaire à trois mois, moyenne	-0.5	-0.5	-0.4	0.0	0.4
Rendement des obligations d'État à 10 ans, moyenne	0.5	0.7	0.7	1.0	1.2

1. Les données annuelles sont calculées à partir de chiffres trimestriels corrigés des variations saisonnières et des jours travaillés. Ce tableau sera actualisé avant la publication de l'*Étude*.

2. Contribution aux variations du PIB réel.

3. En pourcentage du PIB potentiel.

4. En pourcentage de la population active.

5. L'IPCC désigne l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé à taux d'intérêt hypothécaire constant.

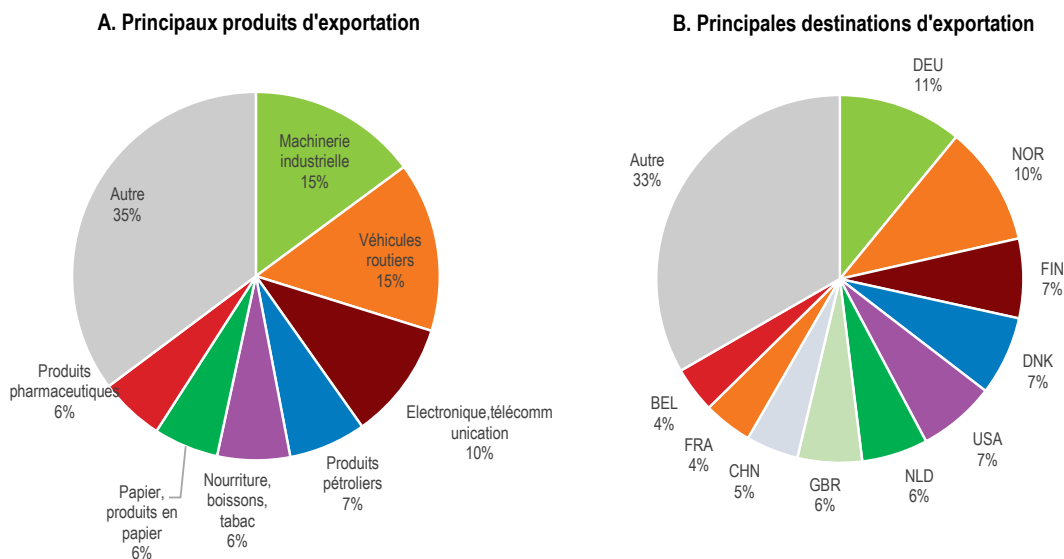
6. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

7. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 104, chiffres mis à jour sur la base des informations disponibles le 28-02-2019.

Graphique 5. Exportations de biens par produit et par marché

Part des exportations totales, de janvier à novembre 2018



Source : Bureau central des statistiques (SCB, *Statistiska centralbyrån*).

Si le Royaume-Uni quittait l'Union européenne (UE) sans accord négocié, l'effet commercial direct induit sur la Suède serait relativement modeste. Cela dit, les effets indirects liés aux perturbations des chaînes d'approvisionnement européennes, à l'incertitude et aux turbulences provoquées sur les marchés de capitaux pourraient être plus lourds de conséquences. Des tensions sur certains marchés européens d'obligations souveraines pourraient freiner la croissance et accentuer l'incertitude à l'échelle de l'UE dans son ensemble, ce qui pèserait sur l'investissement et les exportations de la Suède. Le tableau 2 décrit d'autres chocs qui pourraient également affecter l'économie suédoise.

Tableau 2. Chocs que pourrait subir l'économie suédoise

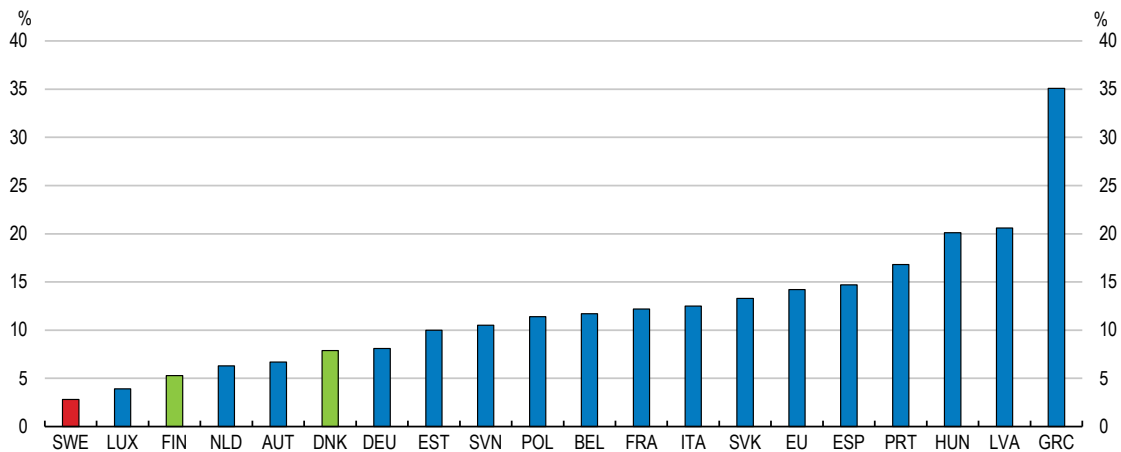
Facteur de vulnérabilité	Conséquences possibles
Contagion d'une crise financière mondiale ou régionale	Le système financier suédois est dominé par quelques grandes banques, qui sont tributaires des financements de marché étrangers. Une crise de liquidité déclenchée par des événements extérieurs à la Suède pourrait provoquer des difficultés dans le secteur bancaire, des baisses de prix des actifs et une contraction du crédit, ce qui entraînerait une profonde récession.
Montée des tensions commerciales à l'échelle mondiale	En tant que petite économie ouverte, la Suède est exposée à tout fléchissement des échanges mondiaux, qui réduirait les exportations et la production.
Brexit désordonné	Même si l'effet direct global d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») désordonnée serait modeste, certains secteurs (tels que l'alimentation ou l'automobile) seraient plus durement touchés. En outre, les effets indirects, liés par exemple aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, aux turbulences provoquées sur les marchés de capitaux et à l'accentuation de l'incertitude, pourraient amplifier l'effet induit sur la croissance de la production.
Effondrement du marché du logement	Les baisses des prix des logements ont été modestes jusqu'ici. Un effondrement des prix de l'immobilier d'habitation, qui demeurent élevés par rapport aux niveaux observés par le passé, pourrait provoquer un recul marqué de la consommation, qui pourrait à son tour se traduire par des difficultés économiques et financières dans l'ensemble de l'économie.

La pauvreté recule mais les revenus du capital augmentent plus vite que les salaires, accentuant les inégalités de revenu

La pauvreté est extrêmement faible en Suède, qui se caractérise par le taux de privation matérielle et sociale le plus faible de l'Union européenne (Graphique 6). Néanmoins une tendance à la hausse des inégalités de revenu, qui avait été interrompue par la crise financière mondiale, a repris après 2013, la vigueur de l'expansion économique ayant stimulé la progression des revenus du capital (Graphique 7, partie A). Ce mouvement d'augmentation des inégalités de revenus résulte en partie de facteurs structurels, tels que le vieillissement démographique, l'évolution des structures familiales, le niveau de formation de la population et l'immigration (Robling and Pareliussen, 2017^[1]; Pareliussen et al., 2018^[2]). Néanmoins, des facteurs économiques et liés à l'action publique entrent également en ligne de compte, notamment l'augmentation des revenus du capital, dont l'imposition est modérée comparée à celle des revenus du travail (Fiscal Policy Council, 2018^[3]), et la lenteur du rythme de revalorisation des prestations sociales depuis les années 90.

Graphique 6. La pauvreté est extrêmement faible

Part de la population en situation de privation matérielle et sociale, 2018 ou dernière période connue¹



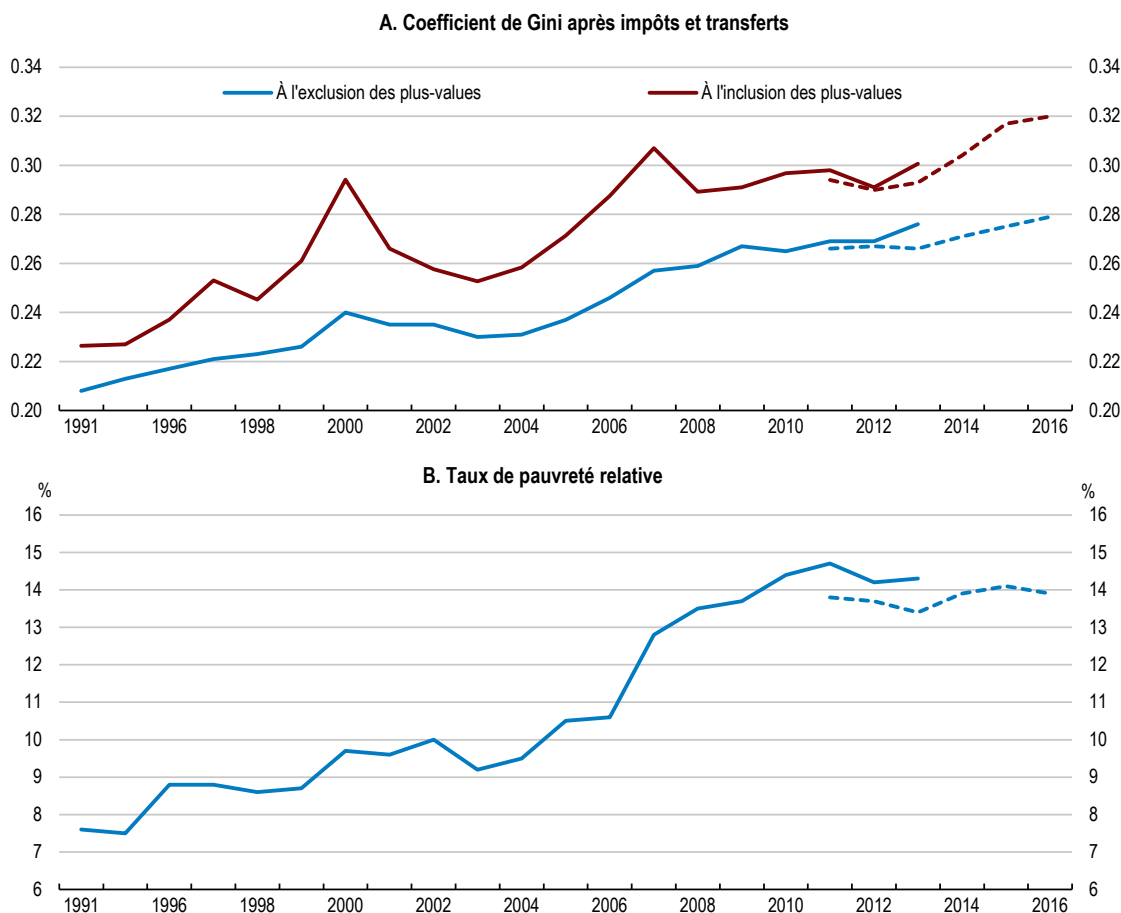
1. On considère qu'une personne est en situation de privation matérielle et sociale dès lors qu'elle n'a pas les moyens financiers de satisfaire au moins cinq conditions sur treize (telles que faire face à des dépenses imprévues, avoir régulièrement des activités de loisirs, ou chauffer de manière adéquate son logement).

Source : Eurostat.

Les versements d'intérêts et de dividendes ont accentué les inégalités, dans la mesure où ce sont les ménages aux revenus élevés qui ont bénéficié le plus de la croissance des revenus de placements (Ministry of Finance, 2018^[4]; Fiscal Policy Council, 2018^[3]). Depuis 2006, les dispositions fiscales applicables aux sociétés non cotées permettent aux propriétaires d'entreprises de recevoir une plus forte proportion de leur rémunération sous forme de revenus du capital, qui sont assujettis à un taux d'imposition plus faible que les revenus du travail. Le régime d'imposition favorable du patrimoine, notamment les règles généreuses de déductibilité des intérêts d'emprunts hypothécaires, aggravent aussi les inégalités, même si les plus-values réalisées sur des biens immobiliers sont plus également réparties que celles liées aux actifs financiers.

Malgré l'augmentation globale des inégalités, le taux de pauvreté relative s'est stabilisé, et il a même légèrement diminué en 2016, dernière année pour laquelle des données sont disponibles (Graphique 7, partie B). Le redressement de l'emploi a été bénéfique pour les ménages défavorisés, qui ont également profité davantage que les autres des revalorisations des allocations pour enfant et des allocations de logement, ainsi que d'une réduction des impôts prélevés sur les pensions en 2018.

Graphique 7. Les inégalités de revenu s'accroissent, mais la pauvreté relative reste limitée



Note : Le taux de pauvreté relative est la proportion de personnes appartenant à des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 60 % du revenu disponible médian des ménages. On ne dispose pas de séries continues sur l'ensemble de la période. Les séries couvrant la période 1991-2013 (traits pleins) reposent sur les enquêtes relatives aux finances des ménages, et les séries débutant en 2011 (traits pointillés) sur les statistiques relatives aux revenus et aux impôts.

Source : Bureau central des statistiques (SCB, *Statistiska centralbyrån*).

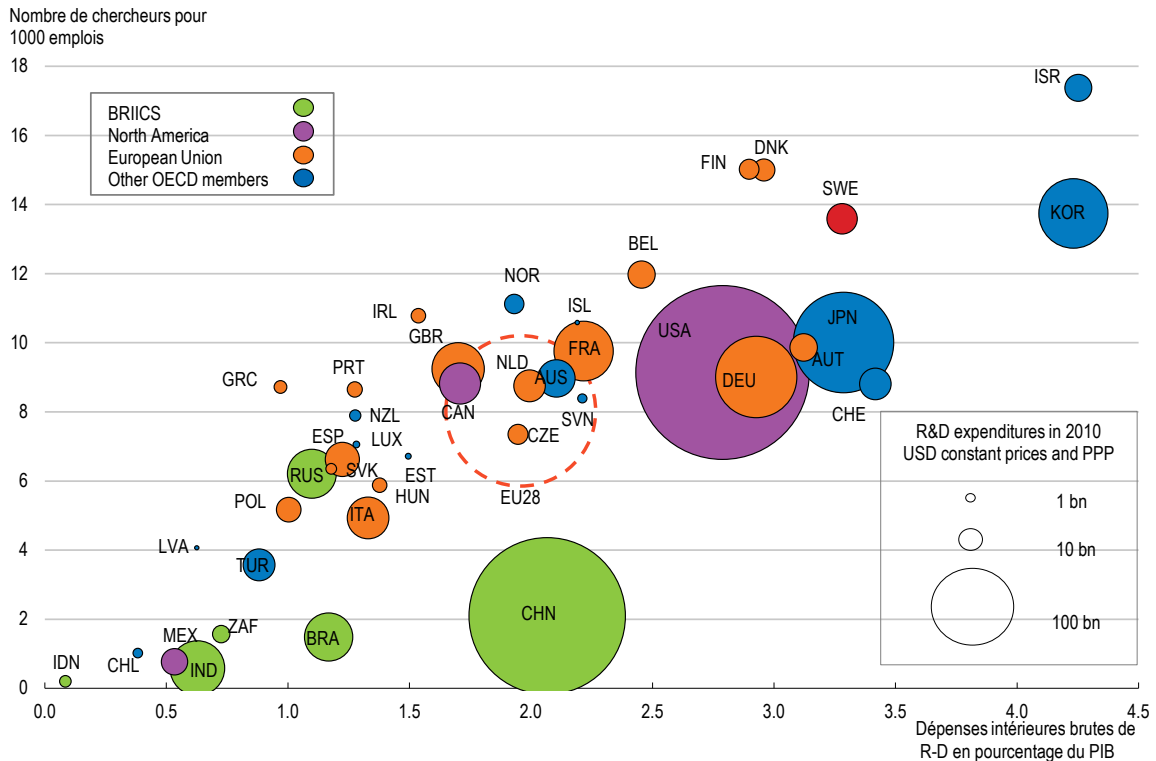
Tableau 3. Recommandations antérieures concernant les inégalités de revenu et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Procéder à un examen annuel des effets redistributifs de la revalorisation des prestations sociales en prenant en considération leur équité, leur coût budgétaire et les incitations à travailler.	Aucune procédure d'examen systématique n'a été mise en place. Néanmoins, les allocations pour enfant et de logement ont augmenté, et la fiscalité des retraites a été allégée en 2018.

Les investissements technologiques de la Suède renforcent sa productivité et sa compétitivité

Les bons résultats économiques de la Suède reposent sur une main-d'œuvre hautement qualifiée et un niveau élevé d'investissement dans la recherche-développement (R-D) (Graphique 8). La productivité du travail de la Suède est comparable à celle de la moitié supérieure des pays de l'OCDE (Graphique 9) et, bien qu'elle ait suivi le ralentissement mondial observé au cours des dix dernières années, sa croissance tendancielle est plus rapide que celle de la plupart des principales économies de l'OCDE et des pays voisins (Graphique 10). La compétitivité de la Suède sur les marchés mondiaux est également demeurée stable, ses parts de marché étant restées peu ou prou les mêmes depuis dix ans (Graphique 11). Malgré la vigueur de l'économie, les hausses de salaires sont restées modérées. Conjuguées à la faiblesse de la couronne suédoise, elles ont amélioré la compétitivité (Sveriges Riksbank, 2018^[5]). Cette modération salariale est due à un processus de négociations salariales dans le cadre duquel le secteur industriel fixe la norme pour les autres secteurs. En pratique, l'évolution des salaires a suivi de près celle observée en Allemagne au cours des dernières années (IMF, 2017^[6]). L'excédent des paiements courants demeure volumineux, malgré sa récente érosion liée à l'effet stimulant exercé sur les importations par la vigueur de la demande intérieure.

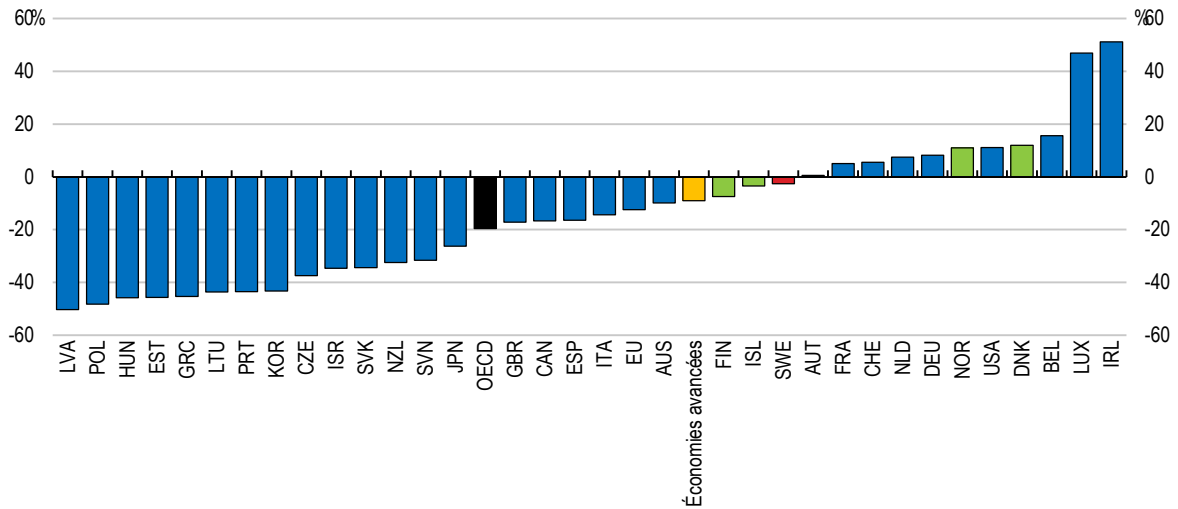
Graphique 8. La Suède investit fortement dans la recherche-développement (R-D)



Source : Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2017.

Graphique 9. Le niveau de productivité est proche de la moyenne des pays de l'OCDE les plus productifs

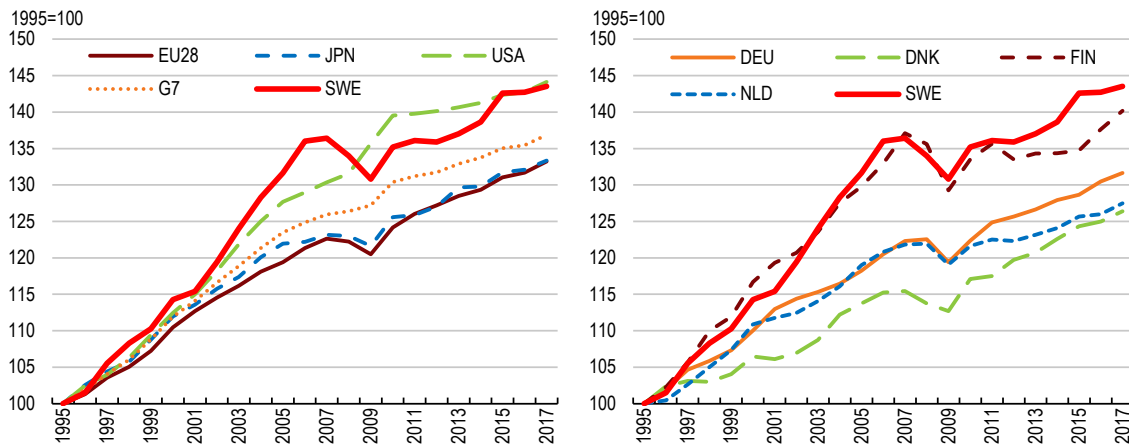
PIB par heure travaillée, en proportion de la moyenne de la moitié supérieure des pays de l'OCDE, 2017



Note : La catégorie des économies avancées englobe tous les pays de l'OCDE hormis le Chili, le Mexique et la Turquie.

Sources : OCDE, Base de données des comptes nationaux, Base de données sur la productivité, et Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

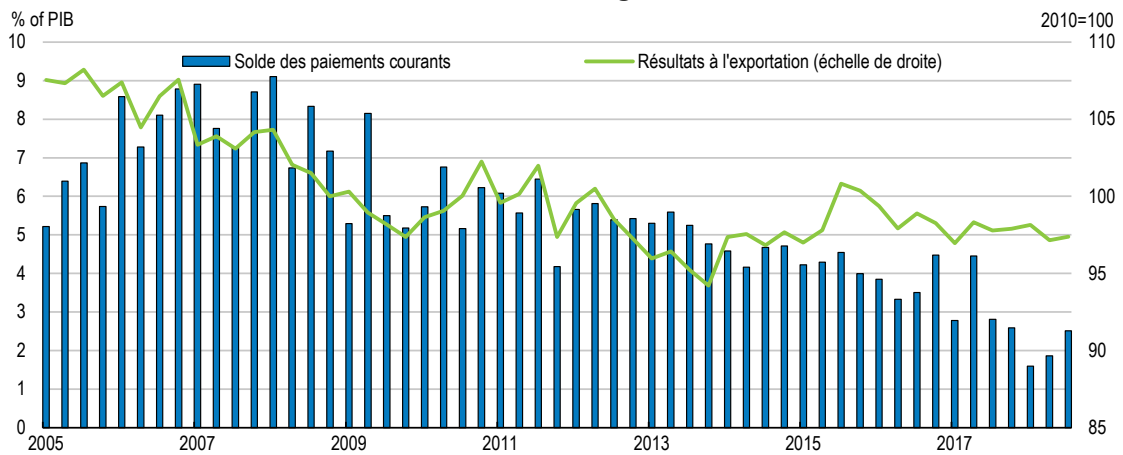
Graphique 10. La productivité du travail a augmenté plus vite que dans la plupart des autres pays



Note : La productivité du travail correspond au PIB par heure travaillée.

Sources : OCDE, Base de données des comptes nationaux, Base de données sur la productivité, et Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Graphique 11. Les résultats à l'exportation restent bons, mais l'excédent des paiements courants diminue régulièrement



Source : OCDE, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

La vigueur de la croissance de la production et de l'emploi constitue le fondement du bien-être de la population

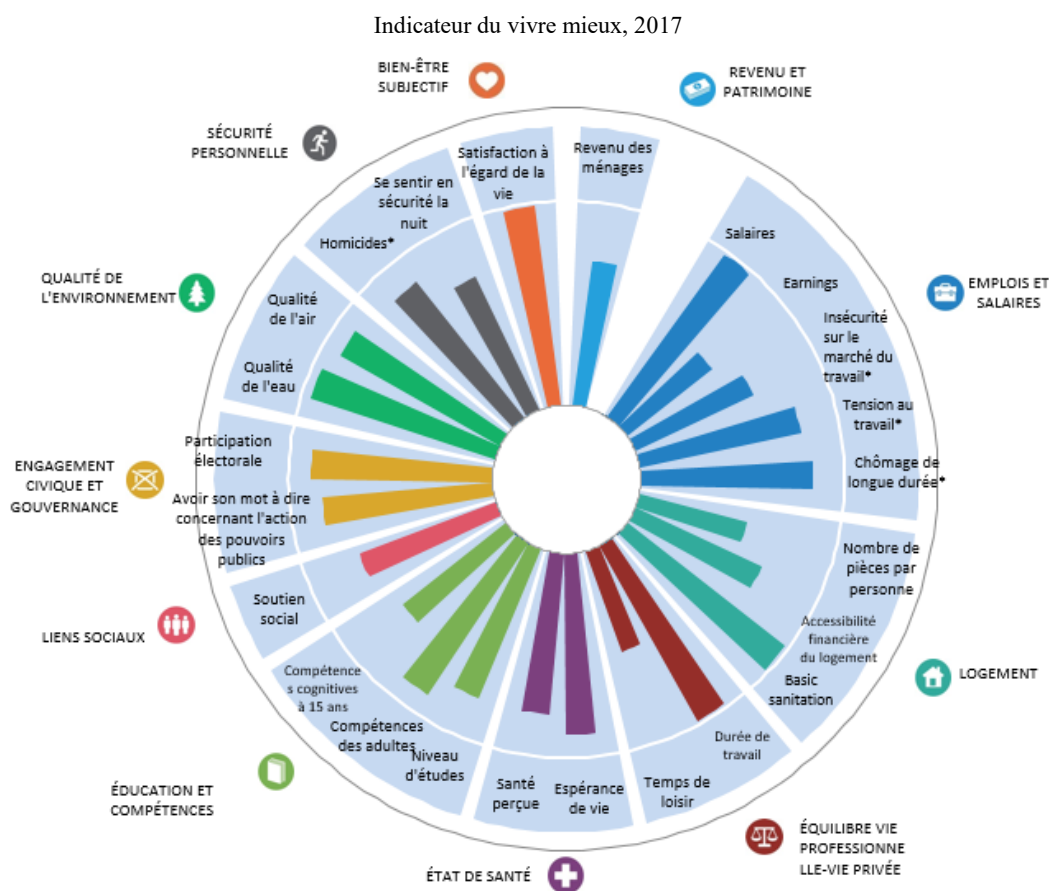
La Suède obtient de bons résultats dans toutes les dimensions du bien-être (Graphique 12). Son taux d'emploi – qui est le plus élevé de l'UE et l'un des plus hauts de la zone OCDE – contribue dans une large mesure à la croissance inclusive et au niveau élevé de bien-être qui caractérisent la Suède, même si les revenus d'activité y sont proches de la moyenne de l'OCDE. La satisfaction à l'égard de la vie est une des plus fortes de la zone OCDE, et l'équilibre vie professionnelle-vie privée est bon, puisque 1 % seulement des salariés ont régulièrement une durée de travail très longue. Les valeurs des indicateurs relatifs à l'état de santé de la population, à la sécurité personnelle, à la qualité de l'air et de l'eau, à l'engagement civique et à la gouvernance sont élevées. Si le niveau de compétences des adultes est un des meilleurs de la zone OCDE, les compétences cognitives des enfants de 15 ans sont seulement dans la moyenne. Il est donc nécessaire d'améliorer les résultats du système d'enseignement pour étayer le développement de l'économie de la connaissance et rehausser le niveau des élèves en difficulté, afin de renforcer l'inclusion. La relative inefficience du secteur de l'immobilier d'habitation transparaît dans la faible accessibilité financière du logement et le surpeuplement de certains lieux, ce qui souligne la nécessité d'engager des réformes.

La corruption est limitée mais des progrès supplémentaires s'imposent en matière de lutte contre la corruption transnationale

La Suède se caractérise par un des niveaux de corruption perçue les plus bas du monde, et occupe la sixième position du classement fondé sur l'Indice de perception de la corruption de 2017 de Transparency International, avec un score similaire à ceux des autres pays nordiques (Graphique 13). Par ailleurs, d'après l'indice de l'état de droit du *World Justice Project*, la Suède se classe au troisième rang des 113 pays évalués en termes d'absence de corruption (World Justice Project, 2018^[7]). Il est important de lutter contre la corruption pour des raisons à la fois morales et économiques, dans la mesure où elle est préjudiciable au climat des affaires, fausse le jeu de la concurrence, détourne des ressources publiques vers des projets aux coûts gonflés ou sans intérêt, alimente la défiance à l'égard des institutions et dégrade le tissu social. Plus de deux tiers des personnes ayant répondu à l'enquête Eurobaromètre 2017 en Suède estiment que la corruption est rare dans leur pays,

contre environ un tiers dans l'Union européenne (UE). En outre, un dixième seulement des personnes interrogées en Suède environ indiquent être affectées par la corruption dans leur vie quotidienne, contre un quart dans l'UE. La corruption est considérée comme plus répandue dans les entreprises privées que dans l'administration publique, qui inspire une forte confiance. Comme les individus, les entreprises estiment que la corruption est faible, puisque moins d'une sur dix indique que la corruption est problématique pour ses activités en Suède, contre plus d'un tiers à l'échelle de l'UE. La forme de corruption la plus répandue réside dans le népotisme, qui est considéré comme beaucoup plus courant que la fraude fiscale ou les pots-de-vin et commissions occultes en Suède (European Commission, 2017^[8]).

Graphique 12. Comment va la vie en Suède ?

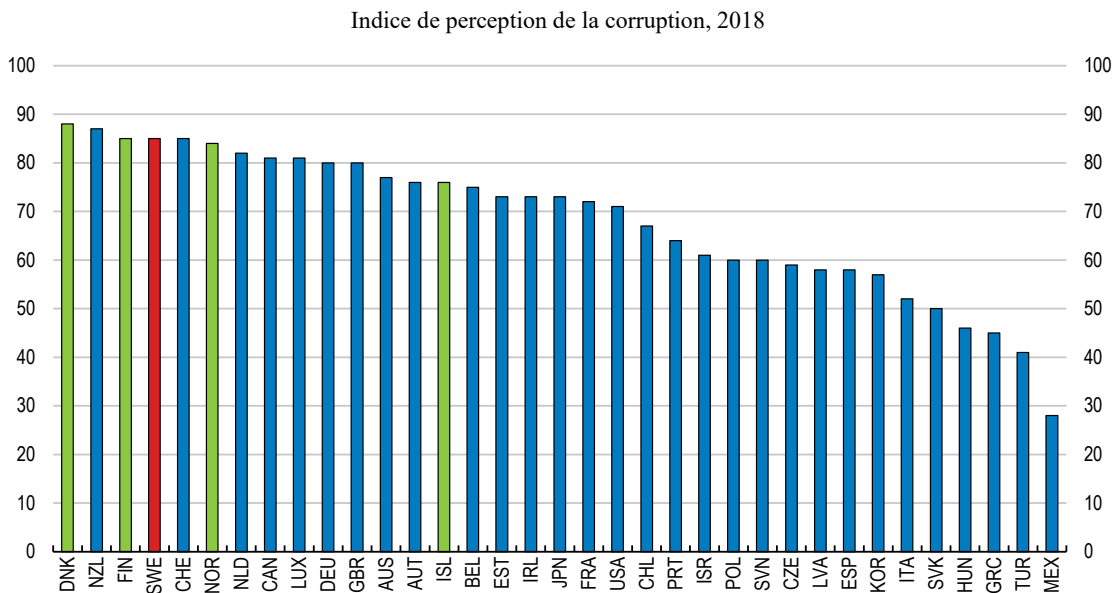


Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent en matière de bien-être des forces ou des faiblesses de la Suède par rapport aux autres pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé).

Source : OCDE (2017), Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, www.oecdbetterlifeindex.org/fr/.

La corruption constitue néanmoins une source de problèmes pour les entreprises suédoises lorsqu'elles exercent leurs activités à l'étranger dans des secteurs et des juridictions à haut risque. Selon le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption, le régime suédois de responsabilité des entreprises en matière de corruption transnationale n'est pas conforme aux dispositions de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, et la Suède n'a toujours pas mis en œuvre les réformes concernant la responsabilité des entreprises préconisées en 2012 par le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption (OECD, 2012^[9]; OECD, 2014^[10]). Le montant maximal des amendes dont sont passibles les entreprises qui versent des pots-de-vin est modeste, les sociétés ne peuvent être tenues pour responsables d'actes de corruption transnationale que si des personnes physiques sont poursuivies et condamnées, et la législation en vigueur présente des lacunes que les entreprises suédoises peuvent exploiter pour se soustraire à leur responsabilité si elles versent des pots-de-vin à l'étranger, notamment en passant par des partenaires économiques tels que des filiales étrangères (OECD, 2017^[11]). La Suède a adopté des dispositions institutionnelles pour renforcer l'application des lois, ainsi que l'a noté le Groupe de travail sur la corruption, mais en pratique, cela s'est limité aux personnes physiques (OECD, 2018^[12]).

Graphique 13. Le niveau de corruption perçue est faible



Note : L'Indice de perception de la corruption varie sur une échelle de 0 (haut niveau de corruption) à 100 (haut niveau d'intégrité).

Source : Transparency International.

L'innovation et les dispositifs d'incitation favorisent la croissance verte

La Suède est à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique et du verdissement de l'économie. Les émissions de CO₂ par unité de PIB sont nettement inférieures à la moyenne de l'OCDE et continuent de diminuer (Graphique 14). Cela tient à l'utilisation de l'énergie nucléaire ainsi qu'à la part importante, et croissante, de la production d'énergie renouvelable. Celle-ci est étayée par la disponibilité d'eau et de bois en abondance, ainsi que par une politique de substitution de la biomasse aux combustibles fossiles menée de longue date, fondée notamment sur des taxes carbone, dont la biomasse certifiée durable est exonérée. L'intensité énergétique du PIB a diminué, mais elle reste proche de la moyenne de l'OCDE. La qualité de l'air est bonne. L'importance des dépôts de brevets liés

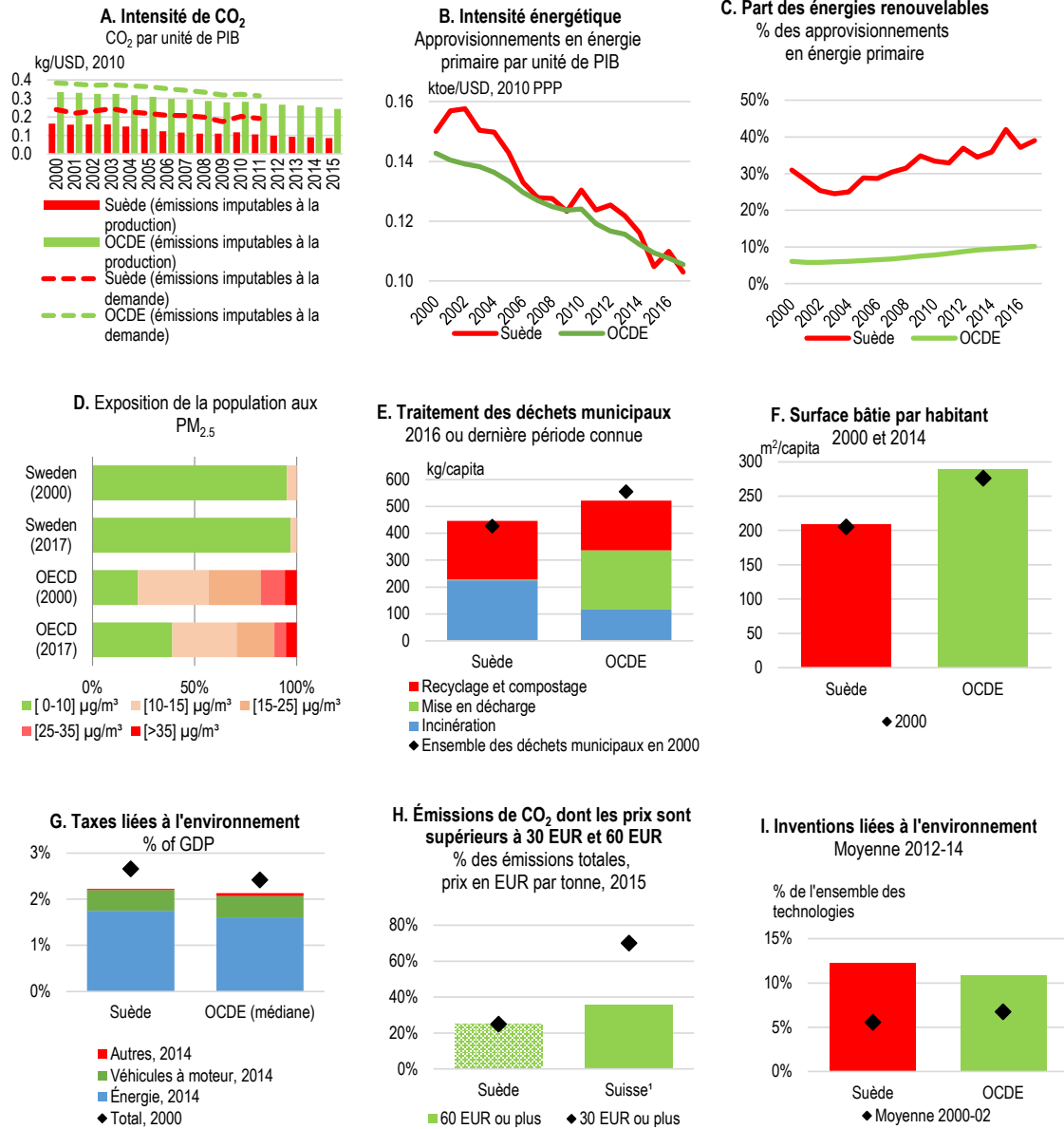
à l'environnement reflète l'ampleur des investissements réalisés dans les technologies propres. La surface bâtie par habitant est modeste. La densité de population en zone urbaine a augmenté en moyenne. Néanmoins, la faible densité de population qui caractérise certaines parties du territoire national peut perpétuer une forte dépendance à l'égard de l'automobile (OECD, 2018_[13]). Le produit des taxes environnementales mesuré en proportion du PIB est proche de la médiane de l'OCDE. La biomasse est massivement utilisée dans l'industrie et pour la production d'électricité, et elle n'est dans une large mesure pas taxée. Si les ressources en biomasse sont gérées de manière durable, leur utilisation réduit les émissions de CO₂, si bien qu'elles sont également exclues du champ d'application du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'UE. Même les sources d'énergie à faibles émissions de carbone devraient être exploitées efficacement. La Suède s'est fixé un objectif national de réduction de l'intensité énergétique de son PIB de 20 % entre 2008 et 2020.

La Suède a adopté des objectifs de politique climatique allant bien au-delà des obligations qui lui incombent en vertu de l'accord de partage de la charge conclu entre les États membres de l'Union européenne. Son but est de réduire ses émissions intérieures de gaz à effet de serre (GES) (essentiellement des émissions de CO₂) de 85 % d'ici à 2045, de manière à ramener à zéro ses émissions nettes de GES une fois incluse sa contribution à la réduction des émissions à l'étranger. Elle s'est également fixé des objectifs intermédiaires, consistant à réduire à l'horizon 2030 les émissions globales de 63 % et celles du secteur des transports de 70 %, par rapport à leur niveau de 1990. Ces objectifs sont relativement en phase avec l'Accord de Paris, qui vise à contenir le réchauffement mondial nettement en dessous de 2 °C, ce qui exige de ramener à zéro les émissions nettes de CO₂ d'ici à 2060, même si les pays à revenu élevé doivent ramener plus rapidement leurs émissions nettes à zéro. Pour atteindre ces objectifs, outre la taxe carbone et les obligations d'incorporation de biocarburants dans les carburants fossiles, les mesures adoptées par le gouvernement ont notamment consisté à accroître les aides publiques en faveur des cellules photovoltaïques, des véhicules électriques et des bornes de recharge, ainsi qu'à soutenir les investissements réalisés par les entreprises et les communes afin de réduire l'impact de leurs activités sur le climat. Les autorités ont remis à plat la fiscalité des carburants et des véhicules en 2018, afin de renforcer les incitations à la réduction des émissions de carbone. En outre, le gouvernement est maintenant tenu de rendre compte des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de politique climatique lorsqu'il présente son budget annuel. Un Conseil de politique climatique indépendant mis en place au début de 2018 suit les progrès réalisés par le gouvernement (Ministry of the Environment and Energy, 2017_[14]).

La Suède pourrait atteindre ses objectifs climatiques de manière plus efficace en adoptant une approche plus cohérente en termes de taxation du carbone. Les taux d'imposition implicites du carbone correspondant aux combustibles fossiles sont nettement plus élevés pour les usages domestiques que pour les usages industriels (OECD, 2018_[15]). Ils sont nettement inférieurs à 60 EUR par tonne de CO₂, valeur qui constitue une estimation médiane du coût du carbone en 2020, et une estimation prospective basse du coût du carbone en 2030 (OECD, 2018_[16]). Néanmoins, environ 30 % des émissions suédoises sont imputables à des branches d'activité couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE, pour lesquelles le prix du carbone et les réductions globales d'émissions ne dépendent que dans une mesure limitée des autorités nationales. Les taxes sur les combustibles sont nettement plus élevées dans le secteur du transport, mais elles correspondent également à d'autres coûts, tels que l'utilisation des infrastructures. Depuis juillet 2018, les taxes sur les carburants s'appliquent également à l'essence à faible teneur en biocarburants et aux biodiesels. La Suède certifie la durabilité de ses forêts, et seule la

biomasse durable bénéficie d'une exonération fiscale, qui s'applique également aux carburants à haute teneur en biocarburants et aux secteurs autres que le transport. Il est essentiel d'améliorer l'efficacité énergétique pour atteindre les objectifs de politique climatique à moindre coût (International Energy Agency, 2017_[17]).

Graphique 14. La Suède obtient de bons résultats au regard des indicateurs environnementaux



1. La Suisse est le pays où la proportion d'émissions de CO₂ dont le prix est supérieur ou égal à 30 EUR par tonne est la plus élevée. Le pourcentage relativement faible d'émissions de CO₂ dont le prix est supérieur ou égal à 30 EUR par tonne en Suède tient essentiellement à l'ampleur de la part des émissions relevant du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (UE). Une autre explication réside dans la forte utilisation des biocarburants, qui sont exonérés de la taxe carbone, en Suède.

Source : Base de données des indicateurs de croissance verte de l'OCDE.

Les politiques d'adaptation sont également cruciales, étant donné que les effets du changement climatique sont déjà manifestes et que le phénomène de réchauffement sera particulièrement intense aux latitudes élevées (Intergovernmental panel on climate change, 2018^[18]). De nets progrès ont été accomplis ces dernières années, en particulier en matière de prévention des inondations et des glissements de terrain et de recherche sur les risques liés au climat, mais des mesures complémentaires s'imposent, notamment une clarification des rôles et des responsabilités des différentes parties prenantes et une amélioration de leur coordination (Andersson et al., 2015^[19]).

Tableau 4. Recommandations antérieures concernant la politique environnementale et mesures prises

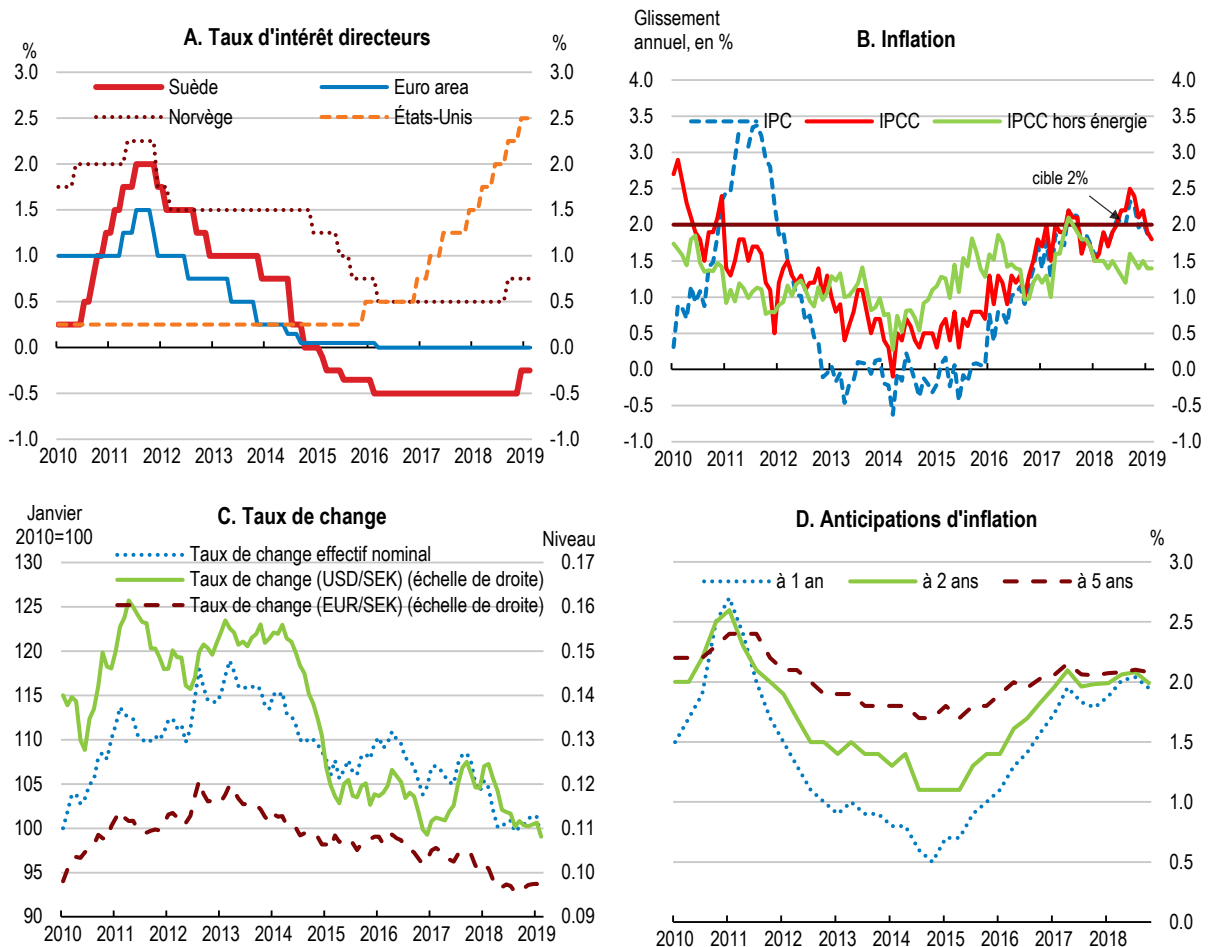
Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Continuer à supprimer progressivement les exonérations de taxe carbone.	Les autorités ont remis à plat la fiscalité des carburants et des véhicules en 2018, afin de renforcer les incitations à la réduction des émissions de carbone. Les taux d'imposition implicites du carbone correspondant aux combustibles fossiles demeurent cependant nettement plus élevés pour les usages domestiques que pour les usages industriels.

L'orientation expansionniste des politiques macroéconomiques devrait être réduite

Un resserrement progressif de la politique monétaire s'impose

La politique monétaire a été fortement expansionniste, avec un taux directeur négatif depuis 2015 (Graphique 15, partie A) et la mise en œuvre d'un programme d'achat d'obligations qui a eu pour effet de porter à 330 milliards SEK (soit environ 7 % du PIB) les avoirs en titres d'État de la Banque de Suède (*Sveriges Riksbank*) en août 2018. Cela a permis de soutenir la reprise et contribué à porter l'inflation et les anticipations d'inflation à un niveau proche de l'objectif de 2 % (partie B). La normalisation progressive des taux directeurs, parallèlement au redressement de l'économie, est contrainte dans une certaine mesure par la politique monétaire des autres banques centrales, notamment par celle de la Banque centrale européenne (BCE). Des variations des écarts de taux d'intérêt pourraient entraîner des ajustements des taux de change, qui pourraient rendre plus difficile la réalisation de l'objectif d'inflation. La dépréciation de la couronne au cours des derniers mois, qui reflète les anticipations de taux d'intérêt relatifs et l'intensification des incertitudes financières mondiales, a poussé vers le haut les prix des importations, alimentant ainsi la hausse des prix à la consommation (partie C). L'augmentation des prix de l'énergie et de l'alimentation a entraîné celle de l'inflation globale. Globalement, la faiblesse de l'inflation par rapport à la position cyclique de l'économie et les préoccupations relatives à une appréciation potentielle de la couronne, qui pèseraient à la baisse sur les prix, ont incité la *Riksbank* à conserver l'orientation très expansionniste de la politique monétaire. Selon les estimations, la couronne serait sous-évaluée dans une proportion allant de 5 % à 14 % au troisième trimestre de 2018 (Riksbank, 2018^[20]). À l'avenir, l'évolution des taux de change dépendra de la trajectoire des taux d'intérêt relatifs, mais aussi des incertitudes mondiales, qui ont généralement pour effet d'affaiblir la couronne. Il est également difficile d'évaluer dans quelle mesure le taux de change se répercutera sur les prix à la consommation, et cela dépendra également de la nature des chocs affectant l'économie (Corbo and Casola, 2018^[21]).

Graphique 15. La politique monétaire reste très expansionniste



Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; et Banque de Suède (Sveriges Riksbank).

La *Riksbank* a commencé à abandonner progressivement le soutien monétaire en relevant d'un quart de point de pourcentage le taux des prises en pension en décembre 2018, et elle prévoit de continuer à augmenter progressivement ce taux dont le point médian de l'intervalle pourrait se situer à 0,5 % d'ici la fin de 2020 et 1 % d'ici la fin de 2021 (*Riksbank*, 2018^[22]). Ce resserrement de la politique monétaire est bienvenu, compte tenu de la vigueur de l'activité économique et des effets secondaires potentiellement négatifs d'une période prolongée de taux d'intérêt très bas, qui peut entraîner un niveau excessif de prise de risques et d'endettement, alimenter des bulles spéculatives et conduire à une mauvaise affectation des ressources nuisible pour la productivité (*Borio et al.*, 2015^[23]; *Adrian and Shin*, 2008^[24]; *BIS-IMF-OECD*, 2018^[25]). L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation à taux d'intérêt hypothécaire constant (IPCC), qui est la mesure ciblée, avoisine les 2 % depuis le début de 2017, et les anticipations d'inflation sont proches de 2 % (partie D). Même si le ralentissement des prix de l'alimentation et de l'énergie devait freiner quelque peu l'inflation globale dans les mois à venir, il est peu probable que la normalisation affecte la crédibilité de l'objectif d'inflation.

À l'avenir, la réduction spectaculaire de l'utilisation des espèces en Suède va sans nul doute affecter le fonctionnement du système de paiement ainsi que la politique monétaire et

financière. La *Riksbank* est déjà en train d'étudier ces questions, et envisage en particulier l'introduction d'une « e-couronne » (Encadré 1). De ce point de vue, la Suède est très en avance par rapport à d'autres pays de l'OCDE, même si d'autres banques centrales, notamment la Banque du Canada et la Banque d'Angleterre, étudient aussi la question (Barrdear and Kumhof, 2016^[26]; Engert and Fung, 2017^[27]). Cependant, à ce jour, les banques centrales ne sont pas, pour la plupart, convaincues que les avantages de l'introduction d'une monnaie numérique de banque centrale pour les paiements de faible montant l'emporteraient sur les coûts d'une telle mesure dans le contexte de leurs conditions de marché spécifiques (Barontini and Holden, 2019^[28]).

Tableau 5. Recommandations antérieures concernant la politique monétaire et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Abandonner progressivement la relance monétaire à mesure que l'inflation va s'approcher de l'objectif de 2 % (2017).	La Banque de Suède (<i>Sveriges Riksbank</i>) a stoppé ses achats nets d'obligations d'État à la fin de 2017, mais le principal et les intérêts seront réinvestis jusqu'à nouvel ordre. L'échéancier du réinvestissement signifie toutefois que les avoirs de la <i>Riksbank</i> en obligations d'État augmenteront de manière temporaire au début de 2019. Le taux directeur a été relevé d'un quart de point et porté à -0.25 % en décembre 2018.

**Encadré 2. Vers une société sans espèces :
implications potentielles en termes d'action publique**

Le recours aux espèces a diminué de moitié au cours de la dernière décennie. En 2018, seuls 13 % des Suédois ont indiqué avoir réglé leurs derniers achats en espèces, alors qu'ils étaient près de 40 % en 2010. Bien qu'elle ait été permise par les progrès technologiques accomplis en matière de systèmes de paiement, cette évolution semble essentiellement déterminée par la demande, la plupart des consommateurs privilégiant désormais les moyens de paiement numériques. Six personnes sur dix utilisent maintenant l'application de paiement par téléphone portable Swish, qui permet de virer instantanément de l'argent entre personnes et entre sociétés (Erlandsson and Guibourg, 2018^[29]). La baisse rapide de l'utilisation d'espèces a des conséquences en termes d'action publique :

- Environ sept Suédois sur dix déclarent qu'ils pourraient se passer d'argent liquide. Cela étant, certains groupes auraient du mal à le faire, parce qu'ils ont des difficultés pour accéder à des outils numériques, ou pour les utiliser. Selon l'Autorité suédoise des postes et télécommunications, l'exclusion numérique concerne au moins un demi-million de personnes. En conséquence, les banques devraient être tenues de fournir un accès aux espèces dans tout le pays.
- À mesure que le recours aux espèces va s'amenuiser, il se peut que les paiements dépendent de plus en plus d'établissements privés, et il est possible que les économies d'échelle et les effets de réseau aboutissent à la formation de monopoles, créant des incitations à proposer une offre insuffisante de services et à fixer des prix excessivement élevés. La confiance dans la monnaie et le système de paiement a toutes les caractéristiques d'un bien public, et nécessite de ce fait un rôle actif de la part des pouvoirs publics (Ingves, 2018^[30]). En particulier, la garantie de l'État assure un niveau de sécurité que ne peuvent pas offrir des opérateurs privés.
- Compte tenu des évolutions numériques et des préférences des consommateurs, on peut penser qu'il serait potentiellement intéressant d'introduire une monnaie

électronique de banque centrale similaire à des espèces. La Banque de Suède (*Sveriges Riksbank*) a décidé d'entamer des travaux techniques de développement dans le cadre d'un projet pilote de e-couronne simplement fondée sur un jeton. Le but est d'étudier les possibilités de conception d'un point de vue technologique. La *Riksbank* étudie aussi les questions juridiques connexes (Riksbank, 2018^[31]). La plupart des transactions en e-couronnes passeraient par un système de règlement instantané, mais il serait utile de pouvoir utiliser cette monnaie électronique hors ligne pour répondre aux problèmes d'exclusion numérique et de cybersécurité. Il est important de préciser aussi que l'e-couronne viendrait en complément des espèces, et non se substituer à elles (Skingsley, 2016^[32]).

- Une réduction du rôle joué par les espèces pourrait contribuer à la lutte contre les activités illicites et la fraude fiscale (Rogoff, 2016^[33]). Cela étant, les paiements numériques pourraient conduire à de nouvelles formes de fraude fiscale (Kireyev, 2017^[34]). En outre, si les transactions anonymes devaient devenir impossibles, le coût en termes de respect de la vie privée serait très élevé.
- La politique monétaire pourrait se voir marginalisée si les espèces n'étaient plus utilisées et si aucune solution de remplacement numérique n'était fournie. Le public pourrait devenir totalement tributaire d'une monnaie de banque privée et, si la confiance dans le système bancaire s'érodait à un moment donné, se tourner vers d'autres actifs et moyens d'échange, tels que des cybermonnaies ou des devises (Ingves, 2018^[30]). À l'inverse, si l'on suppose que la couronne conserve un rôle central, un système monétaire sans espèces pourrait, en théorie, permettre aux taux d'intérêt de descendre encore davantage en territoire négatif.
- La stabilité financière serait également affectée si la baisse de l'utilisation des espèces devait réduire le rôle de la banque centrale dans le système financier, qui consiste en particulier à abaisser le risque de contrepartie et à servir de prêteur en dernier ressort. La possibilité de transférer des fonds vers une monnaie numérique sûre de façon quasi-instantanée pourrait accroître le risque de ruée sur les banques (Danmarks Nationalbank, 2017^[35]; Bank for International Settlements, 2018^[36]).
- La protection et l'information des consommateurs jouent un rôle essentiel pendant les périodes de fortes innovations. En particulier, il est important que les institutions publiques fassent clairement savoir au public que les cryptomonnaies ne sont pas de l'argent, mais bien plutôt des actifs à haut risque (Ingves, 2018^[37]).

Un accroissement de l'offre et des mesures macroprudentielles ont permis une détente du marché du logement

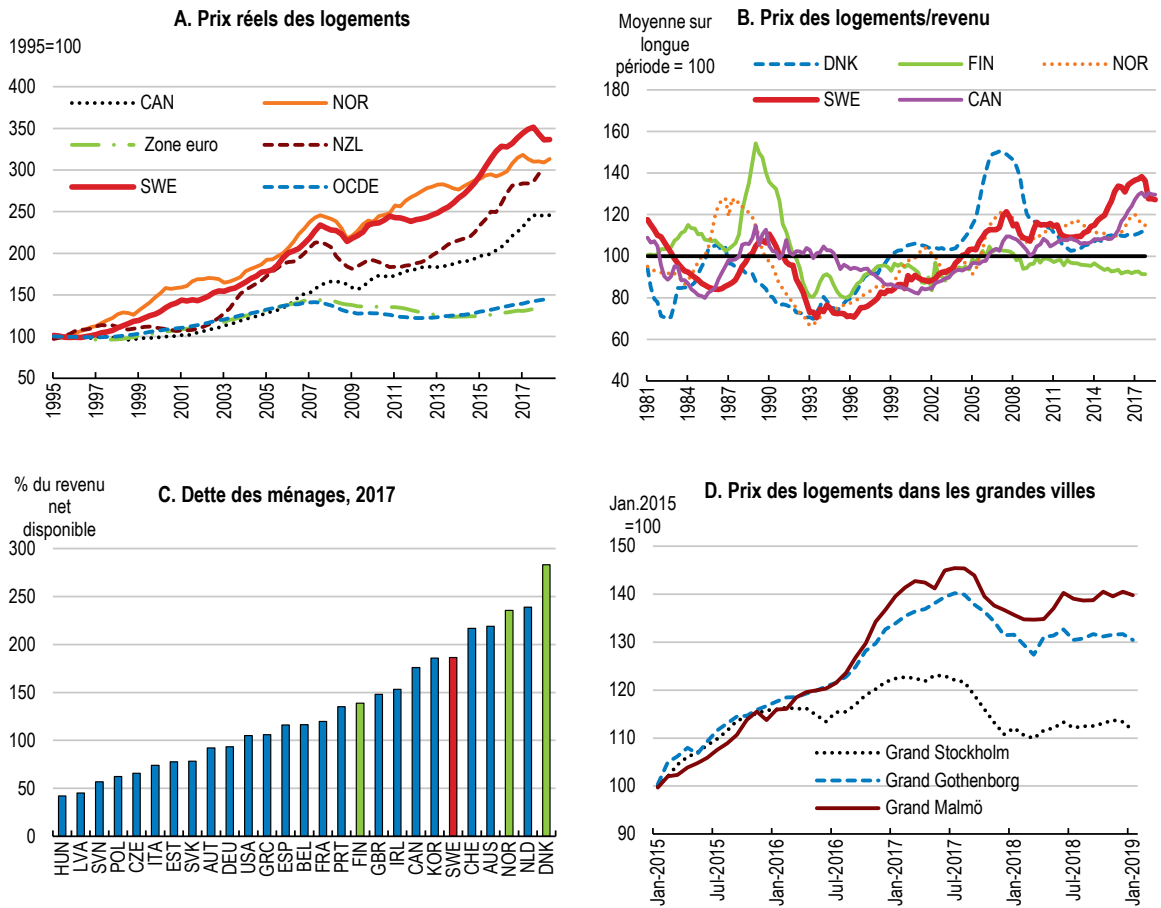
Les prix réels des logements ont plus que triplé depuis le milieu des années 90 (Graphique 16, partie A) et le rapport prix des logements/revenu est supérieur d'environ 40 % à sa moyenne sur longue période (partie B). La faiblesse des taux d'intérêt et des obligations d'amortissement jusqu'à une époque récente a permis aux ménages d'emprunter davantage. De fait, la dette brute des ménages est passée de moins de 90 % du revenu disponible en 1995 à plus de 185 % en 2017 (partie C). La plupart des prêts sont assortis de taux variables, si bien que les ménages sont vulnérables à toute hausse des taux, même si la plupart d'entre eux disposent de marges de sécurité financières confortables (Finansinspektionen, 2018^[38]). Le niveau élevé d'endettement des ménages et la sensibilité de l'économie aux variations des taux d'intérêt qui en découle sont également susceptibles de compliquer la normalisation de la politique monétaire (Bachmann et al., 2017^[39]). Depuis la mi-2017, les prix des logements ont diminué, en particulier pour les appartements

en coopérative d'habitation dans les grandes villes, mais il semble qu'ils soient maintenant en train de se stabiliser (partie D). La baisse des prix est associée à une chute brutale de l'investissement résidentiel qui, à partir de niveaux historiquement élevés il est vrai, devrait représenter quelque 15 % d'ici le début de 2020. Des baisses plus marquées des prix de l'immobilier semblent improbables, dans la mesure où la pénurie globale de logement soutient les prix, mais elle ne peut toutefois pas être exclue. Une telle évolution pourrait réduire considérablement la consommation et, partant, la hausse de la production, comme cela s'est produit au cours des derniers épisodes d'effondrement des prix des logements au Danemark et aux Pays-Bas.

Plusieurs mesures ont été prises depuis 2010 pour contenir la hausse de l'endettement des ménages. Les quotités de prêt ont été plafonnées, puis un niveau minimum de fonds propres pondérés en fonction des risques a été imposé pour les crédits immobiliers, de même qu'une dotation obligatoire aux amortissements pour les nouveaux concours dont la quotité est supérieure à 50 %. On estime que cette dernière mesure aurait permis de réduire de près de 9 % la proportion des prêts par rapport aux revenus et d'environ 3 % en moyenne le prix des logements acquis par des ménages à l'aide de nouveaux prêts (Finansinspektionen, 2017^[40]). En mars 2018, l'obligation de dotation aux amortissements a été encore durcie pour les nouveaux emprunteurs dont les prêts représentent plus de 450 % du revenu brut. Certes, le resserrement macroprudentiel limite le risque financier, mais des mesures structurelles sont nécessaires pour corriger les déséquilibres du marché immobilier, comme on le verra ci-après.

Le système bancaire suédois est de grande taille, les interconnexions y sont nombreuses et sa dépendance par rapport aux financements de marché est forte, ce qui entraîne certaines vulnérabilités. Les ratios de fonds propres pondérés en fonction des risques des banques suédoises sont élevés (Graphique 17, partie A). Cela étant, comme leur portefeuille d'encours se compose pour une large part de prêts hypothécaires assortis de pondérations de risque relativement faibles, leur ratio de levier global est bien inférieur (partie B). La rentabilité des fonds propres est très forte, malgré des pratiques de prêt assez prudentes (partie C). Les volants de liquidité ont été renforcés ces dernières années, réduisant la vulnérabilité aux turbulences sur les marchés de capitaux mondiaux (partie D). L'exposition des banques à l'immobilier résidentiel et commercial est élevée (partie E) et en cas de crise de l'immobilier, les risques liés aux concours bancaires consentis à des sociétés non financières et assortis de garanties sous la forme de biens immobiliers se cumuleraient à ceux qui sont associés à l'endettement des ménages (Riksbank, 2018^[41]). Le niveau des créances douteuses et litigieuses reste modeste à ce jour, en partie grâce à des performances économiques plus vigoureuses que dans la plupart des autres pays européens (partie F).

Graphique 16. Le marché du logement s'est détendu, mais les prix restent élevés

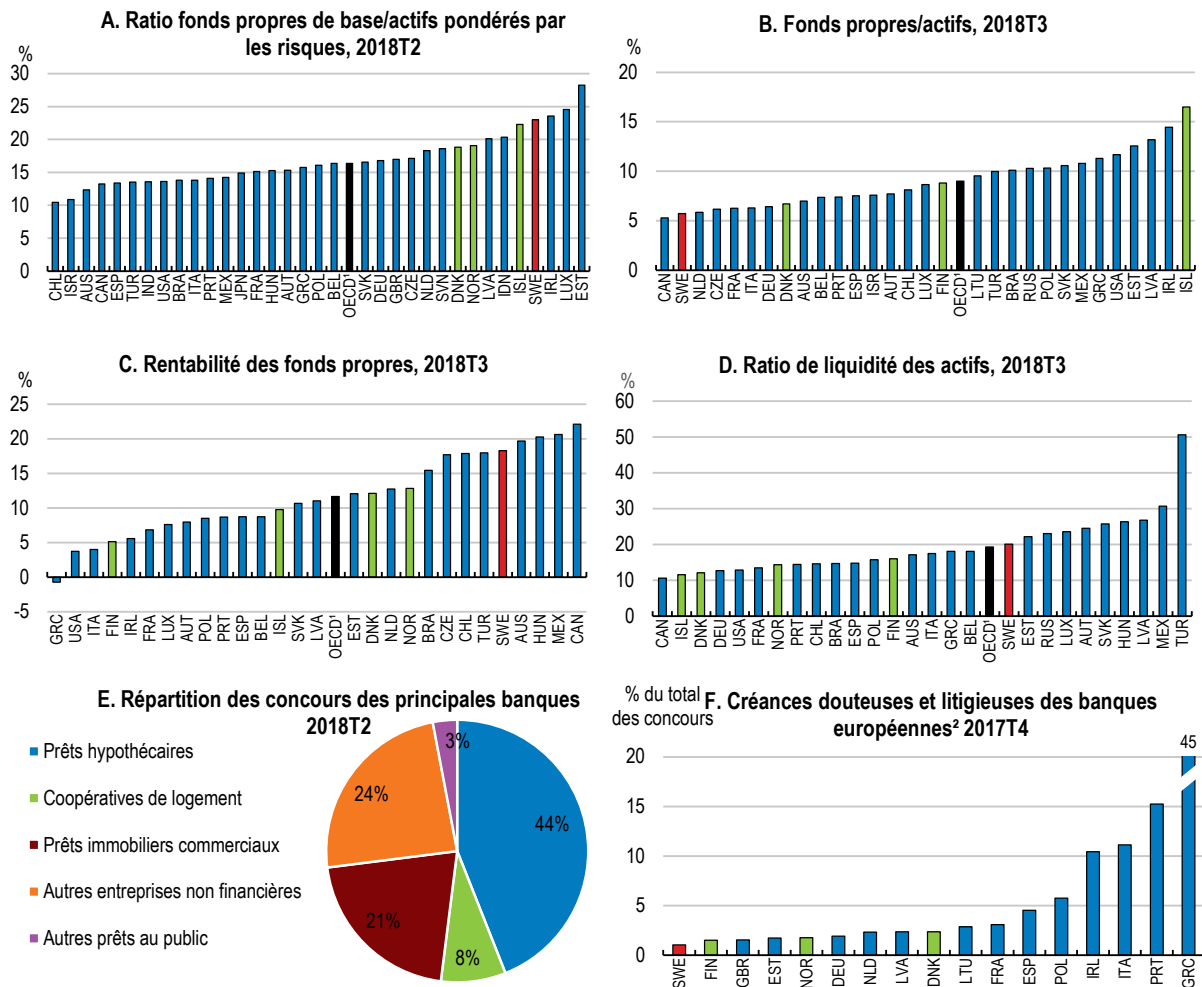


Sources : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; et Valueguard.

Promouvoir davantage la finance verte contribuerait à renforcer la stabilité financière

Le changement climatique et les politiques visant à atténuer ce phénomène sont sources de nouveaux risques financiers pour les investisseurs, mais leur ouvrent aussi de nouvelles perspectives. Actuellement, le secteur financier suédois ne semble pas excessivement exposé aux risques en lien avec le climat (Finansinspektionen, 2016). Néanmoins, une meilleure information et une plus grande transparence de la part des institutions financières, y compris des banques, permettrait de mieux suivre les risques découlant des investissements internationaux (Encadré 2).

Graphique 17. Le système bancaire est solide, mais présente quelques faiblesses



1. La moyenne de l'OCDE s'entend hors pays non mentionnés dans le graphique.
 2. Les créances douteuses et litigieuses sont définies comme des prêts pour lesquels l'emprunteur n'a versé ni intérêt ni amortissement du principal au cours des 90 derniers jours.
 Sources : Banque des règlements internationaux (BRI) ; *The Riksbank Financial stability report 2018:1* ; Finansinspektionen ; et base de données des Indicateurs de solidité financière du FMI.

Encadré 3. Promouvoir la finance verte

Le changement climatique et les politiques visant à atténuer ce phénomène sont sources de nouveaux risques financiers pour les investisseurs, mais leur ouvrent aussi de nouvelles perspectives. Les actifs échoués pourraient représenter 100 milliards USD au niveau mondial pour les seuls secteurs de l'énergie et de l'industrie, et ce montant pourrait être multiplié par trois si toute action décisive en faveur du climat devait être repoussée à 2025 (OECD, 2017, Investing in Climate, Investing in Growth). Le changement climatique lui-même pourrait entraîner des pertes supplémentaires sur actifs. Améliorer les obligations de diffusion d'information faites aux entreprises et autres organisations, en particulier les intermédiaires financiers, pourrait aider les investisseurs individuels à éviter les risques et à identifier de nouvelles possibilités de

placement, améliorant ainsi la fonction allocative des marchés de capitaux et renforçant l'efficacité des politiques d'atténuation changement climatique.

La Suède a donc pris des mesures pour promouvoir la finance verte. Elle soutient la recommandation du groupe de travail sur la transparence financière liée aux risques climat (TCFD, Task Force on Climate-related Financial Disclosures) (TCFD, 2018^[42]). Des obligations plus strictes de diffusion d'information sur les émissions de CO₂ ont été mises en place en 2016 pour les sociétés non financières et en 2018 pour les fonds d'investissement, et la coopération internationale pour la mise au point d'instruments de financement de la transition vers des économies bas carbone et résilientes face au changement climatique a été renforcée. La possibilité d'émettre des obligations d'État vertes est étudiée. Aux termes des nouvelles règles de publicité, les fonds d'investissement doivent fournir des informations permettant de comprendre de quelle manière leur gestion prend en compte la durabilité, y compris sous ses aspects environnementaux. Il s'agit d'une mesure particulièrement bienvenue, du fait du rôle important que jouent ces fonds dans la prestation des pensions de vieillesse. En revanche, les nouvelles règles visant les fonds d'investissement ne s'appliquent pas aux banques.

Depuis 2017, l'Union européenne impose aux entreprises de plus de 500 salariés de diffuser des informations sur la manière dont elles utilisent l'énergie, les terrains, les matériaux et l'eau, ainsi que sur leurs émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, la Commission européenne est en train de préparer des lignes directrices facultatives à l'intention des investisseurs institutionnels et des gestionnaires d'actifs qui devront donner des informations sur la manière dont ils intègrent des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans leur évaluation des risques et sur celle dont leurs placements financiers contribuent aux objectifs de durabilité. Elle prépare aussi une taxonomie des activités économiques en fonction de leur viabilité environnementale. En outre, elle va proposer d'élaborer d'autres indices boursiers qui incluraient et feraient une plus large place à des sociétés cotées contribuant à abaisser les émissions de CO₂. En fait, les indices des marchés boursiers sont souvent utilisés dans des stratégies d'investissement passives pour minimiser les coûts de gestion. Or, les indices existants se composent de grandes entreprises solidement établies exposées à une grande utilisation des combustibles fossiles.

La TCFD a recommandé l'adoption de pratiques de diffusion d'information plus ambitieuses et plus concrètes. Par exemple, toutes les entreprises soumises à des obligations de publicité devraient expliquer dans quelle mesure leurs stratégies favorisent la résilience face aux risques et perspectives liés au changement climatique, dans l'optique d'une transition vers une économie bas carbone conforme à un scénario de limitation du réchauffement à 2°C au plus. Les banques devraient indiquer leurs risques de crédit fortement concentrés sur les actifs en lien avec le carbone. Les fonds de pension devraient faire connaître le positionnement de leur portefeuille d'actifs du point de la transition vers une économie bas carbone et fournir des données sur l'intensité carbone de leurs placements. Dans ce contexte, la proposition d'élaboration d'autres indices boursiers formulée par la Commission européenne intéresse particulièrement la Suède, car la plupart des fonds du deuxième pilier de son régime de retraite obligatoire ont des stratégies d'investissement passives reposant sur les indices boursiers. Renforcer et harmoniser davantage les obligations de diffusion

d'informations en lien avec le changement climatique incombant aux intermédiaires financiers, y compris aux banques, permettrait d'améliorer leur résilience et s'inscrirait en complément de la stratégie ambitieuse adoptée par la Suède en matière de lutte contre le changement climatique.

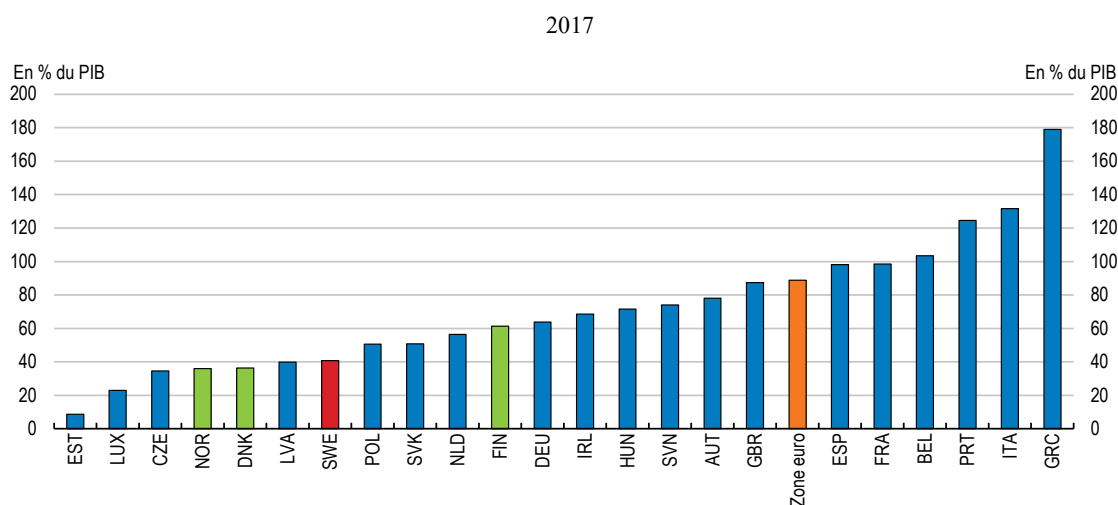
Tableau 6. Recommandations antérieures concernant la politique macroprudentielle et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Plafonner les ratios dette/revenu des ménages.	Aucun plafond n'a été mis en place. Toutefois, les obligations de dotation aux amortissements ont été durcies pour les emprunteurs dont les nouveaux prêts dépassent 450 % du revenu brut.

La politique budgétaire a soutenu la reprise mais prend à juste titre une orientation moins expansionniste

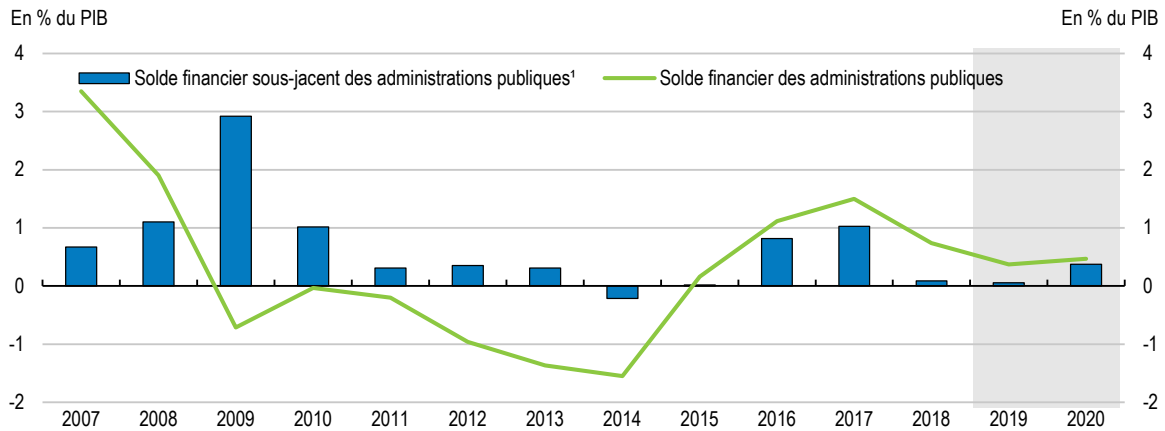
Les finances publiques sont robustes, et la dette publique est modérée (Graphique 18). La politique budgétaire prudente menée depuis les années 1990 a permis de ménager une marge permettant de prendre des mesures contracycliques pour atténuer d'éventuelles récessions. L'orientation de la politique budgétaire a été expansionniste en 2017 et tout particulièrement en 2018, lorsque des mesures discrétionnaires ont eu pour effet d'affaiblir l'équilibre budgétaire à hauteur de quelque 0.9 % du PIB, malgré la vigueur de l'activité économique. Une partie des dépenses supplémentaires concerne des investissements nécessaires dans les domaines de l'éducation, de l'intégration des migrants, de la santé, de la défense et de la protection de l'environnement. L'alignement des règles fiscales applicables aux pensions sur celles en vigueur pour les salaires et l'augmentation de l'allocation pour enfant ont eu pour effet de réduire les inégalités de revenu. Cependant, certaines mesures s'inscrivant dans la durée sont financées par des recettes temporaires. L'excédent budgétaire sous-jacent s'est considérablement réduit en 2018 et devrait diminuer encore légèrement en 2019 (Graphique 19).

Graphique 18. La dette publique est peu élevée



Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Graphique 19. Les excédents budgétaires tiennent dans une large mesure à la vigueur de l'économie



1. Solde financier sous-jacent des administrations publiques en pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

Le nouveau cadre budgétaire (Encadré 4) qui entre en vigueur en 2019 prévoit un abaissement de l'objectif d'excédent qui revient de 1 % à 1/3 % du PIB sur le cycle, et la dette publique brute diminue rapidement pour se rapprocher du nouvel ancrage fixé à 35 % du PIB. Cela étant, avec une économie fonctionnant quasiment à pleine capacité et une politique monétaire très expansionniste, une relance budgétaire est à peine nécessaire, et l'orientation de la politique budgétaire devrait être neutre aussi longtemps que l'économie reste vigoureuse sans entrer en surchauffe, ne serait-ce que pour renforcer les volants budgétaires dans la mesure où les marges de manœuvre monétaires seront forcément limitées pendant la prochaine récession, si bien qu'une grande partie de la charge de la stabilisation macroéconomique incombera à la politique budgétaire.

Encadré 4. Le nouveau cadre de la politique budgétaire

Un nouveau cadre de politique budgétaire entre en vigueur en 2019 (Ministry of Finance, 2018^[43]). Les principaux changements par rapport au cadre de 2011 sont les suivants :

- L'objectif d'excédent budgétaire des administrations publiques sur l'ensemble du cycle est abaissé et passe de 1 % à 1/3 % du PIB.
- Les écarts par rapport à l'objectif seront évalués en temps réel à partir du solde budgétaire structurel. On utilisera une moyenne rétrospective sur huit ans du niveau réel de la capacité de financement des administrations publiques pour déterminer a posteriori si l'objectif a été atteint. Il convient de saluer cette simplification par rapport au système antérieur où l'on se référait à différents indicateurs pour évaluer les écarts par rapport à l'objectif.
- Le rôle du Conseil de politique budgétaire a été renforcé, s'agissant d'évaluer aussi bien les prévisions macroéconomiques et budgétaires du gouvernement que l'écart éventuel entre la situation budgétaire et l'objectif et la justification de celui-ci.
- Un ancrage de la dette à 35 % du PIB est mis en place. Le gouvernement devra justifier devant le Parlement les écarts de plus de 5 points de pourcentage par rapport à ce niveau de référence.

- L'objectif d'excédent et l'ancrage de la dette seront réexaminés toutes les deux législatures, c'est-à-dire tous les huit ans.

Ce cadre conserve de nombreuses caractéristiques importantes du système précédent, notamment la règle d'équilibre budgétaire pour les collectivités locales, la procédure descendante de la budgétisation, le plafond de dépenses sur trois ans et l'adhésion au Pacte européen de stabilité et de croissance.

L'évolution démographique accentue la demande de services publics, en particulier dans l'éducation, la santé et les soins aux personnes âgées. Le ratio de dépendance devrait augmenter de huit points de pourcentage entre 2015 et 2025 (Graphique 20). Ce chiffre est légèrement supérieur à la moyenne des pays à revenu élevé et de l'Europe du Nord, mais inférieur à la moyenne européenne, en partie du fait d'une forte immigration. Une différence notable tient au fait qu'une part bien plus importante de l'augmentation est due au taux de dépendance des jeunes en Suède. La hausse du taux de dépendance vient s'ajouter aux besoins grandissants d'investissements, nécessaires pour faire face à la croissance de la population et rénover les bâtiments construits dans les années 60 et 70.

Dans l'état actuel des choses, les finances infranationales sont robustes au niveau des communes, mais moins qu'au niveau national. Les communes ont reçu de l'administration centrale des subventions leur permettant de financer l'intégration des réfugiés, et ont bénéficié d'une augmentation de leurs recettes fiscales liées aux plus-values et à l'expansion des activités de promotion immobilière découlant du boum de la construction, bien qu'à des degrés variables selon les régions. Malgré ces mesures et des efforts de maîtrise des coûts, la situation financière des conseils de comtés, qui ont pour responsabilité principale de fournir des soins de santé, s'est dégradée. L'Association suédoise des collectivités locales et des régions prévoit un déficit de financement de l'ordre de 1 % du PIB pour l'ensemble du secteur des collectivités locales d'ici à 2021 si aucune nouvelle mesure n'est prise (Sveriges Kommuner och Lansting, 2017^[44]).

Quoi qu'il en soit, les perspectives relatives aux finances de l'administration publique sont très favorables. Il n'y a pas de pressions budgétaires liées aux pensions, car le système de retraite mis en place au début des années 90 a été conçu pour assurer la viabilité budgétaire dans la mesure où les pensions sont fondées sur des contributions tout au long de la vie. Les réformes prévues viendront renforcer la viabilité du système en allongeant la durée des contributions et en liant le droit à percevoir des pensions à l'espérance de vie. En décembre 2017, un groupe parlementaire multi-partis est tombé d'accord pour porter progressivement l'âge minimum permettant de percevoir des pensions publiques de 61 à 64 ans d'ici 2026, pour repousser de 67 à 69 ans d'ici 2023 l'âge jusqu'auquel il est possible de travailler et pour relever l'âge minimum permettant de percevoir l'allocation garantie de retraite et de logement, qui va ainsi passer de 65 à 66 ans. L'accord prévoit également de demander l'introduction d'un âge de référence pour la retraite lié à l'espérance de vie, mais des études plus poussées sont nécessaires pour déterminer la fraction des gains d'espérance de vie qui devrait être consacrée à travailler.

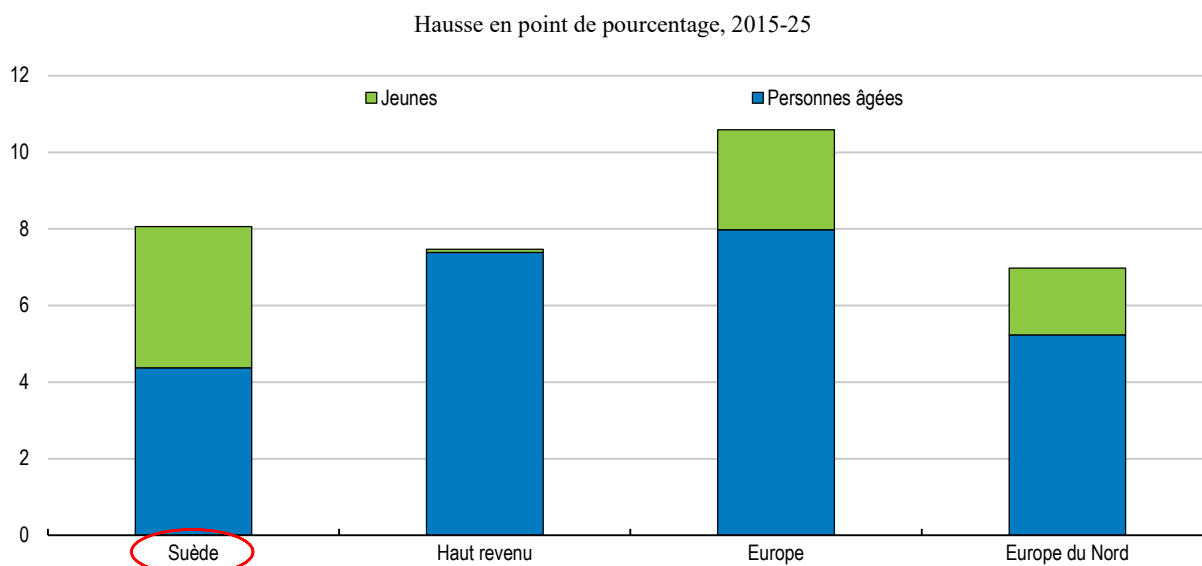
L'accord prévoit également des mesures visant à réduire la discrimination à l'endroit des travailleurs âgés et améliorer leur employabilité, ainsi qu'à instaurer une plus grande égalité entre les sexes en matière de pensions, et précise en outre que la réforme doit avoir un impact neutre sur les finances publiques (Swedish Government, 2017^[45]).

Le scénario central de viabilité budgétaire établi par l'Institut national de la recherche économique montre que la viabilité de la dette publique n'est pas un souci, puisque la dette

brute des administrations publiques devrait être inférieure à 40 % du PIB en 2040 et encore inférieure à 50 % en 2060. En plus de l'effet démographique, ce scénario repose sur l'hypothèse d'une augmentation annuelle de 0.6 % des dépenses de bien-être au titre d'améliorations de qualité (Konjunkturinstitutet, 2018^[46]). Un tableau comparable ressort des scénarios à long terme établis par l'OCDE, qui montrent dans quelle proportion le rapport des recettes primaires des administrations publiques au PIB devrait augmenter pour que la dette publique puisse être stabilisée à son niveau actuel lorsque les tensions sur les coûts liés au vieillissement augmenteront (Graphique 21). Dans le scénario de référence (hypothèse de non-modification de l'action publique), il faudrait que les recettes augmentent de deux points de pourcentage du PIB d'ici 2040 et de près de six points de pourcentage du PIB d'ici 2060, notamment pour compenser la hausse des coûts des soins de santé. Un relèvement de l'âge légal de la retraite parallèle à l'augmentation de l'espérance de vie, et des réformes du marché du travail ayant pour effet d'améliorer le taux d'emploi, permettraient de réduire les besoins de financement. Combiner réformes du marché du travail et maîtrise de la hausse des dépenses de santé permettrait de stabiliser la dette à son niveau actuel sans augmenter le rapport recettes/PIB.

La transformation numérique ouvre de larges perspectives s'agissant d'améliorer la qualité et la réactivité des services publics, d'élaborer de nouveaux services et d'accroître l'efficacité, même si dans certains cas, le risque existe que les innovations provoquent une augmentation de la demande de services et une hausse des dépenses si des réglementations et incitations appropriées ne sont pas mises en place. Par exemple, leur simplicité d'accès et leur faible coût ont récemment accru la demande de services de télémédecine, faisant naître des préoccupations en termes d'utilisation excessive et de qualité des soins (Blix and Jeansson, 2018^[47]). La Suède s'est dotée d'une stratégie numérique ambitieuse, intégrant de nombreuses initiatives destinées à développer les prestations de services publics en ligne, et se classe parmi les pays les plus performants pour la plupart des indicateurs figurant dans le rapport de la Commission européenne sur l'administration électronique (eGovernment Benchmark 2018) (European Commission, 2017^[48]).

Néanmoins, des marges d'amélioration existent dans certains domaines, notamment s'agissant de promouvoir l'utilisation des services publics en ligne parmi les catégories de population et les régions en retard, ou encore d'améliorer l'interopérabilité des systèmes informatiques et l'échange de données. L'administration suédoise possède deux caractéristiques qui compliquent cette tâche : d'une part la séparation des rôles de conception stratégique et de mise en œuvre entre les ministères et les organismes autonomes, et d'autre part la décentralisation. De ce fait, une coordination entre les entités concernées aux différents niveaux d'administration s'impose. La création, en 2017, d'un Conseil du numérique composé de dix membres, qui a pour mission de fournir des orientations et d'assurer la coordination de la politique du numérique, et, en septembre 2018, d'une nouvelle Agence pour l'administration électronique dont les 50 à 70 membres seront chargés de coordonner et d'appuyer la transformation numérique du secteur public, vont aider la Suède à atteindre ces objectifs. Cela étant, d'autres mesures seront sans doute nécessaires pour échafauder une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration, par exemple la création d'un « coordinateur du numérique » (qui pourrait être soit une personne physique, soit une petite entité), doté d'un budget discrétionnaire pour cofinancer des politiques publiques et promouvoir par des incitations la coopération entre les institutions publiques (OECD, 2018^[49]).

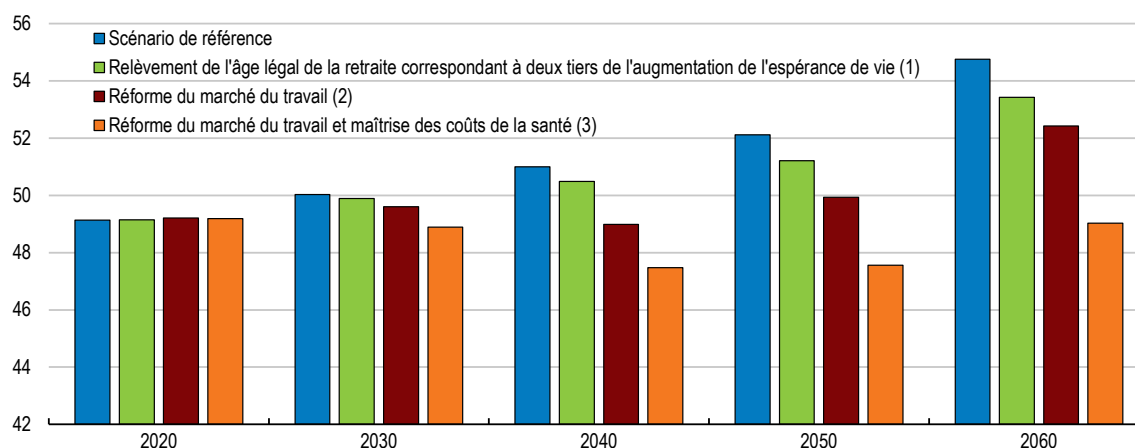
Graphique 20. Le ratio de dépendance augmente fortement

Note : Le ratio de dépendance est calculé comme le nombre d'enfants (de 0 à 14 ans) et de personnes âgées (65 ans et plus) rapporté à la population d'âge actif (15-64 ans). Estimations fondées sur la variante moyenne des projections des Nations Unies. Les pays à revenu élevé sont définis sur la base du revenu national brut par habitant de 2016 tel que calculé par la Banque mondiale. L'Europe du Nord comprend les Pays baltes et nordiques, l'Irlande et le Royaume-Uni.

Source : Nations Unies, Perspectives de la population mondiale: la révision de 2017.

Graphique 21. Les tensions à long terme sur les coûts liés au vieillissement sont modérées

Variation des recettes primaires requise pour stabiliser le ratio dette brute/PIB, en points de pourcentage du PIB



1. L'âge de la retraite est repoussé de trois ans entre 2018 et 2060. En conséquence, le taux d'emploi des 15-74 ans augmente d'environ deux points de pourcentage.

2. Un ensemble de réformes du marché du travail mises en œuvre entre 2020 et 2030 (par exemple réduction des coins fiscaux, mesures de politique active du marché du travail) permet de réduire de moitié l'écart par rapport aux cinq premiers pays de l'OCDE concernant plusieurs indicateurs du marché du travail. En conséquence, le taux d'emploi des 15-74 ans augmente d'environ 5.5 points de pourcentage d'ici 2060.

3. Réforme du marché du travail telle qu'envisagée à la note (2) et diminution de moitié des dépenses de santé par rapport au scénario de base, qui prévoit une hausse de 1.3 % par an, sur la base de la tendance historique. Pour plus de détails, voir Guillemette and Turner (2018^[50]), « The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060 », OECD Economic Policy Paper, n° 22.

Source : *Perspectives économiques*, projections à long terme (base de données).

Tableau 7. Recommandations antérieures concernant la politique budgétaire et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Continuer sur la voie d'une politique budgétaire prudente tout en permettant la prise en charge des dépenses temporaires liées à l'immigration pour faciliter l'intégration des personnes concernées.	La Suède a eu recours à juste titre à des mesures d'expansion budgétaire pour soutenir la reprise et financer les dépenses temporaires, mais l'orientation de la politique budgétaire est devenue plus expansionniste en 2018.

Des réformes structurelles permettraient d'accroître la productivité et le bien-être

Des déséquilibres subsistent sur le marché du logement

Alors que les prix du logement semblent se stabiliser, le marché de l'immobilier d'habitation reste en proie à diverses difficultés, parmi lesquelles : une réglementation fiscale qui encourage les ménages à s'endetter et creuse les inégalités ; une réglementation restrictive de la location, qui ne permet pas une utilisation optimale du parc immobilier et freine la mobilité ; des plans d'occupation des sols inefficaces ; la faiblesse des mesures incitant les communes à promouvoir la construction d'ensembles immobiliers, qui bride l'offre de logements, entraîne un manque de concurrence dans le secteur de la construction et tire les coûts vers le haut (Encadré 4). Le plan en 22 points, adopté par le gouvernement en 2015, est en cours de déploiement et prévoit diverses mesures pour libérer de nouveaux terrains à bâtir, abaisser les coûts de construction et accélérer les procédures d'urbanisme, ainsi que des subventions à la construction de logements locatifs, en échange d'un plafonnement des loyers sur une période de 15 ans (Ministry of Finance, 2016^[51]). Si ces mesures peuvent aider à résorber le déficit de logements, un plan de réforme global serait nécessaire pour restaurer l'accessibilité financière des logements. Ces réformes ont été esquissées dans les précédentes *Études économiques* de la Suède de l'OCDE et leurs principales recommandations sont reprises dans le Tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8. Recommandations antérieures concernant la politique du logement et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Réformer l'impôt périodique sur la propriété immobilière afin que le prélèvement réalisé corresponde mieux à la valeur des biens. Supprimer progressivement la déductibilité des intérêts d'emprunts hypothécaires.	Aucune mesure n'a été prise jusqu'ici, mais une vaste réforme fiscale devrait être engagée dans le but, entre autres, de réduire l'endettement des ménages et d'améliorer le fonctionnement du marché de l'immobilier d'habitation.
Renforcer la coopération entre les collectivités locales et l'État sur les questions d'urbanisme et inciter davantage les communes à libérer rapidement les zones à aménager. Simplifier les procédures d'urbanisme en trouvant un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales.	Le plan Logement en 22 points, adopté en 2015, qui prévoit des mesures pour libérer plus de foncier à bâtir et accélérer les procédures d'urbanisme, est en cours de déploiement.
Assouplir la réglementation des loyers de façon à favoriser un accroissement de l'offre d'immobilier locatif, la mobilité de la population et une meilleure utilisation du parc de logements, tout en continuant de protéger les locataires contre les abus.	Aucune mesure n'a été prise jusqu'ici, mais la fixation des loyers doit être libéralisée pour les logements neufs.

Encadré 5. Réformer la politique du logement

La Suède a connu l'une des plus fortes hausses des prix de l'immobilier enregistrées dans l'OCDE au cours des deux dernières décennies, ce qui a érodé l'accessibilité financière des logements et gonflé la dette des ménages. Si des mesures macroprudentielles peuvent aider à contenir le risque financier, des mesures d'ordre structurel s'impose pour faire que le logement soit accessible à tous. L'offre de logements neufs est insuffisante pour répondre aux besoins engendrés par une croissance rapide de la population (Boverket, 2018_[52]). Le strict encadrement du marché locatif et l'absence quasi totale de hiérarchisation des priorités dans les procédure d'attribution de logements des bailleurs municipaux aboutissent à de longues listes d'attente, en particulier à Stockholm (*Études économiques de la Suède 2017* de l'OCDE). Si les gouvernements précédents ont pris des mesures pour améliorer le fonctionnement du marché du logement, dont le plan en 22 points adopté en 2015 et en cours de déploiement (voir le corps du texte), une approche plus globale et plus ambitieuse des enjeux du logement serait tout à fait indiquée. En effet, les mesures adoptées peuvent se renforcer mutuellement si elles sont mises en œuvre dans le cadre d'un train de réformes cohérent, tandis que des mesures prises isolément les unes des autres peuvent se révéler moins efficaces, voire aller à l'encontre du but recherché. Le présent encadré recense les principaux ingrédients qui devraient entrer dans la composition de bonnes réformes, telles qu'elles ont été esquissées dans les précédentes *Études économiques* de la Suède de l'OCDE

Taxation de la propriété immobilière

En l'absence de taxation des loyers imputés et vu la faiblesse des taux d'imposition de l'immobilier et la générosité des possibilités de déduction des intérêts d'emprunts hypothécaires, la fiscalité suédoise privilégie la propriété du logement plutôt que la location. La suppression progressive de la déductibilité des intérêts d'emprunts est le moyen le plus direct pour parvenir à la neutralité fiscale au regard du régime d'occupation des logements, mais atteindre cet objectif de neutralité en relevant la fiscalité immobilière ou en taxant les loyers imputés, tout en maintenant la déductibilité des intérêts d'emprunts, présenterait un intérêt en termes de redistribution, notamment pour les jeunes ménages. Plusieurs pays de l'OCDE, dont la Finlande et les Pays-Bas, sont en train de réduire les possibilités de déduction des intérêts d'emprunts hypothécaires.

Plan d'occupation des sols

Des inefficiences dans les plans d'occupation des sols et le fait que les communes ne soient guère incitées à encourager les constructions contribuent au déficit de logements. Aussi serait-il souhaitable de renforcer la coopération entre l'État et les collectivités locales pour l'élaboration des plans d'occupation des sols et faire en sorte que les communes soient plus incitées à faciliter la libération rapide de terrains à bâtir. L'élaboration des plans d'urbanisme devrait également être simplifiée et assurer un meilleur équilibre entre les aspects économiques, environnementaux et sociaux. Le plan en 22 points en faveur du logement prévoit des mesures pour libérer plus de foncier à bâtir et accélérer les procédures d'urbanisme, des dispositions qui vont dans le bon sens.

Réglementation des loyers

La réglementation des loyers en Suède est l'une des plus restrictives d'Europe (Cuerpo, Kalantaryan and Pontuch, 2014_[54]), si bien qu'elle dissuade l'investissement dans le logement locatif, freine la mobilité et conduit à une utilisation inefficace du parc de logements. Qui plus est, il semble qu'elle amplifie, plutôt qu'elle ne réduise, la ségrégation

spatiale (Lind, 2015^[53]). Des travaux de recherche récents portant sur les États-Unis confirment les effets négatifs de l'encadrement des loyers sur la mobilité et l'offre de logements (Diamond, McQuade and Qian, 2018^[56]). Le nouveau gouvernement entend libéraliser la fixation des loyers pour les logements neufs, ce qui serait plus incitatif pour investir dans le parc locatif. Il conviendrait d'envisager d'assouplir encore graduellement la réglementation tout en maintenant la protection des locataires contre les pratiques abusives. La Finlande fournit un exemple probant d'une déréglementation du logement locatif qui remonte au début des années 1990 (Kettunen and Ruonavaara, 2015^[57]; de Boer and Bitetti, 2014^[58]).

Concurrence dans le secteur de la construction

Les coûts de construction sont plus élevés que dans la majorité des pays de l'UE. Il conviendrait d'encourager la concurrence dans le secteur de la construction et des matériaux de construction (voir section consacrée à la productivité).

D'autres mesures pourraient être également envisagées, notamment de nouvelles aides des pouvoirs publics pour une meilleure accessibilité financière des logements et la hiérarchisation des priorités dans les procédures d'attribution des bailleurs municipaux.

La productivité pourrait être améliorée dans certains secteurs

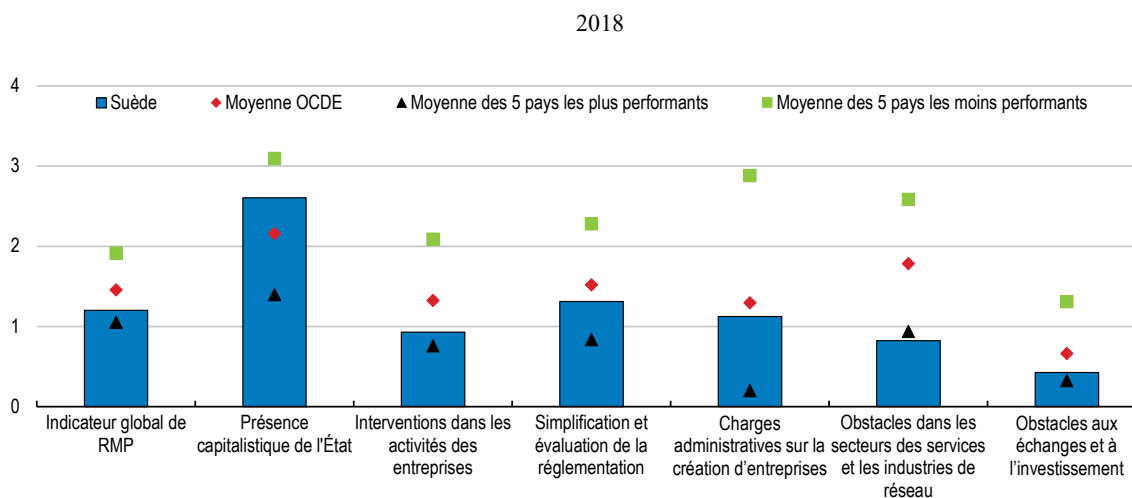
L'environnement des entreprises en Suède est propice à l'entrepreneuriat et à la concurrence, ainsi qu'en attestent le dynamisme de l'écosystème de la création d'entreprise et les indicateurs de réglementation des marchés de produits (RMP) de l'OCDE (Graphique 22). L'indicateur global de RMP de la Suède en 2018 est proche de la moyenne des cinq pays les plus performants en la matière. La Suède fait mieux que la moyenne de l'OCDE pour la plupart des sous-indicateurs. Tel n'est pas le cas pour la présence capitalistique de l'État. En outre, les charges administratives sur la création d'entreprises sont proches de la moyenne de l'OCDE et pèsent nettement plus lourdement que dans les pays les plus performants, bien que le délai laissé au service chargé du registre des sociétés pour immatriculer une nouvelle entreprise ait été ramené à cinq jours en 2015. L'impact du degré de présence capitalistique de l'État, supérieur à la moyenne de l'OCDE, est atténué par le haut niveau de qualité de la gouvernance dans les entreprises publiques suédoises. Il n'empêche que la forte croissance de la productivité observée dans les secteurs exposés à une vive concurrence internationale n'a généralement pas trouvé d'équivalent dans les secteurs plus protégés, sauf dans le commerce de détail. Dans une certaine mesure, ces résultats s'expliquent par la difficulté à réaliser des gains de productivité dans les secteurs de services, par rapport à l'industrie. Cela étant, les progrès continus des technologies ouvrent un vaste potentiel pour gagner en productivité, même dans les services, pour peu que ces progrès aillent de pair avec de bonnes politiques publiques (Blix, 2015^[55]; Sorbe, Gal and Millot, 2018^[56]).

Il semble que des gains de productivité pourraient être réalisés dans des secteurs comme la construction et les services publics. Les coûts de construction demeurent plus élevés que dans la majorité des pays de l'UE, même une fois prise en compte la corrélation positive entre les niveaux de prix et de revenu (graphique 23). Si les écarts de prix à la construction étaient au même niveau que ceux des prix à la consommation relativement à la moyenne de l'UE, ils seraient inférieurs de près de 20 %. Dans l'hypothèse où ces écarts de prix traduiraient des écarts de productivité, on aboutirait à un niveau de productivité dans l'ensemble de l'économie qui serait supérieur d'environ 1.2 % par rapport au niveau actuel. Il s'agit d'une fourchette basse puisque seuls sont pris en compte les effets directs. Les

réglementations de la construction et de l'urbanisme ont été mises en ligne en langues étrangères pour attirer des concurrents étrangers dans le secteur. La concurrence reste néanmoins faible. Un rapport récent de l'autorité suédoise chargée de ces questions préconise de procéder à de nouvelles analyses dans trois directions pour renforcer la concurrence dans le secteur : l'impact de certaines obligations spéciales au niveau des communes sur la construction de logements et la concurrence ; le faible nombre d'offres soumises dans le cadre des marchés publics passés par les bailleurs municipaux ; l'absence d'études sur la concurrence sur le marché des matériaux de construction (Konkurrensverket, 2018^[57]).

La Suède dispose en principe d'une réglementation des entreprises et de procédures administratives efficaces, et des mesures de simplification ont été adoptées récemment dans les secteurs de la restauration et du tourisme (Tableau 9). Des améliorations seraient néanmoins possibles, qui pourraient être facilitées par le passage au numérique. L'idée de « bacs à sable » réglementaires, qui permettent de tester des produits et des services dans un environnement régulé, pourrait être prônée à titre d'approche innovante de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures et de règles dans l'économie numérique (OECD, 2018^[37]). La politique de l'innovation soutient l'entrepreneuriat, y compris auprès des immigrés et des femmes, et depuis 2018, une fiscalité allégée s'applique aux options sur actions dans les entreprises de moins de 50 salariés. Cela dit, des études récentes de l'OCDE laissent penser que le régime suédois d'insolvabilité pénalise plus lourdement l'échec que ceux d'autres pays de l'OCDE (Adalet McGowan, Andrews and Millot, 2017^[42]). Les travaux en cours sur une nouvelle directive de l'UE sur l'insolvabilité (European Commission, 2016^[58]), dont l'objet était de faciliter la restructuration des entreprises le plus en amont possible et d'offrir une seconde chance aux entrepreneurs faillis dignes de confiance, devraient aboutir à des améliorations dans le régime d'insolvabilité en Suède.

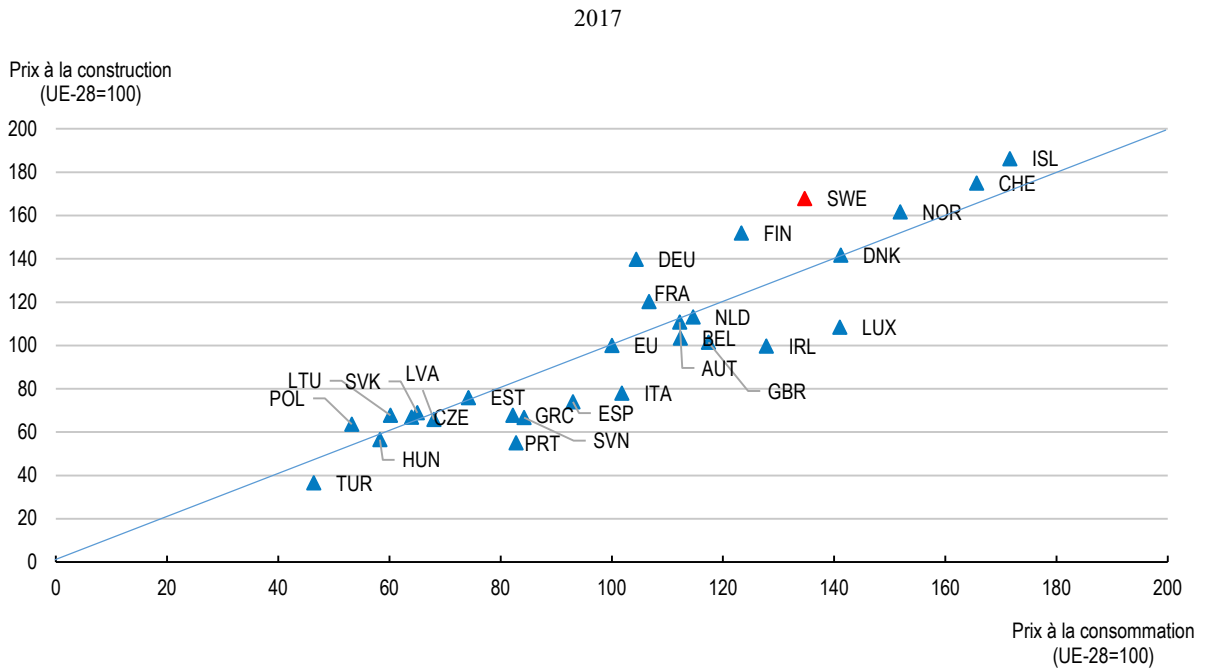
Graphique 22. La réglementation des marchés de produits est légère



Note : Les indicateurs varient sur une échelle de 0 à 6 (de la réglementation la moins à la plus restrictive).

Source : Résultats préliminaires (au 20 février 2019) tirés de la base de données de l'OCDE sur les indicateurs de RMP.

Graphique 23. Les coûts de construction sont élevés



Comment lire ce graphique : Les pays situés au-dessus de la droite à 45° présentent des écarts de prix relatifs par rapport à la moyenne de l'UE-28 qui sont plus importants pour le secteur de la construction que pour celui des biens de consommation. Le niveau relatif des prix à la construction en Suède est supérieur de plus de 60 % à la moyenne de l'UE, contre un écart de moins de 40 % pour le niveau des prix à la consommation.

Source : Eurostat.

Tableau 9. Recommandations antérieures concernant la réglementation des entreprises et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Uniformiser les règles de la construction entre les communes. Faciliter l'accès des petites entreprises et des entreprises étrangères aux procédures de passation des marchés publics en améliorant la rapidité, la prévisibilité et la lisibilité de ces procédures.	Le plan Logement en 22 points, adopté en 2015 et dont le déploiement progressif est en cours, prévoit des mesures pour libérer plus de foncier à bâtir, diminuer les coûts de construction et accélérer les procédures d'urbanisme. Une analyse a été lancée en vue de simplifier et d'assouplir la réglementation des procédures de marchés, mais aussi de réduire le nombre de recours. Les réglementations de la construction et de l'urbanismes ont été mises en ligne en plusieurs langues
Simplifier les procédures réglementaires, notamment la délivrance d'autorisations et de permis.	Certaines initiatives prometteuses de recours au numérique et de simplification des procédures ont été prises, en particulier dans les secteurs de la restauration et du tourisme. Certaines administrations utilisent désormais des outils numériques pour améliorer leurs services, simplifier les procédures et réduire les délais de traitement.

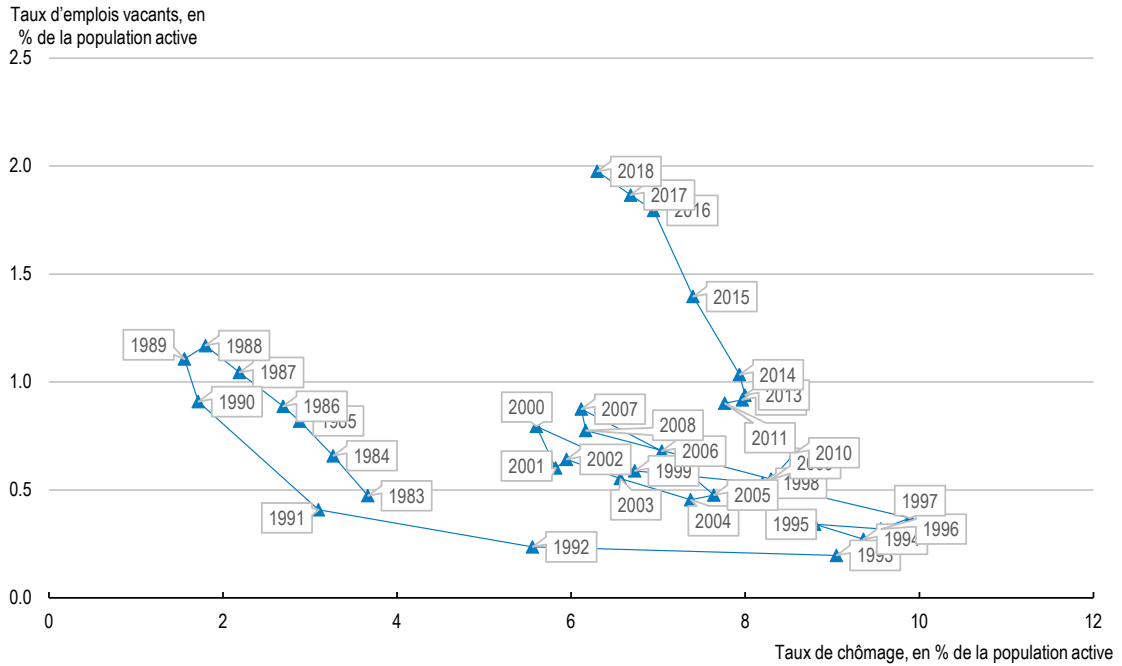
Le taux d'emploi est élevé, mais certains éprouvent encore de grandes difficultés à trouver du travail

Même si la Suède affiche le taux d'emploi le plus élevé de l'Union européenne (UE), l'appariement entre les offres et les demandes d'emploi devient de plus en plus difficile (Graphique 25). Des pénuries de main-d'œuvre sont apparues dans de nombreux secteurs, notamment dans les technologies de l'information, l'informatique, la santé et l'éducation (Arbetsförmedlingen, 2018).

Les réfugiés et la main-d'œuvre peu qualifiée éprouvent encore de grandes difficultés à trouver du travail. Le taux de chômage des actifs nés à l'étranger est d'environ 15 %, contre moins de 4 % pour ceux nés en Suède, et le nombre de demandeurs d'emploi nés à l'étranger a fortement augmenté depuis 2009 (Graphique 26). Néanmoins, l'intégration des réfugiés sur le marché du travail s'est améliorée pour les cohortes les plus récentes, sous l'effet du renforcement des politiques d'intégration et du dynamisme de la demande de main-d'œuvre (NIER, 2018^[59]).

Des mesures ont été prises afin de faciliter le retour au travail des chômeurs de longue durée ainsi que l'insertion dans l'emploi des migrants nouvellement arrivés dans le pays et des personnes en situation de handicap, dans la mesure où le niveau élevé des salaires d'embauche constitue un obstacle à l'emploi des travailleurs peu qualifiés (*OECD Economic Survey of Sweden, 2017*). Cinq dispositifs d'aide à l'emploi ont été fusionnés en mai 2018 en un dispositif unique d'emplois d'insertion (*Introduction jobs*), qui subventionne à 80 % le coût du salaire brut mensuel de ces emplois aidés, plafonné à 20 000 SEK par mois. Les aides en faveur des catégories encore plus éloignées de l'emploi ont augmenté, les conditions d'admission au dispositif ont été harmonisées et les règles en ont été simplifiées pour alléger les formalités administratives à la charge des employeurs et du service public de l'emploi. En outre, le précédent gouvernement et les partenaires sociaux étaient convenus, en mars 2018, d'adopter des « accords d'entrée », conjuguant emploi et formation des adultes à l'échelon communal dans le cadre du système d'enseignement formel et axés sur les migrants récemment arrivés et les chômeurs de longue durée. La rémunération prévue au titre de ces accords se compose d'un salaire et de prestations versées par l'État. Ces accords d'entrée s'inscrivent dans le cadre du programme du nouveau gouvernement (voir l'encadré 1). La législation sur la protection de l'emploi permanent est restrictive, ce qui tend à compliquer l'accès des peu qualifiés à l'emploi (OECD, 2017^[60]) et à réduire les gains de productivité (Martin and Scarpetta, 2012^[61]; Uddén Sonnegård, 2017^[62]). Le nouveau gouvernement envisage d'assouplir quelque peu la législation sur la protection de l'emploi applicable aux contrats permanents. Les nouvelles formes de travail, notamment les emplois des plates-formes numériques, pourraient nécessiter que l'on actualise le droit du travail et que l'on élargisse la couverture des conventions collectives.

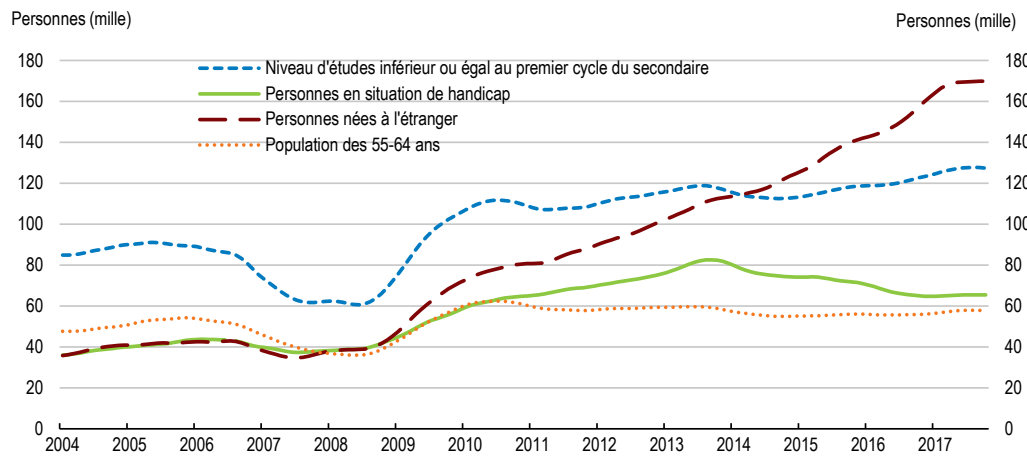
Graphique 24. Le décalage entre offres et demandes d'emploi va croissant



Note : Un éloignement (rapprochement) dans le temps de la courbe de Beveridge par rapport à l'origine des axes dénote une dégradation (amélioration) de l'efficacité dans la mise en concordance des offres et des demandes d'emploi sur le marché du travail.

Source : OCDE, série de données « Chômeurs inscrits et offres d'emploi » et « Statistiques de population active annuelles » ; et Bureau central des statistiques (SCB, *Statistiska centralbyrån*).

Graphique 25. Le nombre de chômeurs déclarés demeure élevé parmi les catégories vulnérables



Source : Agence pour l'emploi (*Arbetsförmedlingen*) suédoise.

Tableau 10. Recommandations antérieures concernant la politique de l'emploi et mesures prises

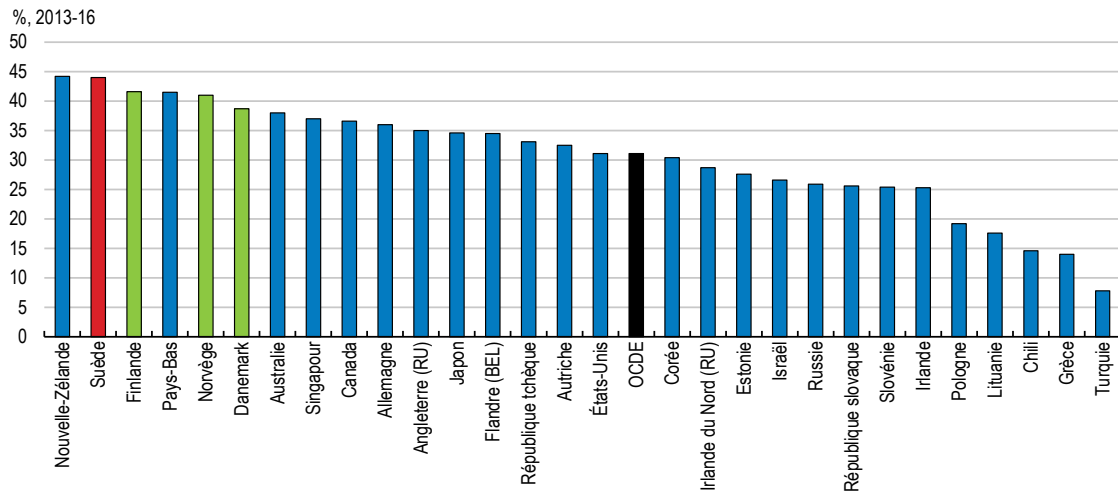
Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Réduire l'écart entre travailleurs permanents et travailleurs temporaires dans la législation sur la protection de l'emploi et assouplir la réglementation relative aux salaires d'embauche.	Aucune mesure n'a été prise. Le nouveau gouvernement devrait mettre en place une commission chargée de déterminer comment instaurer un meilleur équilibre en matière de protection de l'emploi entre les différents types d'emploi.
Continuer de simplifier les procédures pour aider les migrants à obtenir leurs permis de séjour et de travail.	Les dispositifs visant à accélérer l'intégration des migrants sont montés en puissance et comprennent une obligation d'éducation et de formation, la reconnaissance des qualifications et la rémunération financière des communes accueillant des réfugiés.
Rationaliser les dispositifs de subventions à l'emploi en les fusionnant et en les harmonisant pour mieux cibler les travailleurs les plus vulnérables, alléger les formalités administratives correspondantes et augmenter le nombre de bénéficiaires.	Cinq dispositifs d'aide à l'emploi ont été fusionnés en un programme unique (emplois d'insertion) en 2018, qui subventionne à 80 % le coût du salaire brut mensuel de ces emplois aidés, plafonné à 20 000 SEK par mois.

La main-d'œuvre est très qualifiée mais les pouvoirs publics devraient anticiper

Des travaux récents de l'OCDE confirment que le capital humain est un déterminant essentiel de la croissance (Égert et al., 2018^[63]) et le niveau de qualification élevé de la main-d'œuvre en Suède est l'un des principaux atouts du pays. La Suède se classe en haut du palmarès dans tous les domaines couverts par le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC), et notamment en résolution de problèmes dans des environnements à forte composante technologique (Graphique 27). Cependant, le rythme rapide du changement technologique crée de nouveaux enjeux et exige des compétences nouvelles qui exposent certains emplois au risque d'automatisation, et des emplois bien plus nombreux encore au risque d'être profondément modifiés (Graphique 28). Supérieure à la moyenne de l'OCDE, la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur en sciences est restée globalement constante au cours des dix dernières années en Suède, tandis que le pourcentage de diplômés des filières des technologies de l'information et de la communication (TIC) avoisine la moyenne de l'OCDE. Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée sont aiguës dans le secteur des TIC.

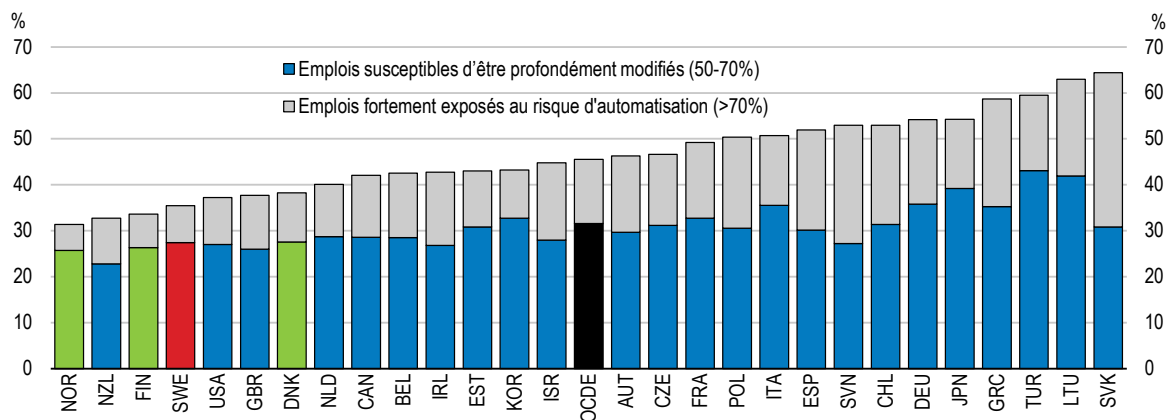
Les femmes sont sous-représentées parmi les diplômés des filières scientifiques et technologiques (TIC), ce qui peut certes être l'expression de préférences personnelles, mais aussi de normes sociales et de stéréotypes. On pourrait faciliter l'entrée et l'avancement des femmes dans les professions scientifiques et technologiques en favorisant davantage la constitution de réseaux et la coopération entre les écoles et les fédérations professionnelles, les organisations de la société civile et le monde de l'entreprise (OECD, 2015^[64]). Cette coopération permettrait d'étoffer le réservoir de main-d'œuvre qualifiée, de recueillir les fruits de la diversité et de contribuer à réduire encore les inégalités hommes-femmes, les professions des secteurs technologiques étant généralement plus valorisées en termes de rémunération et de statut social.

Graphique 26. Une forte proportion de la population adulte possède de solides compétences en résolution de problèmes



Note : Pourcentage d'adultes obtenant le niveau 2 ou 3 au test d'évaluation PIAAC. La résolution de problèmes est définie comme la capacité d'utiliser les technologies numériques, les outils de communication et les réseaux pour acquérir et évaluer de l'information, communiquer avec autrui et accomplir des tâches pratiques.
Source : Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC).

Graphique 27. De nombreux emplois sont exposés au moins partiellement au risque d'automatisation



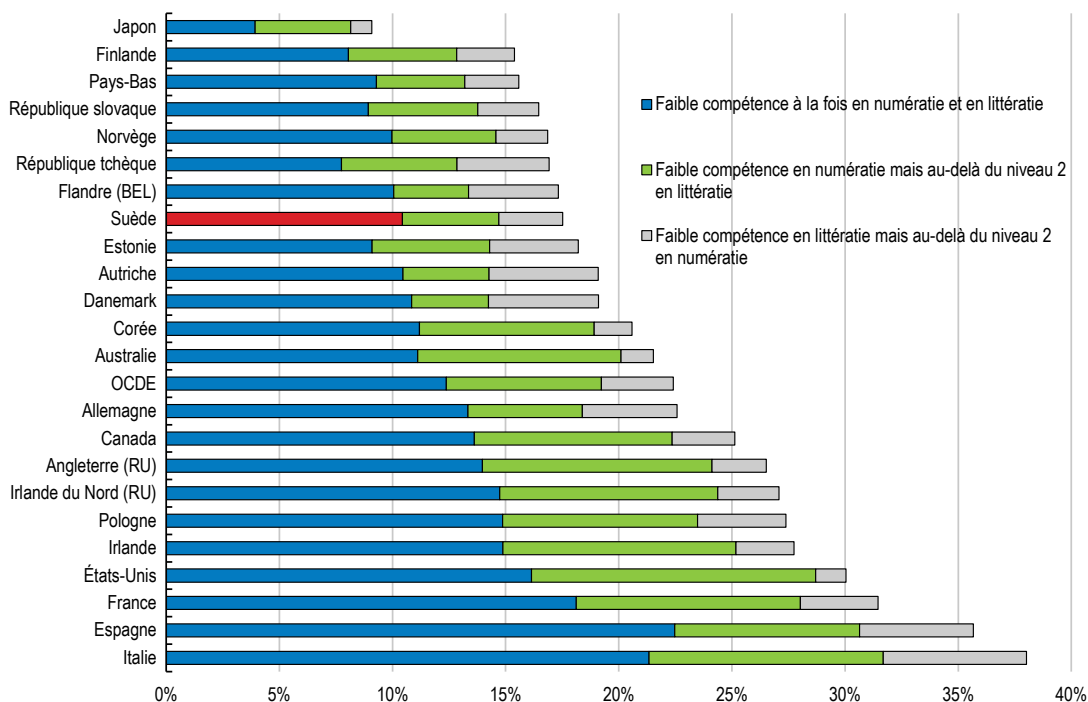
Note : Un emploi est fortement exposé au risque d'automatisation lorsque la probabilité qu'il soit automatisé est de 70 % au moins. Il est susceptible d'être profondément modifié lorsque la probabilité qu'il soit automatisé est estimée entre 50 % et 70 %.

Source : Nedelkoska, L. and G. Quintini (2018), « Automation, skills use and training », *Documents de travail de l'OCDE : questions sociales, emploi et migrations*, n° 202, Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/2e2f4cea-en>.

L'accélération du changement technologique exige des individus qu'ils s'adaptent à de nouvelles tâches et qu'ils développent leurs compétences pendant toute la durée de leur vie active. À cet effet, il faut à la fois de solides compétences de base et une formation adéquate tout au long de la vie. Bien que la Suède bénéficie de l'un des niveaux les plus élevés de

l'OCDE s'agissant des compétences des adultes, près d'une personne sur cinq présente un faible niveau de compétence en littératie ou en numératie, voire dans les deux. (Graphique 29).

Graphique 28. Près d'une personne sur cinq manque de certaines compétences de base



Source : Musset, P. (2015), « Building Skills for All: A Review of Finland », *Études de l'OCDE sur les compétences*.

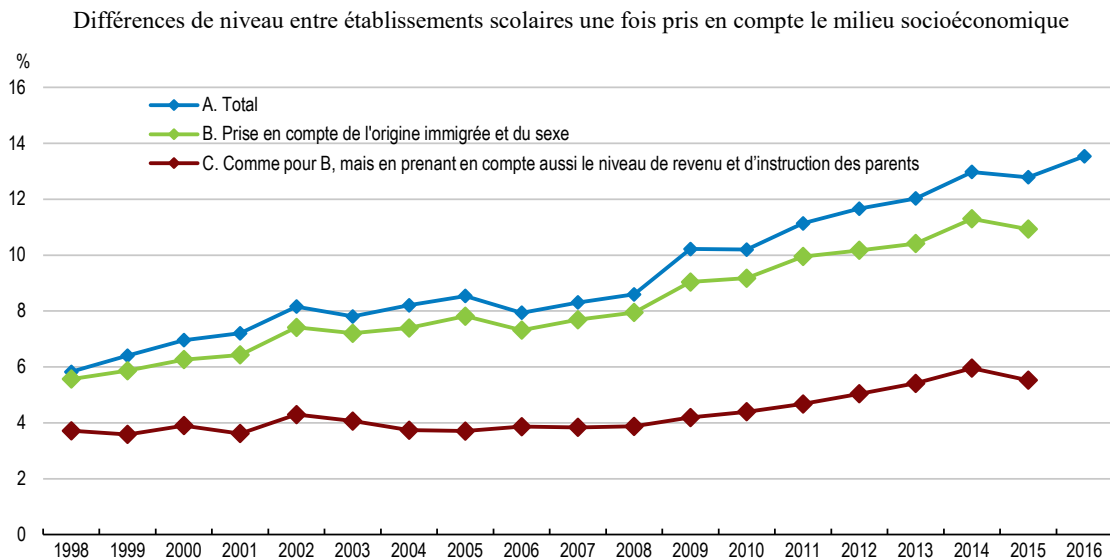
Dans un pays où l'emploi peu qualifié ne représente que 5 % environ de l'emploi total et où les tâches répétitives sont de plus en plus souvent automatisées, les individus à faible niveau en compétences de base se trouvent en position de net désavantage. Aussi est-il crucial de veiller à ce que les jeunes, y compris ceux issus de milieux défavorisés, acquièrent de solides compétences de base et à ce que les adultes, et notamment les migrants, qui ne disposent pas de toutes ces compétences se voient offrir une chance de les acquérir.

Il faut renforcer les résultats scolaires et l'équité du système éducatif

Les résultats scolaires en Suède ont reculé pendant deux décennies, à partir du début des années 1990. Les réformes mises en œuvre pour décentraliser le système scolaire et introduire la liberté de choix de l'établissement, la concurrence et la gestion par objectifs ont probablement pesé dans la balance, non pas en raison de l'orientation générale de ces réformes – l'OCDE compte plusieurs systèmes d'enseignement couronnés de succès qui sont décentralisés et se caractérisent par une certaine liberté de choix, une gestion par objectifs et la présence de prestataires privés (OECD, 2017_[65]) – mais en raison de problèmes concrets de conception et de mise en œuvre. La dernière édition de l'enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) a montré une amélioration, mais les résultats des élèves suédois n'ont fait que remonter péniblement la pente pour s'établir à un niveau proche de la moyenne de l'OCDE (OECD, 2016_[66]; Gustafsson, Sörlin and Vlachos, 2016_[67]).

Les inégalités entre les élèves et les établissements scolaires se creusent. Les résultats des enfants sont de plus en plus déterminés par le statut socioéconomique de leurs parents et par l'endroit où ils vivent. Cette tendance tient en partie au plus faible niveau d'instruction des parents des élèves nés à l'étranger et au fait que les immigrés entrent dans le système scolaire suédois à un âge plus avancé que les cohortes précédentes. La ségrégation résidentielle et la liberté de choix de l'établissement sont les moteurs des inégalités scolaires (Graphique 29). Même si les données relatives aux effets d'entraînement entre élèves au sein des établissements d'enseignement suédois sont ambiguës, il existe clairement un risque que ces évolutions réduisent l'égalité des chances face à l'éducation. En outre, elles risquent d'éroder la performance moyenne du système scolaire, dans la mesure où la ségrégation pénalise davantage les élèves issus de milieux défavorisés qu'elle ne profite aux élèves issus de milieux favorisés (Skolverket, 2018^[68]; Böhlmark, Holmlund and Lindahl, 2016^[69]; OECD, 2016^[66]; Sund, 2009^[70]). Pour l'OCDE, il est prioritaire, pour combler l'écart entre les élèves immigrés et ceux qui sont nés en Suède, d'offrir aux immigrés la liberté de choix de l'établissement scolaire, ainsi que de renforcer les capacités d'enseignement, d'offrir des cours de langue et de renforcer la gestion de la diversité (Cerna *et al.*, 2019). Le gouvernement a lancé une enquête publique en 2018 pour analyser l'accroissement de la ségrégation scolaire, et proposer des mesures en vue de la réduire et de renforcer l'égalité des chances dans le cadre de l'enseignement obligatoire.

Graphique 29. La ségrégation scolaire aboutit à des résultats scolaires divergents



Note : Les niveaux correspondent aux moyennes relevées chez les élèves en classe de 9e. La différence de niveau entre établissements correspond au pourcentage de la différence globale de notes qui s'explique par les différences de moyennes entre établissements.

Source : Skolverket (2018^[68]).

Le recrutement d'enseignants de qualité en nombre suffisant est difficile après des années d'érosion du statut de la profession. Le problème se pose avec une acuité particulière dans les régions reculées du pays, les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ayant tendance à partir vers les villes. Des pressions démographiques ajoutent à la complexité du problème, le nombre d'élèves dans les écoles suédoises devant augmenter au cours des prochaines années tandis que le corps enseignant actuel vieillit.

Une vision commune des mécanismes à l'œuvre derrière ces difficultés et des moyens pour y remédier émerge et se substitue peu à peu à l'approche fragmentaire de la conduite des

réformes, qui prévaut depuis la fin des années 2000. L'enquête 2015 de la Commission pour l'école a joué un rôle important dans l'élaboration de ce consensus (School Commission, 2017^[71]). Cependant, des propositions qui seraient essentielles pour améliorer la capacité du système scolaire à donner à tous les élèves les mêmes chances de réussite, notamment l'affectation des élèves par tirage au sort dans les écoles trop demandées et l'introduction d'une obligation de financement minimum au niveau des écoles, continuent de susciter des clivages politiques.

Un grand nombre de systèmes scolaires performants dans divers pays présentent des éléments similaires à ceux du système suédois, et l'orientation générale des réformes des années 1990, caractérisées par la décentralisation, la liberté de choix et le développement d'une offre privée, n'était pas vouée à déboucher sur une dégradation des résultats scolaires. Ainsi, la Finlande dispose d'un système très décentralisé, mais la solidité du corps enseignant préserve la qualité de l'enseignement, tandis que le gouvernement œuvre en faveur de l'équité du système éducatif par une dotation de l'État qui couvre la moitié environ du financement de la scolarité obligatoire (OECD, 2015^[64]). Le système néerlandais présente lui aussi de fortes similitudes avec le système suédois. Les prestataires privés peuvent accéder librement au secteur de l'enseignement, et l'État finance à égalité les établissements publics et privés, mais à la différence de ce qui se fait en Suède, seuls les prestataires à but non lucratif bénéficient d'un financement public (Patrinos, 2011^[72]). Aux États-Unis, 41 États et le District de Columbia autorisent les établissements d'enseignement sous contrat (*charter schools*). Les lois relatives à ces établissements varient d'un État fédéré à l'autre, mais ils présentent des caractéristiques communes avec le système suédois : ils ne peuvent imposer de frais de scolarité, ni appliquer des critères d'admission. En cas de demandes d'inscription surnuméraires, ils doivent sélectionner les élèves par tirage au sort. Même si les *charter schools* n'obtiennent pas en moyenne de meilleurs résultats que les établissements publics d'enseignement, une fois pris en compte le milieu d'origine des élèves, nombre de ces établissements sous contrat se caractérisent par des résultats d'un niveau élevé, et les *charter schools* considérés isolément ainsi que dans leur ensemble semblent progresser au fil du temps (Epple, Romano and Zimmer, 2016^[73]). Plusieurs États fédérés appliquent des programmes de chèque-éducation ou de crédit d'impôt pour compenser les coûts d'inscription dans les établissements privés d'enseignement. Ces programmes permettent souvent d'améliorer les résultats de leurs bénéficiaires directs, notamment lorsqu'ils sont ciblés sur les groupes défavorisés sur le plan socioéconomique (Anderson and Wolf, 2017^[74]). Néanmoins, on ignore si ces progrès tiennent à un niveau de productivité plus élevé de ces établissements ou à des effets d'entraînement entre élèves, et les effets de ces programmes de chèque-éducation à l'échelle de l'ensemble du système demeurent incertains (Urquiola, 2016^[75]).

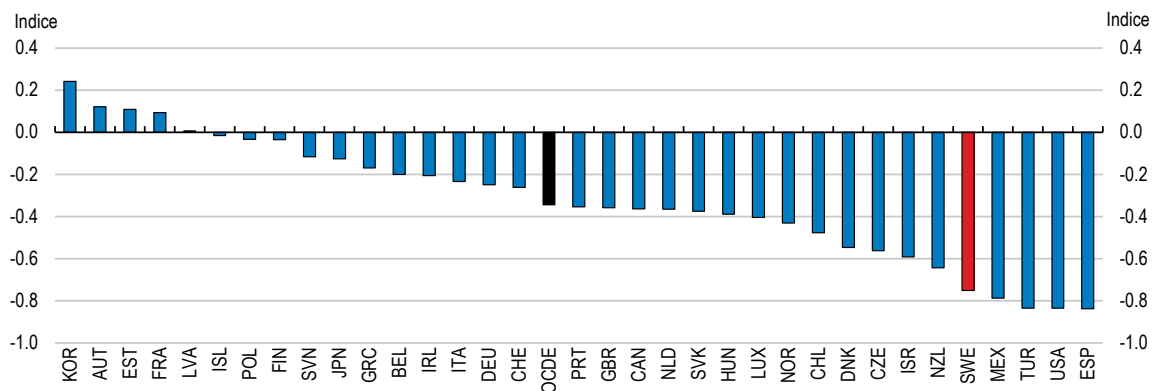
Or, la décentralisation et l'adoption d'une approche pragmatique de la gestion ont été trop brutales et sont allées trop loin. Trop vagues, les objectifs formulés au niveau central et les programmes de 1994 mettaient trop l'accent sur la responsabilité des élèves vis-à-vis de leur propre parcours d'acquisition (OECD, 2015^[64]; OECD, 2015^[76]). De nombreux domaines de l'action publique ont tout à gagner d'une perspective plus large que le périmètre local. Sans fixation d'un cap et sans financement depuis le niveau central, certains aspects majeurs des moyens de l'action publique, notamment les salaires des enseignants, le financement de péréquation des besoins socioéconomiques et la formation continue des enseignants, ne sont pas allés dans le bon sens. En effet, de nombreuses communes n'ont toujours pas les capacités d'organisation nécessaires pour gérer efficacement leurs établissements scolaires (OECD, 2015^[64]).

Un régime libéral pour l'établissement des prestataires privés, la course aux élèves et la possibilité de réaliser des profits privés auraient dû créer tout un arsenal d'incitations à renforcer les modalités de gouvernance et de contrôle. Au lieu de quoi les structures de gouvernance ont été vidées de leur substance, notamment avec la disparition des conseils régionaux de l'éducation (Gustafsson, Sörlin and Vlachos, 2016^[67]). De nombreux pays comptent une forte proportion d'écoles privées qui dépendent de ressources publiques, mais en règle générale, la réalisation de dividendes est encadrée et/ou l'entrée sur le marché de prestataires à but lucratif est limitée. La Suède est désormais le seul pays à disposer d'un vaste secteur de l'enseignement privé à but lucratif financé par des ressources publiques, maintenant que le Chili a décidé, pour des raisons d'équité, de retirer les financements publics à ce même secteur *via* la loi de 2015 sur l'inclusion et l'équité (OECD, 2018^[77]). L'enseignement privé se développe fortement en Suède, presque exclusivement sur le segment des établissements à but lucratif (Werne, 2018^[78]).

Le cadre institutionnel du système scolaire devrait être renforcé et l'État devrait réactiver certains des leviers de commande supprimés dans les années 1990, notamment en augmentant la proportion des financements centralisés et en remettant en place des conseils régionaux de l'éducation. Les autorités instaurent une dotation budgétaire globale pour que les établissements scolaires soient mieux financés en fonction des besoins liés à leur environnement socioéconomique. Cette dotation pourrait être complétée par un financement minimum non contraignant, dont le niveau serait fixé par l'État et qui serait intégré au système national de péréquation intercommunale des recettes. Une meilleure adéquation du financement des écoles avec les besoins et les objectifs d'équité permettrait aux établissements en ayant le plus besoin d'acquérir un matériel pédagogique de qualité et d'être dans la course pour attirer les meilleurs enseignants (Graphique 30). Une instance régionale de la structure nationale de gouvernance de l'école devrait être mise en place pour renforcer la coopération, améliorer le développement des compétences, favoriser une amélioration de la qualité et responsabiliser les acteurs à tous les niveaux du système scolaire.

Graphique 30. Les écoles situées dans des environnements socioéconomiques défavorisés ont des difficultés à attirer des enseignants

Indice de pénurie de personnel enseignant, différence entre établissements selon le milieu socioéconomique dont sont issus leurs élèves



Note : Indice estimé à partir des déclarations des chefs d'établissement en réponse au questionnaire d'accompagnement de l'enquête PISA. Un indice négatif dénote une pénurie de personnel enseignant plus forte dans les écoles dont les élèves sont issus de milieux socioéconomiques défavorisés.

Source : OCDE, PISA 2015, base de données, Tableaux II.6.2 et II.6.15.

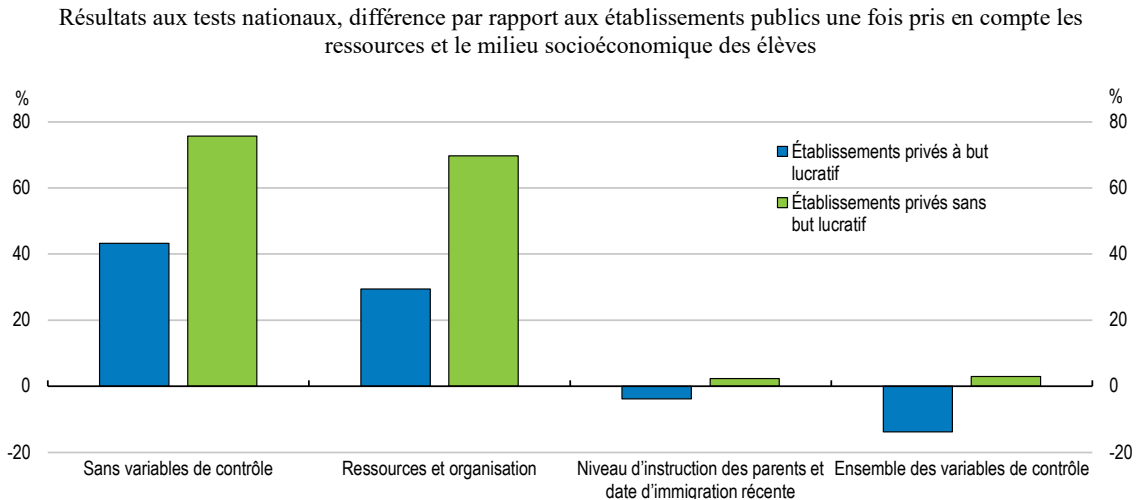
La concurrence et la liberté de choix de l'établissement ne donnent pas des résultats pleinement compatibles avec la notion de bien public aujourd'hui en Suède, étant donné les asymétries d'information et parce que les intérêts des écoles, les enseignants et les élèves du secteur privé ne coïncident pas avec l'intérêt général. Il en résulte un accroissement de la ségrégation scolaire (Böhlmark, Holmlund and Lindahl, 2016^[69]; Yang Hansen and Gustafsson, 2016^[79]). De nombreuses écoles privées sont très performantes, mais il est avéré qu'en moyenne, leurs résultats sont plus faibles que ceux des écoles publiques une fois pris en compte l'impact de l'environnement socioéconomique (André, Pareliussen and Hwang, 2019^[80]; OECD, 2016^[81]; Skolverket, 2018^[68]). La concurrence pourrait néanmoins être un facteur positif si elle relevait le niveau moyen de l'ensemble des établissements. Or, cet impact est minime dans le meilleur des cas, et peut même être négatif, si l'influence négative des autres élèves dans les écoles peu performantes l'emporte sur l'émulation produite par la concurrence dans un contexte où celle-ci renforce la ségrégation scolaire au fil du temps (Wondratschek, Edmark and Frölich, 2013^[82]; André, Pareliussen and Hwang, 2019^[80]). Pour tirer parti de la liberté de choix de l'établissement et de la concurrence, tout en limitant les effets secondaires négatifs, il faut remédier aux asymétries d'information et tenir compte des caractéristiques socioéconomiques des élèves pour l'attribution des places dans l'enseignement obligatoire et lorsque des investissements sont réalisés dans de nouveaux établissements.

Il pourrait être remédié aux asymétries d'information si l'on transformait les tests nationaux en une norme objective d'évaluation des compétences. On pourrait y parvenir en assurant l'intégrité du matériel d'évaluation et l'indépendance de la notation. Il est important de veiller à ce que les notes donnent une image équitable des compétences et des connaissances des élèves, étant donné que la sélection pour le passage de la fin de la scolarité obligatoire au deuxième cycle de l'enseignement secondaire dépend exclusivement des notes obtenues, et que les notes sont le principal élément de sélection lors du passage de l'enseignement secondaire au supérieur. L'échelle d'évaluation à six niveaux utilisée dans les procédures de sélection pondère plus fortement la progression depuis les notes les plus basses et un seul échec dans une matière fondamentale interdit l'accès aux filières nationales de deuxième cycle. Le système incite donc massivement les écoles à orienter leurs efforts vers la prévention de l'échec, en même temps qu'il crée également de l'échec puisqu'il engendre de manière quelque peu arbitraire des perdants à cause des effets de seuil au voisinage des notes les plus basses. L'attribution d'une pondération symétrique entre les notes les plus élevées (notes de passage) et les notes les plus basses et la suppression de l'obligation de réussite dans certaines matières pour l'admission dans le deuxième cycle du secondaire permettraient un meilleur équilibre de l'approche déployée pour aider les élèves à réaliser leur plein potentiel. De bonnes notes seraient toujours requises pour intégrer les programmes et les établissements les plus prisés, mais les élèves ne seraient pas privés d'accès à un large éventail de parcours éducatifs principalement en raison de leurs résultats dans les matières où ils sont les plus faibles.

Les communes doivent tenir compte du profil socioéconomique des élèves lorsqu'elles investissent dans de nouveaux établissements et pour l'attribution des places dans les établissements d'enseignement communaux. Pour que les décisions prises en matière d'implantation de nouveaux établissements permettent effectivement de faire reculer la ségrégation, une certaine coordination est nécessaire entre les communes et les prestataires privés. La liberté actuelle de création de nouveaux établissements privés devrait donc être mieux encadrée dans une optique de coordination. L'impact potentiel des nouveaux établissements sur la ségrégation scolaire devraient devenir un critère explicite dans les décisions d'ouverture d'une nouvelle école, de reprise d'un établissement ou d'augmentation

des effectifs scolarisés dans des établissements existants. Les communes devraient avoir davantage voix au chapitre à cet égard. Dans les établissements privés recevant des demandes d'inscription surnuméraires, l'affectation des élèves devrait se faire par tirage au sort, ou reposer sur un système de quotas de places réservées aux élèves issus de milieux socioéconomiques défavorisés (Graphique 31). Nimègue, aux Pays-Bas, et les Flandres, en Belgique, offrent des exemples de systèmes couronnés de réussite conjuguant liberté de choix de l'établissement et quotas socioéconomiques (OECD, 2015^[83]).

Graphique 31. Les meilleurs résultats obtenus par les établissements privés d'enseignement s'expliquent par la sélection des élèves



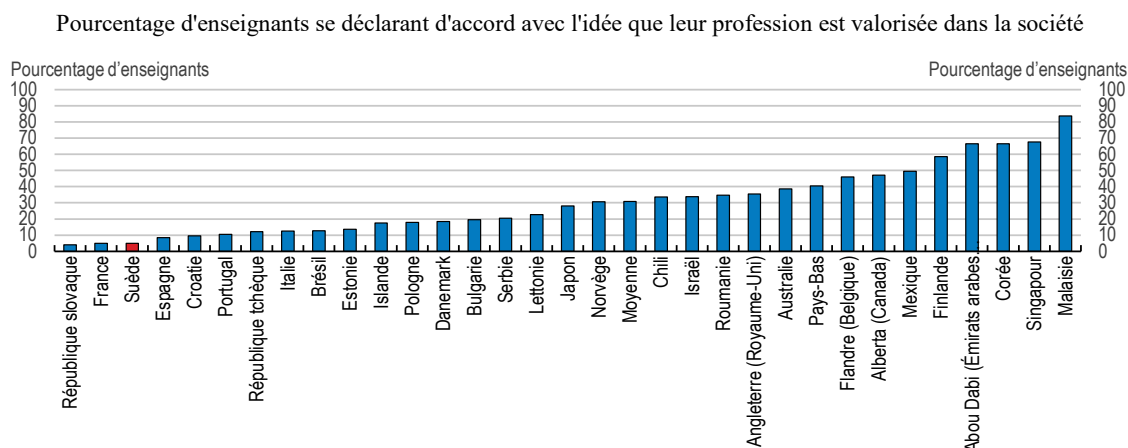
Note : Différence par rapport aux établissements publics dans le logarithme des résultats aux tests nationaux de mathématiques des élèves de classe de 9^e. Les colonnes correspondent aux coefficients des variables fictives d'établissements à/sans but lucratif dans un modèle de régression en panel estimé en utilisant des effets aléatoires, dont les données portent sur les années 2013-17. La colonne « Ensemble des variables de contrôle » correspond à la principale spécification du modèle dans André, Pareliussen et Hwang (2019^[62]). La colonne « Niveau d'instruction des parents et date d'immigration récente » prend en compte la proportion d'élèves dont les parents sont diplômés de l'enseignement supérieur et celle des élèves qui ont immigré au cours des quatre années précédant la réalisation des tests. La colonne « Ressources et organisation » prend en compte la dépense moyenne par élève de la commune, la proportion de professeurs certifiés, le nombre d'élèves par enseignant et un indicateur, mesuré par enquête, sur l'adaptation de l'enseignement aux besoins des élèves.

Source : Calcul des auteurs, à partir de André, Pareliussen et Hwang (2019^[62]).

Seuls 5 % des enseignants en Suède déclarent que l'enseignement est une profession valorisée dans la société, contre 59 % en Finlande, 31 % en Norvège et 31 % également pour la moyenne TALIS (Enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage) (Graphique 32). Il importe de rendre plus attrayant le métier d'enseignant pour pouvoir recruter suffisamment d'enseignants de haute qualité dans les temps à venir. Une meilleure formation des enseignants, faisant une plus large part aux travaux de recherche, un allongement de la durée de la formation théorique et pratique, l'amélioration de la formation et du développement tout au long de la vie *via* une structure régionale de gouvernance scolaire et une plus grande coopération, ainsi qu'un retour d'information et l'entraide entre collègues, seraient autant de mesures qui pourraient aider à améliorer la situation. Qui plus est, les chefs d'établissement et les personnels éducatifs devraient être libérés des tâches administratives et des formalités superflues de manière à pouvoir se concentrer sur leur cœur de métier, à savoir l'enseignement et l'encadrement. Les enseignants devraient être incités à progresser, à être performants et à relever de nouveaux défis. Le gouvernement a pris des mesures ces dernières années pour améliorer la

rémunération des enseignants et leur évolution de carrière. La paie des jeunes enseignants est maintenant nettement supérieure à la moyenne de l'OCDE (OECD, 2018^[84]). Enfin, un pilotage renforcé depuis une instance de gouvernance régionale, la définition claire et nette des périmètres de compétences et des responsabilités quant aux résultats, seraient des mesures qui iraient logiquement dans le bon sens.

Graphique 32. La profession d'enseignant attire peu de candidats



Source : OCDE, Enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS 2013), base de données, Tableau 7.2 et Graphique 7.3.

L'investissement dans la formation tout au long de la vie peut être un vecteur de croissance inclusive

Étant donné que de nombreux emplois sont fortement exposés au risque d'automatisation, ou susceptibles d'être profondément modifiés dans les tâches et les compétences qu'ils impliquent, le recyclage constituera une donnée décisive pour la croissance inclusive au cours des prochaines années. Disposer d'une main-d'œuvre dotée des compétences recherchées sera primordial pour la productivité et la compétitivité. Permettre aux salariés qui auront été licenciés de se recycler sera d'une importance cruciale pour l'emploi, l'égalité et la cohésion sociale. Les autorités suédoises ont mis en place un programme de valorisation des compétences (*Knowledge Boost*) afin d'offrir environ 100 000 places en formation dans les établissements d'enseignement professionnel supérieur et dans d'autres types de structures de formation pour adultes, en ciblant plus particulièrement les domaines d'une importance essentielle pour la société, notamment l'ingénierie et la médecine (Government Offices of Sweden, 2018^[85]). Il n'empêche qu'il faudra redoubler d'efforts, dans les années à venir, pour répondre à l'évolution rapide des besoins de compétences.

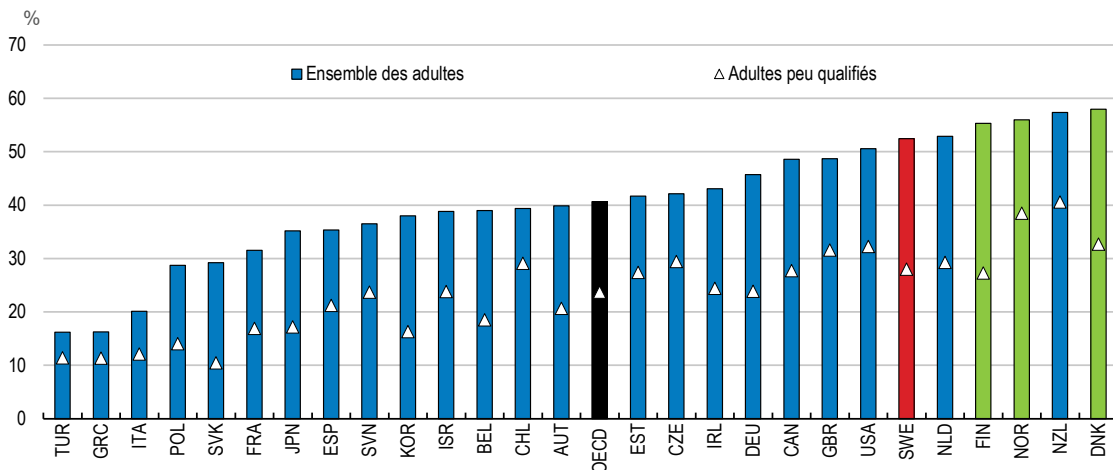
Les principales obligations à remplir pour développer l'éducation et la formation des adultes sont de favoriser la compatibilité entre la formation et le travail (*via* la flexibilité des horaires, les congés de formation, la formation en ligne, etc.), de renforcer la réactivité à la diversité et à la rapidité d'évolution des besoins et d'améliorer la reconnaissance et la certification des formations. Le cofinancement ainsi que les crédits d'impôt et les abattements fiscaux sont des instruments qui peuvent être utilisés pour assurer un financement approprié de la formation des adultes et inciter à y participer (OECD, 2017^[86]).

La réponse aux défis de la formation tout au long de la vie nécessitera des liens de coopération étroits entre les employeurs, les syndicats et le gouvernement. La Suède devra

s'appuyer sur sa longue tradition de dialogue social pour trouver des solutions innovantes. Les partenaires sociaux pourraient ainsi envisager de donner plus d'importance à la formation dans la négociation collective. Les opportunités de formation doivent être accessibles au plus grand nombre, y compris aux salariés des PME, à la main-d'œuvre occupant des emplois atypiques et aux chômeurs. Si la Suède affiche l'un des taux de participation à la formation les plus élevés de l'OCDE, les peu qualifiés, comme dans d'autres pays, y participent moins que les très qualifiés (Graphique 34).

Certains pays ont mis en place des comptes individuels de formation (comme le Canada, les Pays-Bas, les États-Unis) et des chèques-formation (comme l'Autriche, l'Allemagne, la Suisse) pour élargir l'accès à la formation. Le service public de l'emploi se doit également de proposer aux chômeurs des formations qui correspondent à l'évolution des besoins du marché du travail, en plus d'un service d'orientation professionnelle efficace.

Graphique 33. Les adultes peu qualifiés bénéficient moins de la formation que les autres adultes



Note : Les adultes peu qualifiés sont définis comme les personnes dont le score en littératie est inférieur ou égal à 225 points dans l'évaluation PIAAC.

Source : Calculs de l'OCDE à partir de l'Évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC).

Tableau 11. Recommandations antérieures concernant l'éducation et mesures prises

Principales recommandations récentes de l'OCDE	Mesures prises ou prévues depuis l'Étude de 2017
Rendre la profession d'enseignant plus attractive en augmentant les incitations financières, clarifier les évolutions de carrière et améliorer la formation des enseignants.	Financée par des dotations de l'État, une réforme (<i>Teacher salary boost</i>) vise à améliorer le parcours professionnel et la rémunération des enseignants.
Renforcer le soutien apporté aux élèves en difficulté, y compris aux élèves immigrés, au moyen d'interventions précoces et d'une affectation ciblée des ressources en fonction du milieu socioéconomique.	La mesure prise en 2018, instaurant une garantie des acquis en lecture, écriture et mathématiques, met en place des évaluations obligatoires des compétences des élèves dans ces trois domaines très tôt dans leur parcours scolaire, qui sont complétées par un accompagnement supplémentaire pour les élèves qui en ont besoin.
Renforcer les aides et incitations à l'apprentissage du suédois destinées aux migrants.	De nouvelles dispositions réglementaires, une meilleure coordination entre les administrations et le renforcement des mécanismes de financement contribuent à réduire les délais de gestion des dossiers des migrants, à donner plus souplesse aux activités d'insertion et à formuler des attentes plus claires vis-à-vis des efforts à fournir par les migrants eux-mêmes.

Références

- Adrian, T. and H. Shin (2008), “Liquidity and Financial Cycles”, *SSRN*, [24]
<http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1165583>.
- Anderson, K. and P. Wolf (2017), “Evaluating school vouchers: evidence from a within-study comparison”, *SSRN Electronic Journal*, [74]
<http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2952967>.
- Andersson et al. (2015), *Underlag till kontrollstation 2015 för anpassning till ett förändrat klimat*. [19]
- André, C., J. Pareliussen and H. Hwang (2019), *What drives the performance of Swedish lower secondary schools?*, OECD, forthcoming. [80]
- Andrews, D., A. Caldera Sánchez and Å. Johansson (2011), “Housing Markets and Structural Policies in OECD Countries”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 836, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5kgk8t2k9vf3-en>. [91]
- Bachmann, R. et al. (2017), “Systematic Monetary Policy and the Macroeconomic Effects of Shifts in Residential Loan-to-Value Ratios”, *CEPR Discussion Paper* 12024. [39]
- Bank for International Settlements (2018), *Central bank digital currencies*, <http://www.bis.org>. [36]
- Barontini, C. and H. Holden (2019), *Proceeding with caution - a survey on central bank digital currency*, <http://www.bis.org>. [28]
- Barrdear, J. and M. Kumhof (2016), “The Macroeconomics of Central Bank Issued Digital Currencies”, *SSRN*, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2811208>. [26]
- BIS-IMF-OECD (2018), *Summary of the BIS-IMF-OECD joint conference weak productivity: the role of financial factors and policies*, <http://bit.ly/2yMvtgf>. [25]
- Blix, M. (2015), *The economy and digitalization-opportunities and challenges*, [55]
<http://www.martenblix.com>.
- Blix, M. and J. Jeansson (2018), *Telemedicine and the Welfare State: The Swedish Experience*, [47]
<http://www.ifn.se>.
- Böhlmark, A., H. Holmlund and M. Lindahl (2016), “Parental choice, neighbourhood segregation or cream skimming? An analysis of school segregation after a generalized choice reform”, *Journal of Population Economics*, Vol. 29/4, pp. 1155-1190, <http://dx.doi.org/10.1007/s00148-016-0595-y>. [69]
- Borio, C. et al. (2015), *Labour reallocation and productivity dynamics: financial causes, real consequences*, <http://www.bis.org>. [23]
- Boverket (2018), *Behov av nya bostäder 2018-2025*, <http://www.boverket.se/publikationer>. [52]
- Corbo, V. and P. Casola (2018), *Conditional exchange rate pass-through: evidence from Sweden*, [21]
<http://www.riksbank.se/en/research>.

- Danmarks Nationalbank (2017), “Central Bank Digital Currency in Denmark”, *Analysis No. 28*. [35]
- Égert, B. et al. (2018), *Human capital in the OECD’s quantification of structural reforms*, [63]
[http://dx.doi.org/ECO/CPE/WP1\(2018\)24](http://dx.doi.org/ECO/CPE/WP1(2018)24).
- Engert, W. and B. Fung (2017), *Central Bank Digital Currency: Motivations and Implications*, [27]
<http://www.bank-banque-canada.ca>.
- Epple, D., R. Romano and R. Zimmer (2016), “Charter Schools: A Survey of Research on Their Characteristics and Effectiveness”, *Handbook of the Economics of Education*, Vol. 5, pp. 139-208, <http://dx.doi.org/10.1016/B978-0-444-63459-7.00003-8>. [73]
- Erlandsson, F. and G. Guibourg (2018), *Economic Commentaries Times are changing and so are payment patterns*, <http://www.regeringen.se/rattsdokument/kommittedirektiv/2016/12/dir.-2016114/>. [29]
- European Commission (2017), *eGovernment Benchmark 2017 Taking stock of user-centric design and delivery of digital public services in Europe*, <http://dx.doi.org/10.2759/742892>. [48]
- European Commission (2017), *Special Eurobarometer 470 Special Eurobarometer 470*, [8]
<http://dx.doi.org/10.2837/513267>.
- European Commission (2016), *Directive on preventive restructuring frameworks, second chance and measures to increase the efficiency of restructuring, insolvency and discharge procedures*. [58]
- Finansinspektionen (2018), *Stability in the Financial System*. [38]
- Finansinspektionen (2017), *FI Analysis 10: Amortisation requirement reduced household debt*, [40]
<http://www.fi.se>.
- Fiscal Policy Council (2018), *Swedish Fiscal Policy Fiscal Policy Council Report 2018*, [3]
<http://www.fpr.se>.
- Government Offices of Sweden (2018), *Sweden’s National Reform Programme 2018*. [85]
- Guillemette, Y. and D. Turner (2018), *The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060*. [50]
- Gustafsson, J., S. Sörlin and J. Vlachos (2016), *Policyidéer för svensk skola (Policy ideas for Swedish schools)*, SNS, Stockholm, https://www.sns.se/wp-content/uploads/2016/07/policyideer_for_svensk_skola.pdf (accessed on 2 May 2018). [67]
- IMF (2017), “Sweden : Selected Issues”, *IMF staff country reports*, No. 17/351, International Monetary Fund, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/11/17/Sweden-Selected-Issues-45415> (accessed on 20 February 2019). [6]
- Ingves, S. (2018), *Going Cashless: Central Banks and Digital Currencies – IMF F&D Magazine, June*. [37]
- Ingves, S. (2018), *Money and payments – where are we heading? Speech at the Stockholm School of Economics, 4 June*. [30]

- Intergovernmental panel on climate change (2018), *Global warming of 1.5°C*. [18]
- International Energy Agency (2017), *Energy Technology Perspectives 2017*, International Energy Agency, Paris., <http://www.iea.org/etp2017>. (accessed on 10 October 2018). [17]
- Kettunen, H. and H. Ruonavaara (2015), “Discoursing deregulation: the case of the Finnish rental housing market”, *International Journal of Housing Policy*, <http://dx.doi.org/10.1080/14616718.2014.990774>. [54]
- Kireyev, A. (2017), *The Macroeconomics of De-Cashing, IMF Working paper 17/71..* [34]
- Konjunkturinstitutet (2018), *Hållbarhetsrapport 2018 för de offentliga finanserna*, <http://www.konj.se>. [46]
- Konkurrensverket (2018), “Bättre konkurrens i bostadsbyggandet”, *Konkurrensverkets rapportserie*, Vol. 2018/7. [57]
- Konkurrensverkets (2018), *Bättre konkurrens i bostadsbyggandet*. [90]
- Lind, H. (2015), “The Effect of Rent Regulations and Contract Structure on Renovation: A Theoretical Analysis of the Swedish System”, *Housing, Theory and Society*, <http://dx.doi.org/10.1080/14036096.2015.1053981>. [53]
- Martin, J. and S. Scarpetta (2012), *Setting it right: Employment protection, labour reallocation and productivity*, <http://dx.doi.org/10.1007/s10645-011-9177-2>. [89]
- Martin, J. and S. Scarpetta (2012), “Setting it right: Employment protection, labour reallocation and productivity”, *De Economist*, Vol. 160/2, <http://dx.doi.org/10.1007/s10645-011-9177-2>. [61]
- Mellander, C. and L. Bjerke (2017), “De ungas flykt till staden (The young’s flight to the city)”, in Syssner, J., S. Häggroth and U. Ramberg (eds.), *Att äga framtiden: Perspektiv på kommunal utveckling*, Linköping University Electronic Press, 2017. p. 195-201, <http://hj.diva-portal.org/smash/get/diva2:1167412/FULLTEXT01.pdf> (accessed on 17 September 2018). [88]
- Ministry of Finance (2018), *Fördelningspolitisk redogörelse (Distribution Policy Report)*. [4]
- Ministry of Finance (2018), *The Swedish fiscal policy framework*. [43]
- Ministry of Finance (2016), *Sammanfattning av regeringens förslag om 22 steg för fler bostäder*. [51]
- Ministry of the Environment and Energy (2017), *The Swedish climate policy framework*. [14]
- NIER (2018), *Wage Formation in Sweden 2018*, National Institute of Economic Research, Stockholm, <https://www.konj.se/english/publications/wage-formation-report/wage-formation/2018-09-12-many-reasons-for-limited-wage-growth-in-the-current-boom.html#files> (accessed on 12 September 2018). [59]
- OECD (2018), *Education at a Glance 2018: OECD Indicators*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-en>. [84]

- OECD (2018), *Effective Carbon Rates 2018: Pricing Carbon Emissions Through Taxes and Emissions Trading*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264305304-en>. [16]
- OECD (2018), *Enforcement of the Anti-Bribery Convention*, <http://www.oecd.org/daf/anti-bribery/OECD-WGB-Enforcement-Data-2018-ENG.pdf>. [12]
- OECD (2018), *OECD Economic Surveys: Chile 2018*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-chl-2018-en. [77]
- OECD (2018), *OECD Reviews of Digital Transformation: Going Digital in Sweden*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264302259-en>. [49]
- OECD (2018), *Rethinking Urban Sprawl: Moving Towards Sustainable Cities*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264189881-en>. [13]
- OECD (2018), *Taxing Energy Use 2018: Companion to the Taxing Energy Use Database*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264289635-en>. [15]
- OECD (2017), *Educational opportunity for all overcoming inequality throughout the life course*. [86]
- OECD (2017), *OECD Economic Surveys: Sweden 2017*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-swe-2017-en. [60]
- OECD (2017), *OECD says Swedish progress combatting foreign bribery insufficient to warrant Phase 4 evaluation*, <http://www.oecd.org/corruption/oecd-says-swedish-progress-combatting-foreign-bribery-insufficient-to-warrant-phase-4-evaluation.htm>. [11]
- OECD (2017), *School choice and school vouchers: An OECD perspective*, OECD Publishing, Paris, <http://www.oecd.org> (accessed on 18 February 2019). [65]
- OECD (2016), *PISA 2015 results (Volume I): excellence and equity in education*, PISA, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264266490-en>. [81]
- OECD (2016), *PISA 2015 Results (Volume I): Excellence and Equity in Education*, PISA, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264266490-en>. [66]
- OECD (2015), *Improving schools in Sweden: An OECD perspective*, <http://www.oecd.org/education/school/Improving-Schools-in-Sweden.pdf> (accessed on 2 May 2018). [76]
- OECD (2015), *Improving schools in Sweden: An OECD perspective*, OECD Publishing, Paris, <http://www.oecd.org/education/school/Improving-Schools-in-Sweden.pdf> (accessed on 2 May 2018). [83]
- OECD (2015), *OECD Economic Surveys: Sweden 2015*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-swe-2015-en. [64]
- OECD (2014), *Sweden: Follow-Up to the Phase 3 Report & Recommendations*. [10]
- OECD (2012), *Phase 3 Report on Implementing the Oecd Anti-Bribery Convention in Sweden*. [9]

- Pareliussen et al. (2018), *Income Inequality in the Nordics from an OECD Perspective*, *Nordic Economic Policy Review*. [2]
- Patrinos, H. (2011), "School choice in the Netherlands", *CESifo DICE Report*, Vol. 9/2, [72]
<https://www.cesifo-group.de/DocDL/dicereport211-rm1.pdf> (accessed on 27 September 2018).
- Riksbank (2018), *Financial Stability Report 2018:2*, <http://www.riksbank.se>. [41]
- Riksbank (2018), *Monetary policy report October 2018*, <http://www.riksbank.se>. [20]
- Riksbank (2018), *The Riksbank's e-krona project*. [31]
- Riksbank, S. (2018), *Monetary Policy Report December 2018*, <http://www.riksbank.se>. [22]
- Robling, O. and J. Pareliussen (2017), "Structural inequality: The case of Sweden", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1382, OECD Publishing, Paris, [1]
<http://dx.doi.org/10.1787/c0c7e531-en>.
- Rogoff, K. (2016), *The curse of cash*, Princeton University Press. [33]
- School Commission (2017), *Samling för skolan - Nationell strategi för kunskap och likvärdighet (Together for schools - National strategy for knowledge and equality)*, [71]
<http://www.regeringen.se/498092/contentassets/e94a1c61289142bfbcfdf54a44377507/samling-for-skolan---nationell-strategi-for-kunskap-och-likvardighet-sou-201735.pdf> (accessed on 2 May 2018).
- Skingsley, C. (2016), *Should the Riksbank issue e-krona? Speech at FinTech Stockholm 2016, Berns, 16 November*. [32]
- SKL (2018), *Ekonomirapporten, maj 2018 (The economic report, May 2018)*, Swedish Association of Local Authorities and Regions, Stockholm, [87]
<https://webbutik.skl.se/bilder/artiklar/pdf/7585-541-7.pdf> (accessed on 5 October 2018).
- Skolverket (2018), *Analys av familjebakgrundens betydelse för skolresultaten och skillnader mellan skolor (Analyses of family backgrounds influence of school results and differences between schools)*, Swedish National Agency of Education, Stockholm, [68]
https://www.skolverket.se/sitevision/proxy/publikationer/svid12_5dfce44715d35a5cdfa2899/5935574/wtpub/ws/skolbok/wpubext/trycksak/Blob/pdf3927.pdf?k=3927 (accessed on 18 September 2018).
- Sorbe, S., P. Gal and V. Millot (2018), *Can productivity still grow in service-based economies?*, [56]
[http://dx.doi.org/ECO/CPE/WP1\(2018\)24](http://dx.doi.org/ECO/CPE/WP1(2018)24).
- Sund, K. (2009), "Estimating peer effects in Swedish high school using school, teacher, and student fixed effects", *Economics of Education Review*, Vol. 28/3, pp. 329-336, [70]
<http://dx.doi.org/10.1016/J.ECONEDUREV.2008.04.003>.
- Sveriges Kommuner och Lansting (2017), *The Economy Report, October*. [44]

- Sveriges Riksbank (2018), *Monetary Policy Report, February 2018*, Sveriges Riksbank, Stockholm. [5]
- Swedish Government (2017), *The Pension Group's agreement on long-term raised and secure pensions*. [45]
- TCFD (2018), *The Task Force on Climate-related Financial Disclosures i DRAFT Task Force on Climate-related Financial Disclosures: Status Report 2018 Status Report*. [42]
- Uddén Sonnegård, E. (2017), *Är anställningsskydd ett hinder för hög produktivitet?-En internationell översikt*, <http://www.ratio.se>. [62]
- Urquiola, M. (2016), "Competition Among Schools: Traditional Public and Private Schools", *Handbook of the Economics of Education*, Vol. 5, pp. 209-237, <http://dx.doi.org/10.1016/B978-0-444-63459-7.00004-X>. [75]
- Werne, K. (2018), *Skolindustrin, Hur mångfald blev enfald (The school industry, how diversity became singularity)*, Swedish Trade Union Confederation (LO), Stockholm, [https://www.lo.se/home/lo/res.nsf/vRes/lo_fakta_1366027478784_skolindustrin_pdf/\\$File/Skolindustrin.pdf](https://www.lo.se/home/lo/res.nsf/vRes/lo_fakta_1366027478784_skolindustrin_pdf/$File/Skolindustrin.pdf) (accessed on 12 October 2018). [78]
- Wondratschek, V., K. Edmark and M. Frölich (2013), *The short-and long-term effects of school choice on student outcomes - Evidence from a school choice reform in Sweden*, <https://www.jstor.org/stable/pdf/23646327.pdf?refreqid=excelsior%3Aa335cb8a84f37e0896b58a9b1018c305> (accessed on 31 August 2018). [82]
- World Justice Project (2018), *WJP Rule of Law Index 2017–2018*, <https://worldjusticeproject.org/our-work/wjp-rule-law-index/wjp-rule-law-index-2017%E2%80%932018> (accessed on 19 February 2019). [7]
- Yang Hansen, K. and J. Gustafsson (2016), "Causes of educational segregation in Sweden – school choice or residential segregation", *Educational Research and Evaluation*, Vol. 22/1-2, <http://dx.doi.org/10.1080/13803611.2016.1178589>. [79]

Annex A. Progrès accomplis en matière de réformes structurelles

La présente annexe contient une synthèse des recommandations formulées dans des Études antérieures et des principales mesures prises depuis la publication de l'Étude économique de février 2017 consacrée par l'OCDE à la Suède.

Recommandations formulées dans les précédentes <i>Études économiques</i>	Mesures prises
Réglementation des entreprises, infrastructures et innovation	
Simplifier les procédures réglementaires, notamment la délivrance d'autorisations et de permis.	Certaines initiatives prometteuses de recours au numérique et de simplification des procédures ont été prises, en particulier dans les secteurs de la restauration et du tourisme. Certaines administrations utilisent désormais des outils numériques pour améliorer leurs services, simplifier les procédures et réduire les délais de traitement.
Harmoniser les obligations relatives à la construction entre les communes. Faciliter l'accès des petites entreprises et des entreprises étrangères aux procédures de passation des marchés publics en améliorant le déroulement dans le temps, la prévisibilité et la lisibilité de ces procédures.	La mise en œuvre du plan Logement en 22 points, adopté en 2015, qui prévoit des mesures pour libérer plus de foncier à bâtir, diminuer les coûts de construction et accélérer les procédures d'urbanisme, se poursuit. Une analyse a été lancée en vue de simplifier et d'assouplir la réglementation des procédures de marchés, mais aussi de réduire le nombre de recours. Les réglementations de la construction et de l'urbanismes ont été mises en ligne en plusieurs langues.
Investir pour améliorer la qualité du réseau routier et des voies ferrées en veillant tout particulièrement au rendement social des investissements.	Le gouvernement a massivement investi dans la maintenance du réseau ferroviaire et dans les transports publics en zones rurales.
Élargir encore le soutien à l'innovation et renforcer la coordination des politiques d'innovation et de recherche. Faciliter les financements en encourageant la création d'instruments de dette et de fonds propres, et de plates-formes dédiées au financement des entreprises.	L'action des pouvoirs publics en matière d'innovation et de recherche se renforce progressivement, mais des améliorations doivent encore être apportées en termes de gouvernance, de direction et de vision stratégique.
Éducation et compétences	
Rendre la profession d'enseignant plus attractive en augmentant les incitations financières, clarifier les évolutions de carrière et améliorer la formation des enseignants.	Financée par des dotations de l'État, une réforme (<i>Teacher salary boost</i>) vise à améliorer le parcours professionnel et la rémunération des enseignants.
Renforcer le soutien apporté aux élèves en difficulté, y compris aux élèves immigrés, au moyen d'interventions précoces et d'un ciblage des ressources en fonction du milieu socioéconomique.	La mesure prise en 2018, instaurant une garantie des acquis en lecture, écriture et mathématiques, met en place des évaluations obligatoires des compétences des élèves dans ces trois domaines très tôt dans leur parcours scolaire, qui sont complétées par un accompagnement supplémentaire pour les élèves qui en ont besoin.
Renforcer les aides et incitations à l'apprentissage du suédois destinées aux migrants.	De nouvelles dispositions réglementaires, une meilleure coordination entre les administrations et le renforcement des mécanismes de financement contribuent à réduire les délais de gestion des dossiers des migrants, à donner plus souplesse aux activités d'insertion et à formuler des attentes plus claires vis-à-vis des efforts à fournir par les migrants eux-mêmes.
Politiques du marché du travail et politiques sociales	
Réduire l'écart entre travailleurs permanents et travailleurs temporaires dans la législation sur la protection de l'emploi et assouplir la réglementation relative aux salaires d'embauche.	Aucune mesure n'a été prise. Le nouveau gouvernement devrait mettre en place une commission chargée de déterminer comment instaurer un meilleur équilibre en matière de protection de l'emploi entre les différents types d'emploi.
Envisager d'étendre la couverture de l'assurance-chômage en assouplissant les conditions d'affiliation en termes de durée de travail effectué, et de passer à un système de cotisation obligatoire à l'assurance-chômage.	Aucune mesure n'a été prise. Une étude sur la conception d'une assurance-chômage basée sur les revenus et sur les moyens d'étendre la couverture a été lancée en 2018, et prévoit notamment une analyse de la possibilité de modifier la durée et le niveau de la rémunération sous forme de prestations de chômage.
Continuer de simplifier les procédures pour aider les migrants à obtenir leurs permis de séjour et de travail.	Les dispositifs visant à accélérer l'intégration des migrants sont montés en puissance et comprennent une obligation d'éducation et de formation, la reconnaissance des qualifications et la rémunération financière des communes accueillant des réfugiés..
Rationaliser ces dispositifs en les fusionnant et en les harmonisant pour mieux cibler les travailleurs les plus vulnérables, alléger les formalités administratives correspondantes et augmenter le nombre de bénéficiaires.	Cinq dispositifs d'aide à l'emploi ont été fusionnés en un programme unique (emplois d'insertion) en 2018, qui subventionne à 80 % le coût du salaire brut mensuel de ces emplois aidés, plafonné à 20 000 SEK par mois.

Procéder à un examen annuel des effets redistributifs de la revalorisation des prestations sociales en prenant en considération leur équité, les coûts pour le budget et les incitations à travailler.	Aucune procédure d'examen systématique n'a été mise en place. Néanmoins, les allocations pour enfant et de logement ont augmenté, et la fiscalité des retraites a été allégée en 2018.
--	--

Égalité hommes-femmes

Encourager les parents à partager le congé parental de manière plus équilibrée en continuant d'augmenter la part réservée à chaque parent.	Aucune mesure n'a été prise.
À l'issue du programme d'accueil, renforcer les politiques actives du marché du travail en faveur des femmes nées à l'étranger pour éviter qu'elles ne s'éloignent du marché du travail.	En plus de mesures générales visant à accélérer l'intégration des immigrés nouvellement arrivés, le gouvernement a pris des mesures ciblant principalement les femmes nées à l'étranger, par exemple en offrant des financements pour développer l'accès des personnes en congé parental à des cours et formations en langue suédoise, améliorer la qualité de l'éducation dispensée en suédois aux immigrés et en développant les actions d'ouverture et de motivation en direction des femmes nées à l'étranger.

Politique du logement

Plafonner le taux d'endettement des ménages.	Aucun plafond n'a été mis en place. Toutefois, les obligations de dotation aux amortissements ont été durcies pour les emprunteurs dont les nouveaux prêts dépassent 450 % du revenu brut.
Réformer l'impôt périodique sur la propriété immobilière afin que le prélèvement réalisé corresponde mieux à la valeur des biens. Supprimer progressivement la déductibilité des intérêts d'emprunts hypothécaires.	Aucune mesure n'a été prise. Une vaste réforme fiscale sera engagée dans le but, entre autres, de réduire l'endettement des ménages et d'améliorer le fonctionnement du marché de l'immobilier d'habitation.
Renforcer la coopération entre les collectivités locales et l'État sur les questions d'urbanisme et inciter davantage les communes à libérer en temps utile les zones à aménager. Simplifier les procédures d'urbanisme en trouvant un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales.	La mise en œuvre du plan Logement en 22 points, adopté en 2015, qui prévoit des mesures pour libérer plus de foncier à bâtir, diminuer les coûts de construction et accélérer les procédures d'urbanisme, se poursuit.
Assouplir la réglementation des loyers de façon à favoriser un accroissement de l'offre d'immobilier locatif, la mobilité et une meilleure utilisation du parc de logements, tout en continuant de protéger les propriétaires contre les abus.	Aucune mesure n'a été prise. La fixation des loyers sera libéralisée pour les logements neufs.

Politiques de lutte contre le changement climatique

Continuer à supprimer progressivement les exonérations de taxe carbone.	Les autorités ont remis à plat la fiscalité des carburants et des véhicules en 2018, afin de renforcer les incitations à la réduction des émissions de carbone. Les taux d'imposition implicites du carbone correspondant aux combustibles fossiles demeurent cependant nettement plus élevés pour les usages domestiques que pour les usages industriels.
---	--

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

SUÈDE 2019 (VERSION ABRÉGÉE)

La Suède est une économie solide fondée sur la connaissance, bien intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, qui garantit à ses habitants des niveaux de vie, de bien-être, de revenu et d'égalité entre hommes et femmes élevés, ainsi qu'une haute qualité de l'environnement. La croissance repose sur une large assise depuis cinq ans, et la consommation, l'investissement et les exportations y ont tous contribué de manière importante. Parallèlement, la vigueur de la demande intérieure a tiré les importations vers le haut.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/dc7ecbd6-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2019/8
Juillet 2019

éditions **OCDE**
www.oecd.org/editions



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2019
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-83352-4



9 789264 833524